

C.R.E.D.O.C.
BIBLIOTHEQUE

C R E D O C



LE LOGEMENT DANS LA DYNAMIQUE SOCIALE DES MAL-LOGES

Sou1973-2121

● 1973

Le logement dans la dynamique sociale des mal-logés - Tome 4 / P. Reynaud. (Juin 1973).

DE DOCUMENTATION SUR LA CONSOMMATION
E - 75634 PARIS CEDEX 13 TEL. : 707-97-59

CREDOC•Bibliothèque



K 4 7 7

C.R.E.D.O.C.
BIBLIOTHÈQUE

R⁴77

CENTRE DE RECHERCHES ET DE DOCUMENTATION

SUR LA CONSOMMATION

45, boulevard de la Gare - PARIS 13ème

P. REYNAUD

Etude statistique des causes socio-économiques
du mauvais logement

TOME 4

LE LOGEMENT DANS LA DYNAMIQUE SOCIALE

DES MAL-LOGES



Compte rendu de fin de contrat
d'une recherche financée
par la
Délégation Générale
à la Recherche Scientifique
et technique

Action concertée : URBANISATION

Date : Juin 1973

Contrat n° : 71-7-3226

R 477

LE LOGEMENT DANS LA DYNAMIQUE SOCIALE
DES MAL-LOGES

"Mais la diversité, c'est aussi la proclamation du droit à la différence, c'est-à-dire l'affirmation des êtres, des choses, des classes, des peuples et des cultures contre l'uniformité envahissante du monde, bref une forme de résistance contre la fausse histoire".

P. REYNAUD/MC

J. BERQUE

N° 4 188 - Juin 1973

S O M M A I R E

	<u>Page</u>
INTRODUCTION	1
<u>CHAPITRE I - AU DELA DE L'ADAPTATION PSYCHOLOGIQUE AU LOGEMENT</u>	10
1 - <u>UN EQUILIBRE APPARENT ENTRE SATISFACTIONS ET INSATISFACTIONS</u>	11
2 - <u>VERS UNE MEILLEURE COMPREHENSION DE L'ADAPTATION AU LOGEMENT</u>	13
3 - <u>LA PERCEPTION DU LOGEMENT ACTUEL OU LA POURSUITE JAMAIS ACHEVEE DE L'ETRE</u>	14
3.1. <u>Vers un état d'équilibre relatif</u>	14
3.1.1. <u>"J'aimerais rester LA... ça fait qu'on est bien PARTOUT"</u> (cas de Mme B.)	15
3.1.2. <u>Cas de Domingos A.</u>	16
3.2. <u>Un profond déséquilibre ou les prisonniers de leur logement</u>	21
3.2.1. <u>"J'aurais demandé à vouloir"...</u> (cas de Mme J.)	21
3.2.2. <u>"Ici absolument rien ne me plaît, j'aime pas du tout ici"</u> (Cas de Mme S.)	24
<u>CHAPITRE II - MAUVAIS LOGEMENT ET "CECITE CULTURELLE"</u>	29
1 - <u>PRESENTATION RAPIDE DES THESES DE P. VERCAUTEREN SUR LES SOUS-PROLETAIRES</u>	
2 - <u>LE MAUVAIS LOGEMENT, LIEU PRIVILEGIE DE "CECITE CULTURELLE"</u>	39

2.1. <u>Principales caractéristiques sociologiques et économiques des mal-logés "asociaux"</u>	39
2.2. <u>L'isolement des mal-logés</u>	40
2.2.1. <u>Un exemple : le cas de Consuelo SANCHEZ</u>	41
2.2.2. <u>Autre exemple : le cas de la famille A. vivant en cité de transit</u>	42
2.3. <u>La "cécité culturelle" à l'égard du logement</u>	48
2.3.1. <u>La "cécité culturelle" d'après Vercauteren</u>	48
2.3.2. <u>Un exemple d'identification-repli dans le milieu : le cas de Monsieur D. célibataire</u>	50
2.3.3. <u>Le refus de l'échec projeté dans le rêve</u>	55
3 - <u>CONCLUSIONS PARTIELLES</u>	57
<u>CHAPITRE III - LE LOGEMENT LIEU POSSIBLE DE RECONNAISSANCE SOCIALE</u>	60
1 - <u>QUI SONT-ILS ?</u>	61
2 - <u>LA RECHERCHE D'UN LOGEMENT MEILLEUR COMME EXPRESSION D'UNE DEMANDE DE RECONNAISSANCE SOCIALE</u>	62
2.1. <u>Le pressentiment d'être écarté de leur groupe social</u>	63
2.1.1. <u>A la limite de réactions racistes</u>	63
2.1.2. <u>Le logement vécu comme un moyen d'insertion sociale</u>	65
2.2. <u>Entre la crainte d'être rejeté et l'incertitude de la promotion sociale</u>	66
3 - <u>LE H.L.M. : IDENTITE SOCIALE NIEE OU IDENTITE SOCIALE RETROUVEE</u>	69

3.1. <u>L'impossible accès au H.L.M.</u>	70
3.1.1. <u>Le rêve éveillé instrument de négation et non de préfiguration de la réalité sociale</u>	70
3.1.2. <u>Le refus du H.L.M. ou l'impossibilité de sortir de leur milieu</u>	70
3.2. <u>La préservation de "la petite différence"</u>	70
3.2.1. <u>La crainte de s'intégrer définitivement à la société d'accueil</u>	71
3.2.2. <u>La crainte de perdre son identité sociale</u>	74
3.2.3. <u>La méfiance envers l'effet social inhibiteur du H.L.M.</u>	77
3.3. <u>Jalons pour une transformation sociale de la Cité</u>	79
3.3.1. <u>"Dans les yeux des enfants, je vois le vague"</u>	80
3.3.2. <u>"Se retrouver : que ce soit le truc de la vie"</u>	81
<u>CONCLUSIONS</u>	85
1 - <u>DE LA PLUS OU MOINS GRANDE PREGNANCE DU CONTEXTE SOCIO-ECONOMIQUE</u>	88
1.1. <u>La pratique du logement, facteur de "cécité culturelle"</u>	90
1.1.1. <u>Le mauvais logement, lieu de prise de conscience de l'isolement des mal-logés</u>	90
1.1.2. <u>Deux manières complémentaires de nier la réalité persistante du mauvais logement</u>	93

1.2. <u>La pratique du logement moyen, de reconnaissance sociale</u>	95
2 - <u>PERSPECTIVES DE RECHERCHES ET REFLEXIONS SUR LE SORT DES MAL-LOGES</u>	96

ANNEXE 1 - BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE

- I N T R O D U C T I O N -

"C'est donc au langage, et non au dénombrement des hommes et des choses (qui ne mesure qu'une impuissance à connaître l'intimité) que l'on demandera, dans un premier temps, le témoignage de faits sociaux nouveaux et plus subtils".

C. PETONNET

(cf. Réflexions sur la ville vue par en-dessous)

Comme on l'a indiqué dans d'autres textes de ce rapport, l'objet de la présente étude sur les "causes socio-économiques du mauvais logement" est essentiellement méthodologique. Il s'agit de préciser les méthodes et les concepts utilisables qui devront permettre une meilleure connaissance de ces phénomènes et notamment une investigation statistique plus poussée.

Mais le, ou plutôt les problèmes du mauvais logement, ne sont pas seulement justiciables d'une approche spécifiquement statistique, c'est-à-dire d'un dénombrement plus ou moins détaillé des caractéristiques du mauvais logement. L'analyse statistique privilégie trop souvent le mauvais logement en tant que bien de consommation au détriment de la connaissance des habitants. Certes, cette optique est plus qu'indispensable, mais il n'empêche qu'elle demeure, très souvent, incomplète et parfois inadéquate, en particulier, quand on se trouve en présence de mal-logés appartenant à des couches sociales marginales (habitants des cités de transit, des bidonvilles, des quartiers et îlots insalubres etc...).

Par conséquent, l'élaboration d'outils statistiques plus appropriés et plus fins nous conduisait nécessairement à explorer d'autres voies du côté de l'économique d'une part et du sociologique d'autre part. Tant il est vrai que pour comprendre l'origine du mauvais logement, il faut examiner la structure économique engendrant une aussi déplorable crise et, dans un même mouvement, les causes sociologiques participant à la perpétuation du mauvais logement (1).

Il nous a donc paru utile de prendre du champ, c'est-à-dire de dépasser une stricte perspective de dénombrement pour nous intéresser non plus seulement au logement lui-même en tant que réalité physique et économique, mais davantage à tous ceux qui vivent dans ces logements défectueux et délabrés, c'est-à-dire aux mal-logés eux-mêmes.

Cela veut dire que nous allons porter notre effort d'analyse, non plus sur quelques caractéristiques sociologiques a priori, comme c'est le cas dans les grandes enquêtes, mais sur les rapports existant entre le mauvais logement et la dynamique sociale des mal-logés. Précisons : La relation individu-logement, la représentation qu'il élabore de son propre logement devront, si l'on veut définir des outils d'analyse appropriés, être resituées dans le devenir individuel et social du groupe familial, bref dans la vie, des mal-logés tout simplement.

(1) Il y aurait d'ailleurs beaucoup à dire sur l'emploi très équivoque du vocable logement. Pourtant, la langue française ne manque pas de termes nuancés : habitat, demeure, domicile, habitation, logis, résidence, appartement, bouge, taudis, etc...). On pourrait aussi préciser la charge idéologique contenue dans certains usages du mot logement.

Notre démarche, résolument globaliste, se rapproche donc de celle adoptée par C. Pétonnet dans un article récent (1) au sujet des bidonvilles : "Le XIXème siècle, moins spécialiste et plus féru d'histoire humaine, avait une connaissance authentique des faits sociaux. Devant les transformations de la ville, le XXème siècle fait preuve d'impuissance et de passivité. L'espace devient abstrait. Le citoyen s'en désintéresse, il n'est pas associé à sa création. Le chercheur est aussi désenchanté que l'habitant. Il isole ce qu'il croit être des phénomènes, il fractionne des tous, et tourne en vain autour d'une réalité introuvable (2) Prisonnier des aspects, il ne se passionne plus pour les hommes. Seule cependant la connaissance intime des êtres peut faire comprendre la signification sociale des choses.(2) La ville, depuis toujours, recèle une humanité, non des hommes étiquetés".

Notre cheminement rejoint encore celui de C. Pétonnet en ce sens qu'il vise, à réinsérer la relation individu-logement dans la trame des rapports sociaux que l'individu entretient avec la société. Cetauteur écrit encore, toujours à propos des bidonvilles : "C'est en étudiant la destinée prolétarienne dans son "habiter" que l'on découvre la ville, non pas dans sa totalité, mais dans une certaine globalité" (1).

Tel est donc l'objectif global de ce qui ne constitue qu'une première réflexion sur un aspect bien précis mais difficile des causes socio-économiques du mauvais logement. Pour cette recherche, notre intention n'est pas tellement de forger des outils statistiques opératoires, mais plutôt d'élaborer une problématique, de dégager quelques pistes, quelques axes de réflexion. Il ne faut donc pas s'attendre à des résultats définitifs et encore moins rigoureusement mesurables. Nous voulons simplement montrer toute l'importance qu'il y aurait à poursuivre des enquêtes dans le sens indiqué auprès d'échantillons très spécifiques et selon des méthodes particulières.

Cette "recherche de la signification sociale des choses" par le biais de la "connaissance intime des êtres" renvoie donc à une "certaine vocation de la sociologie : "sociologie dynamique, pour qui l'action est plus importante que l'institution, sociologie explicative qui tente d'analyser la réalité à ses différents niveaux et dans la variété de ses échelles, sociologie d'intervention éventuelle qui recherche les instruments d'une pratique. C'est dans la trame de la réalité collective que chemine l'analyse, une trame vivante où les déterminismes s'enchevêtrent, où le possible se mêle à l'inévitable" (3).

(1) cf. C. Pétonnet. Réflexions sur la ville vue par en-dessous.
l'Année sociologique - 1971-p.184.

(2) c'est nous qui soulignons.

(3) cf. La Sociologie. Guide alphabétique sous la direction de J. Duvignaud,
p. 9.

Comme on aura l'occasion de s'en rendre compte, notamment à la lecture du second chapitre intitulé : "Mauvais logement et cécité culturelle", transformer la réalité sociale dans laquelle baignent les mal-logés exige bien davantage qu'une connaissance positiviste des choses. Il nous semble que la solution de leurs problèmes relèverait, entre autres choses, de ce que J. Duvignand appelle une "sociologie d'intervention". Celle-ci permettrait d'analyser, d'amorcer et de suivre le processus d'affirmation de ces milieux marginaux.

Poser le problème en ces termes revient donc à faire indirectement la critique d'une sociologie néo-positiviste qui, sous le fallacieux prétexte d'objectivité, refuse en fin de compte d'appréhender le réel dans sa totalité concrète et vécue. Mais il s'agit là d'un autre débat qui n'a pas sa place dans ce travail.

Le but général et l'esprit de cette recherche sociologique étant globalement défini, il nous faut encore apporter quelques précisions sur la problématique que nous venons d'esquisser.

Déjà les travaux de R. Auzelle (1) comme les enquêtes d'Economie et Humanisme, qui, tous les deux, remontent aux années d'après guerre, prenaient en considération un ensemble de phénomènes sociologiques, psychologiques, économiques, dépassant, et de loin, le seul domaine du logement. Les enquêtés étaient interrogés aussi bien sur des questions concernant leur logement que sur leur travail, leur vie familiale, professionnelle, leurs origines sociales, leur religion etc... C'est donc que les responsables de ces enquêtes jugeaient nécessaires pour résoudre les multiples problèmes posés par l'habitat insalubre de considérer l'ensemble du milieu humain. Et ces auteurs ne sont très certainement pas les seuls à s'être penchés sur ces questions. Mais on peut se demander avec F. Stambouli (2) quelle est l'influence de ces analyses "sur les pouvoirs publics, les classes dirigeantes, les hommes au pouvoir - et si ces derniers disposent actuellement des concepts ou des moyens indispensables pour intervenir dans une situation aussi nettement "anomique".

Notre principale question est donc la suivante : Comment se fait-il que les mal-logés et, tout particulièrement, ceux appartenant à des groupes sociaux marginaux, n'arrivent pas, dans leur très grande majorité, à sortir de la misère dans laquelle ils sont et continuent à s'enfermer ? En d'autres termes, pourquoi nous paraissent-ils aussi résignés et, à la limite, relativement "satisfaits" de leur sort, comme nous l'indiquerons au cours du chapitre premier ?

(1) cf. Robert Auzelle - Recherche d'une méthode d'enquête sur l'habitat défectueux.

(2) cf. Article "Habitat" in La Sociologie, guide alphabétique, p. 191.

Et si nous précisons la question ci-dessus, nous pouvons nous interroger, par exemple, sur les raisons poussant un ménage, logé dans une cité de transit froide et humide, à refuser, et ce par deux fois, un appartement H.L.M. Quel est le processus psycho-sociologique déterminant de tels comportements ? Et dans quel contexte socio-économique s'enracine-t-il ?

On pourrait choisir d'autres exemples. Pourquoi bien des familles relogées dans des H.L.M. ou des logements analogues ne parviennent-elles pas à s'adapter au logement qui leur est attribué ? Sans remonter aux familles qui, il y a quelques années, dit-on, utilisaient la baignoire comme réserve à charbon, on rencontre bien des signes d'un mauvais usage de leurs logements.

A la façon dont nous posons le problème, on voit donc bien qu'il ne s'agit pas uniquement d'adaptation au logement, mais de la manière dont un groupe social évolue, ce qui est un sujet autrement vaste et redoutable. Ce n'est pas la seule adaptation ou inadaptation au logement qui est en jeu, mais la capacité des mal-logés marginaux à émerger à la surface de la vie sociale.

Nous avons rencontré un problème analogue à l'occasion d'une enquête qualitative sur "les petits commerçants âgés face à la cessation d'activité" (1). On sait que l'évolution du commerce et, en particulier, l'extension très rapide des grandes surfaces a entraîné depuis quelques années la disparition tantôt brutale, tantôt progressive d'un nombre important de petites boutiques. Parmi les secteurs les plus touchés se trouvent l'alimentation, épicerie en particulier, le textile et les cuirs (bonneterie, mercerie, chemiserie, prêt à porter, petits détaillants en chaussures etc...) et enfin la droguerie et la quincaillerie auxquels il faudrait joindre les petits électro-ménagistes.

L'enquête a démontré que le passage de la vie active à la retraite se faisait dans le désordre, l'inquiétude, au travers d'insurmontables difficultés économiques (perte de la valeur du fonds de commerce), bref, dans un état voisin de l'anomie sociale.

Nous nous sommes donc demandés - et par là, nous retrouvons les problèmes des mal-logés - comment ce sous-groupe social était parvenu en quelques années à cet état de décadence économique et sociale. Plus exactement, par quels processus économiques et, pour notre part, psychosociologiques, ils étaient arrivés à cette lamentable situation voisine de celle des chômeurs. Autrement dit, pour quelles raisons se sont-ils laissés engluier ? Quel ensemble de facteurs psycho-socio-économiques les a conduit à se replier sur leur milieu au point d'être presque complètement incapables de tout effort d'adaptation ?

(1) "Les petits commerçants âgés face à la cessation d'activité". (Essai d'analyse psycho-sociologique) CREDOC - 1972 - 140 pages.

Pour répondre à ces préoccupations et effectuer une analyse de ces processus, nous nous sommes largement appuyés sur les travaux de P. Vercauteren et inspirés des courants de pensée gravitant autour de l'antipsychiatrie.

Dans son travail sur les "Sous-Prolétaires", P. Vercauteren s'était interrogé sur l'inertie des sous-prolétaires habitant les favelas de Rio de Janeiro (1) ou vivant dans les ghettos noirs d'Amérique tel celui de Haarlem. Il se demande : comment se fait-il que ces sous-prolétaires ne se révoltent pas plus souvent ? Pourquoi des hommes et des femmes aussi démunis que les habitants des favelas d'Amérique du Sud, des ghettos noirs d'Amérique du Nord et des bidonvilles européens ne parviennent-ils pas à changer radicalement leurs conditions de vie ?

Dans le cadre de cette introduction, nous n'entrerons pas dans les subtilités de ses analyses psycho-sociologiques et économiques nous réservant d'y revenir au début du chapitre deuxième. Disons, pour l'instant, que sa perspective nous a conduit à réinsérer la pratique du logement dans son contexte naturel à savoir : la pratique sociale des mal-logés marginaux et non-marginaux. (2).

Ainsi il est bien malaisé d'expliquer la pratique des immigrés à l'égard de leur logement sans la réinsérer dans le processus plus général d'assimilation sociale. Il en va pareillement, mais avec des nuances, pour les français mal-logés appartenant à un groupe marginal ou non-marginal.

Pour sortir ces mal-logés marginaux, notamment de l'état de pesanteur dans lequel ils se trouvent plongés, il ne suffit pas d'analyser les processus économiques et psycho-sociologiques à l'origine de leur état. Il y a lieu, à notre avis, de s'interroger aussi sur l'attitude qu'adopte la société à leur égard.

(1) Cf. P. Vercauteren "Les Sous-Prolétaires" - Essai sur une forme de paupérisme contemporain.

(2) Nous distinguerons deux catégories de mal-logés : les marginaux et les non-marginaux. Dans le premier groupe entreraient les mal-logés habitant les cités de transit, les bidonvilles, les quartiers et îlots insalubres, ainsi que tous ceux vivant dans de misérables taudis disséminés dans les agglomérations urbaines. Dans le second groupe, on trouverait les mal-logés non-marginaux, c'est-à-dire tous ceux jouissant de revenus quelque peu supérieurs, mais habitant des logements malsains, souvent surpeuplés, et toujours d'un prix relativement élevé, surtout si on y inclut les multiples faux frais qu'entraîne un mauvais logement : dépenses élevées de chauffage par exemple.

Or très souvent, comme nous aurons l'occasion de le dire, cette société les exclut de manière fort subtile. Elle s'y prend à l'égard des mal-logés asociaux ou marginaux de la même manière qu'avec les malades mentaux. Comme l'écrit M. Mannoni (1), "une société fait ses fous (2), définit leur statut de fous, et crée, pour les prendre en charge, une institution qui ne peut que les transformer en objets (2). Contester cette objectivation ne peut se faire sans remettre en question, et les institutions psychiatriques telles que nous les voyons fonctionner, et la psychiatrie elle-même, et le psychiatre dans son statut de représentant du groupe qui le mande, et les sciences auxquelles la psychiatrie se réfère".

"La réalité de la folie n'est pas niée pour autant ; ce qui est mis en cause, c'est son assimilation à une maladie, quand elle est bien plutôt le dévoilement d'un désordre dont ce serait aller beaucoup trop vite que de croire qu'il est essentiellement dans le sujet qui se trouve en être le porteur". (2)

Nous serions tentés, si ce n'était un jeu quelque peu gratuit, et même exagéré, de remplacer dans le texte ci-dessus les mots "fous" par mal-logés et "institution" par pouvoirs publics ou société globale pour être plus objectif. Trop souvent, en effet, nous entendons, à propos justement des mal-logés marginaux, des qualificatifs tels que "irré récupérables, inadaptables, irréc classables...". Or ces mots sont en réalité, non des jugements moraux, mais le produit d'une objectivation qui fait qu'on ne voit plus en l'individu un sujet mais un objet de science. Il en irait du mal-logé comme du fou. Nous l'affublons d'un statut bien précis mais peu avouable si l'on en juge par les expressions suivantes si souvent entendues dans les conversations : "fainéants, bons à rien, familles-à-problèmes, avec eux, il n'y a rien à faire... Ce sont des gens sales... Ils achètent la télévision alors qu'ils vivent à quatre ou cinq dans une seule chambre d'une dizaine de m²", etc... Comme l'écrit M. Mannoni : "Le déguisement dont le fou se pare n'est pas étranger à la nature de la "folie", mais le vêtement que nous lui ajoutons, le statut que nous lui octroyons constituent un écran qui nous dérobe l'accès à une connaissance sur la nature cachée de la "folie". (3)

Or, c'est précisément cette attitude négatrice, ségrégratrice, que nous retrouverons dans bien des cas dans ce rapport et, notamment, à propos de l'attitude de la société à l'égard de ce célibataire qui a créé avec les adolescents du quartier une sorte de "maison de jeunes" spontanée (cf. page 37) (cf. aussi chapitre 3 "Aux limites de réactions racistes").

(1) M. Mannoni. Le psychiatre, son "fou" et la psychanalyse. Editions du Seuil.

(2) souligné dans le texte.

(3) Se plaçant à un point de vue sociologique A. MEISTER écrit (cf. vers une sociologie des Associations - Ed. Economie et Humanisme, page 184) : "On peut... craindre que nos sociétés reconnaissent de plus en plus les différentes formes de pauvreté (...) comme des maux inévitables, de la même façon que l'industriel considère sans amertume que sa production comptera un certain nombre de "loupés" et en tient compte dans ses prix de revient".

Il en va de l'attitude de la société comme de celle de l'entourage du protagoniste d'une pièce de Pirandello qui se voit contraint d'aller vivre sa folie à l'asile. "L'intérêt de la pièce, écrit M. Mannoni, réside dans le fait que l'on y voit se tisser parfaitement les rets dans lesquels Béatrice va se trouver prise et vaincue, s'évanouissant comme sujet, pour ne demeurer que sous la pure étiquette de la folie".

Cette démarche qui est celle de l'anti-psychiatrie et qui a finalement conduit R.D. Laing, le célèbre (anti) psychiatre anglais à partager l'existence de ses malades dans la vie de tous les jours, rejoint par certains côtés celle de certains ethnologues et sociologues qui mettent l'accent sur la spécificité socio-culturelle des individus et des groupes sociaux. C'est tout particulièrement le cas pour les différentes catégories d'immigrés. A sa manière, J. Berque (1) ne dirait-il pas la même chose que M. Mannoni, lorsqu'il définit la diversité comme "la proclamation du droit à la différence (2), c'est-à-dire l'affirmation des êtres, des choses, des classes, des peuples et des cultures contre l'uniformité envahissante du monde, bref une forme de résistance contre la fausse histoire". Appliqué au domaine du logement, cela reviendrait à se demander jusqu'à quelle époque nous continuerons à nier la spécificité propre aux individus, aux groupes sociaux et aux cultures en les coulant dans le même moule de béton et d'acier ? Nous retrouvons là les points de vue d'H. Lefebvre dans son "Manifeste différentialiste".

La problématique décrite ci-dessus nous conduit à examiner d'abord ce qu'on entend exactement par adaptation au logement (cf. chapitre 1). On dit que les individus se résignent à leur sort de mal-logés quand ils ne se déclarent pas relativement "satisfaits".

Or, en fait, les mal-logés ne s'adaptent à leur logement que parce qu'ils ne peuvent pas faire autrement. Cet équilibre apparent de leur conduite cache, en réalité, un déséquilibre plus profond ; il y au-delà de tout ceci, une demande de reconnaissance sociale - fondement même de toute dynamique sociale - qui ne parvient pas à émerger.

Partis de cette exigence fondamentale de l'être humain, nous nous sommes demandés quelles pouvaient être les conditions socio-économiques et psycho-sociologiques favorisant ou défavorisant l'apparition de cette quête d'une certaine reconnaissance sociale pour les mal-logés marginaux et non-marginaux.

(1) cf. Article Diversité in la Sociologie, guide alphabétique.

(2) c'est nous qui soulignons.

En ce qui concerne les mal-logés marginaux, appelés aussi "asociaux", nous nous interrogerons sur les raisons empêchant l'émergence de leurs aspirations sociales. On verra au cours du chapitre 2 comment certaines conditions socio-économiques jointes à un processus à la fois psycho-sociologique et culturel les empêche de connaître ce qui se passe dans d'autres milieux que le leur, mais aussi - ce qui est infiniment plus grave - de voir leur propre réalité sociale. (cf. le concept de "cécité culturelle").

Cette analyse achevée - analyse qui constitue le centre même de ce travail - nous nous poserons des questions analogues à propos du second groupe de mal-logés non marginaux. Les mal-logés non marginaux se trouvent-ils dans cet état de pesanteur qui empêche les autres de sortir de leur milieu ? Nous verrons que du fait de certaines conditions socio-économiques meilleures, ceux-là font preuve d'un réel dynamisme social. Ils manifestent un certain ressort, une certaine aptitude à se défendre socialement et même à attaquer, que nous ne trouvions absolument pas chez les précédents. C'est à un examen attentif de tous ces aspects que nous nous livrerons au cours du chapitre trois.

Telles sont les principales étapes de notre démonstration. Mais avant d'en venir là, il est nécessaire de fournir quelques indications sur la méthodologie suivie.

II - Méthodologie

De tels objectifs supposaient une méthode et une technique appropriées. Nous avons donc interrogé par la technique des entretiens libres (cf. infra) une vingtaine de familles mal-logées. Sur ces familles, huit appartenaient à la catégorie des mal-logés marginaux. Nous avons déjà indiqué les caractéristiques de chacune de ces deux catégories et nous y reviendrons en détail au cours des chapitres deux et trois.

Certes, le nombre d'interviews peut paraître quelque peu restreint et nous en avons pleinement conscience. Comme nous l'avons déjà signalé, nous n'avons pas cherché à avoir un nombre important d'entretiens recouvrant une gamme assez large de situations, mais simplement quelques cas nous permettant de constituer un support à notre réflexion. Dans cette étude en effet, nous avons davantage cherché à analyser en profondeur certains processus d'évolution psychosociologiques plutôt que de préparer directement une enquête quantitative ultérieure.

Dans cette perspective, nous avons recueilli le maximum d'informations auprès des intéressés et nous avons effectué des analyses approfondies de leurs situations.

Outre le contenu même des entretiens non-directifs, entretiens qui duraient en moyenne d'une heure à deux heures et parfois davantage, nous avons demandé des renseignements "objectifs" sur la composition de la famille, sur le logement (statut d'occupation, caractéristiques principales : superficie, nombre de pièces etc... confort, équipement électro-ménager, appréciations sur l'état du logement) et enfin sur les ressources du ménage.

Après chaque interview, nous dessinions le plan de l'appartement et des abords immédiats (cour, jardin etc...) en indiquant le plus possible de détails ethnographiques : emplacement des meubles, sens de circulation, existence de parties du logement ayant une signification particulière pour les habitants : "coin repos", "coin cuisine" etc... A cela s'ajoutait une description aussi précise que possible des défauts du logement et des efforts tentés pour y remédier du moins provisoirement.

En plus de ce premier travail, nous écrivions immédiatement après l'interview les premières impressions que nous tirions de ce contact plus ou moins prolongé. Il s'agissait de dégager les lignes de force de l'entretien, c'est-à-dire le ou les points centraux autour desquels gravitent les préoccupations de la ou des personnes interrogées, car souvent l'entretien avait lieu en présence du mari et de son épouse. Ce travail constituait donc une sorte de premier diagnostic. Ainsi pour l'un, nous notions le sentiment d'échec social transparaissant à travers le vécu de son logement, pour l'autre, les profondes insatisfactions personnelles, familiales et sociales engendrées par le logement, insatisfactions laissant entrevoir une volonté plus ou moins affirmée de "s'en sortir".

Il s'agissait bien sûr d'une première interprétation, telle qu'un examen rapide des faits pouvait nous la suggérer.

L'interview était enregistrée au magnétophone. Le contenu a été retranscrit intégralement. A partir de ces documents, nous avons opéré une double analyse thématique ou "transversale" d'une part et dynamique ou "verticale" d'autre part.

La première est déjà connue et nous n'en parlerons pas. La seconde consiste à retracer l'évolution, la dynamique de l'entretien. En effet, les dires d'une personne sont fonction du moment précis où elle les exprime, lequel moment est en relation avec ce qui a été dit avant et, parfois, avec ce qui sera dit après. Cette analyse longitudinale donnait lieu à un cour compte-rendu où l'on mettait en relief le ou les points dominants autour desquels s'articule l'entretien.

Ainsi, avec les renseignements socio-économiques, la description ethnographique du logement (plan, observations de l'enquêteur, premier diagnostic, compte-rendu de la dynamique de l'entretien), nous arrivions finalement non plus à de simples analyses d'entretiens, mais à un ensemble de documents se rapprochant de l'étude de cas ou de la monographie. De cette façon, nous possédions une base relativement sûre permettant la réflexion et les interprétations.

Cette première phase achevée, nous avons repris la lecture annotée des interviews, afin de dégager les principaux thèmes et d'aboutir à mieux cerner la signification sociale des conduites des mal-logés.

On trouvera en annexe une description détaillée de l'échantillon, ainsi que des données sur la méthode des entretiens centrés sur les préoccupations de la personne ou entretiens non-directifs comme on a pris l'habitude de les appeler.

CHAPITRE I

AU--DELA DE L'ADAPTATION PSYCHOLOGIQUE AU LOGEMENT

Généralement on a tendance, lorsqu'on étudie la satisfaction d'un individu donné à l'égard d'un bien ou de n'importe quelle autre réalité individuelle ou sociale, à s'imaginer que cet état de satisfaction constitue un phénomène d'équilibre. Dans une telle situation, les sources de satisfaction compenseraient les causes d'insatisfaction. On aboutirait donc à une sorte d'état homéostatique d'où seraient exclus les conflits et les risques de rupture, du moins en apparence.

Or il s'agit là du point de vue du sens commun qui doit être dépassé, ou mieux déconstruit, si l'on désire réellement expliquer la nature exacte de l'adaptation psychologique de la personnalité à son logement.

Appliqué à notre propos cela voudrait dire que "les mal-logés" s'adaptent comme on dit couramment, c'est-à-dire se satisfont du logement qu'ils ont trouvé. N'est-ce pas ainsi que s'exprime l'homme de la rue ? N'est-ce pas ainsi, trop souvent, ce à quoi on se limite lorsque dans des enquêtes partielles, tels les sondages d'opinion ou enquêtes similaires, on s'en tient à cet aspect premier, à cette vue superficielle des choses ?

C'est au fond ce qui fait dire à ce père de famille parlant d'un de ses fils ayant peur des relations avec ses camarades et d'un "naturel" silencieux comparativement au frère davantage expansif : "Oh ! celui-là : on ne l'entend pas, il est toujours tranquille, il ne va pas souvent jouer avec les copains... mais, après tout, c'est normal c'est un enfant d'appartement".

Etre satisfait, serait donc être adapté aux normes sociales. Dans cette perspective, satisfaction serait synonyme de conformité, c'est-à-dire de soumission aux lois sociales, aux règles édictées par la société ou, en ce qui concerne le logement, acceptation résignée d'un état de fait.

A s'en tenir à une analyse de ce type nous pourrions dire qu'un certain nombre de personnes que nous avons interrogées se trouvent "satisfaites" de leurs logements. Un bilan "positif" ou plutôt un équilibre neutre s'établirait entre les avantages et les inconvénients de leur logement actuel.

1 - UN EQUILIBRE APPARENT ENTRE SATISFACTIONS ET INSATISFACTIONS

Examinons donc quelques uns de ces cas où, à première vue, on pourrait estimer la balance égale entre satisfactions et insatisfactions.

D'une manière générale les avantages équilibreraient les inconvénients. Peu importe si on est étroitement logé du moment qu'on a de l'air puisqu'on vit en pavillon, ou qu'on est tranquille c'est-à-dire qu'on est libre de ses mouvements, qu'on a réussi à "faire son trou", à s'accomoder de ce qu'on a. Le logement est humide, pas très bien aéré, mal disposé (pas de vraie cuisine, une salle de séjour faisant office de couloir plutôt que de coin d'accueil etc...), peu importe, du moment qu'on dispose d'un bout de jardin où les enfants peuvent jouer. Le logement est trop petit. Certes, on en convient, mais puisqu'on a le jardin, que le propriétaire est gentil et les voisins agréables, on peut s'en contenter.

On n'a pas l'eau courante ! Qu'à cela ne tienne, on est chez soi, pas enfermé entre quatre murs comme dans les H.L.M. voisins. Alors, pourquoi vouloir davantage ? Un élément équilibre l'autre. C'est bien ainsi. Ne cherchons pas au-delà.

Tel serait, très concrètement, le langage que tiendraient ces personnes. Un exemple servira d'éclairage à ce processus dit "d'adaptation".

Il s'agit d'un ouvrier divorcé, père de deux enfants, d'origine italienne, en invalidité permanente, dont l'âge approche des 65 ans fatidiques. Il vit seul depuis une trentaine d'années c'est-à-dire depuis son divorce.

Son logement : Une pièce de 10 à 15 m² conçue à l'origine pour être un local commercial, qui est attenante à un pavillon où réside le propriétaire. Pour toute ouverture, un vasistas au-dessus de la porte d'entrée. Il y a bien des fenêtres mais il ne peut enlever les volets en raison de la destination commerciale primitive de ce local. Il possède l'eau courante, installée par ses soins, mais pas l'eau chaude ni les W.C. Il utilise dans la journée ceux du café d'en face.

Certes ce local est un peu exigü, il est obligé de replier son lit chaque matin, mais il lui offre la tranquillité ce qui, pour lui, représente un avantage fort appréciable comme il va nous le dire lui-même :

..."Etre tranquille... Personne m'embête. Avant j'avais une locataire qui habitait le pavillon à côté. Il paraît qu'elle était jalouse. Là elle est partie : je suis bien tranquille..."

... Etre tranquille : c'est pas avoir des voisins qui vous embêtent. Comme j'ai envie de dormir, je dis bonjour, bonsoir, au revoir et tout ça. Mais enfin. Je suis plutôt un homme solitaire, hein !

Par ailleurs, ce logement est bon marché et se trouve à proximité de son travail.

Au surplus, comparativement aux logements qu'il a connu autrefois : baraques de chantier, chambres meublées lorsqu'il était célibataire, hôtel meublé pendant les quelques années passées avec sa femme, ce petit réduit a constitué pendant 22 années un havre de paix :

"Ah ! c'était (1) le paradis ici. Parce que, à l'hôtel, le soir à 10 heures on coupait le courant. Il y avait des histoires tout le temps : qu'on consommait trop d'eau" etc...

Ceci est d'autant plus vrai qu'il a eu la chance de "tomber" sur une propriétaire "très gentille". Malheureusement elle a dû quitter son pavillon pour aller dans une maison de retraite où il va lui rendre visite de temps en temps.

(1) Il utilise l'imparfait parce qu'il est expulsé par le nouveau propriétaire et qu'il s'apprête à partir prochainement dans une maison de retraite.

On voit donc à la lecture de ces quelques lignes et de tout l'entretien, qu'au fond cet individu se trouve bien tel qu'il est. "Certes, tout n'est pas parfait dit-il, mais après tout c'est bien comme cela".

D'ailleurs, il tient un raisonnement analogue à propos d'une chambre qu'il a occupé après la guerre :

"J'avais mon travail de... très gentils. Je connaissais tous les chefs d'équipe et de chantier. Je travaillais aux forges de la Méditerranée. J'avais la maison. J'étais tranquille. Et puis j'avais des amis. J'avais une famille. Des Italiens : c'était ma mère : je mangeais chez eux". (En fait il s'agit d'une mère symbolique et non réelle). "C'était une pension. Elle me lavait le linge, faisait à manger. C'était comme en famille".

Citer d'autres exemples serait bien inutile. Qui ne voit en effet que cet équilibre statique n'est en définitive qu'un trompe l'oeil.

Si on se fie à ses déclarations et au fait qu'il soit resté 22 ans dans ce même logement, on peut en conclure qu'au fond il s'y plaisait bien, qu'il en était satisfait. S'il n'en était pas ainsi il aurait dû chercher à s'en aller et à trouver mieux. Pour un célibataire c'était chose possible, sinon facile, dans la région parisienne.

Mais peut-on s'en tenir uniquement aux apparences ? Peut-on, à partir de cette première lecture, comme de bien d'autres, en déduire que ces mal-logés ont trouvé un équilibre qui les satisfasse réellement, profondément. Nous ne le pensons pas. Les choses seraient trop simples ainsi.

2 - VERS UNE MEILLEURE COMPREHENSION DE L'ADAPTATION AU LOGEMENT

Il nous faut très vite dépasser ce nouveau stade de l'adaptation. L'individu ne se plie pas aussi aisément aux exigences de son milieu. Il n'en épouse pas les contours avec autant de facilité qu'il y paraît au premier abord.

S'en tenir à cet aspect des choses c'est, en fait, privilégier un des deux temps de ce processus dynamique qu'est l'adaptation psychologique. En effet cette dernière est essentiellement constructive : elle passe d'abord par un état d'équilibre puis par un état de tension pour revenir à nouveau à un autre état d'équilibre et ainsi de suite.

En privilégiant dans le cas analysé ci-dessus l'aspect satisfaction, nous n'avons pas fait autre chose que de nous arrêter à l'un des moments du processus : l'état d'équilibre. Nous avons pour ainsi dire laissé de côté l'état de tension, la rupture qui se produit lors du passage de l'un à l'autre.

Mais pourquoi y a-t-il rupture ? Parce que comme le dit J. Nuttin "la caractéristique la plus spectaculaire de la conduite humaine, est l'effort qu'elle déploie pour transformer systématiquement le milieu et l'adapter ainsi à ses propres besoins et conceptions. On pourrait même dire que l'homme se sent "adapté à son milieu" dans la seule mesure où il parvient à adapter le monde à lui-même et à l'image qu'il s'en fait ; c'est-à-dire qu'il essaie d'y réaliser quelque chose de lui-même : ses propres plans et projets."

Quelle est donc la raison de cet effort d'adaptation ? Uniquement le fait que l'homme ne peut se résigner à rester à l'état d'équilibre instauré, au contraire il rompt celui-ci dès qu'il est établi : il se crée des tâches et des projets nouveaux dès qu'un but est atteint. "... Celui qui n'a plus rien à faire est un être profondément troublé et désespéré". Comme le dit encore J. Nuttin "Etre adapté au monde c'est réussir à adapter le monde à ses propres projets".

L'homme est donc essentiellement être de rupture. Il ne saurait s'arrêter ici ou là bien qu'il lui arrive de s'y complaire plus ou moins. D'ailleurs la psychanalyse avec Freud puis, plus récemment avec Lacan, n'a-t-elle pas souligné ce clivage constitutif de l'être humain ?

Mais derrière cette prétendue adaptation au monde, se cache un mécanisme plus fondamental qui consiste dans la poursuite de la "pleine réalisation de sa personnalité". En d'autres termes l'homme cherche à travailler à l'exécution d'un projet ou d'un autre, si banal soit-il, dans lequel la personnalité est engagée (ego-involvement). Le processus d'identification qui est à la base de la constitution de la personnalité, représente un exemple remarquable du dynamisme fondamental de la personnalité.

Etre de rupture, être de projet, là est l'essentiel de la nature humaine. Cela doit donc nous inviter à procéder à une seconde lecture des interviews, lecture infiniment plus attentive, plus profonde que la précédente.

3 - LA PERCEPTION DU LOGEMENT ACTUEL OU LA POURSUITE JAMAIS ACHEVEE DE L'ETRE

Nous avons signalé dans le paragraphe précédent que cet état d'adaptation comportait deux phases : une phase d'équilibre, tout relatif d'ailleurs, et une phase de rupture ou de crise.

Parmi les personnes interrogées nous avons donc trouvé des cas penchant tantôt vers cet état d'équilibre tantôt vers cet état de besoin ou de rupture sans qu'on puisse jamais classer une personne d'un côté ou de l'autre. Procéder ainsi serait revenir en arrière purement et simplement. Cependant pour la clarté de l'exposé nous examinerons d'abord les cas où le conflit satisfaction-insatisfaction semble se dérouler de façon plutôt positive pour l'individu puis, en second lieu, les cas où l'insatisfaction, bien souvent cruelle, domine très profondément.

3.1. Vers un état d'équilibre relatif

La meilleure façon de procéder nous semble être de citer quelques cas de familles qui, soit à l'égard de leur logement actuel, soit à l'égard d'un de leurs logements passés, ont manifesté un certain contentement.

Nous commencerons par citer le cas d'une personne proche de l'âge de la retraite.

3.1.1. J'aimerais rester LA... ça fait qu'on est bien PARTOUT
(cas de Mme B.)

Il s'agit d'une veuve, rapatriée d'Algérie en 1962 ou 1963, âgée de 52 ans, mère de deux enfants : une fille, mariée depuis quelques mois, et un garçon de 25 ans partageant son logement. Les ressources de la mère sont de 1 155 francs par mois, celles du fils de 1 800.

Le logement est situé en plein centre-ville, dans une rue très commerçante, près d'une gare de banlieue. Il date d'avant 1914 (style Haussman en gros) comporte 3 pièces principales (2 chambres plus une salle de séjour), une petite cuisine, des W.C., mais pas de salle d'eau. La superficie avoisine 45 m². Bref, un logement qui serait réellement confortable si on y installait une salle de bains.

Cette personne semble donc relativement contente de son logement parce qu'il correspond à ce qu'elle est, à l'image qu'elle a de soi et à ses attentes de l'avenir.

Certes le logement n'est pas moderne (il n'y a pas de salle de bains, la rue est bruyante, il n'est pas très bien chauffé : elle ne dispose que d'un vieux poêle à mazout), mais il est bon marché : 390 F par trimestre charges comprises, bien situé à beaucoup de points de vue (cf. supra) et enfin les voisins, en majorité des personnes âgées, sont bien convenables.

Mais davantage que ces comparaisons objectives, c'est sa perception qui nous intéresse ici. Or pour cette personne qui, après avoir rencontré d'énormes difficultés à se loger à son retour d'Algérie, a réussi finalement à trouver "quelque chose de correct", cet appartement représente le lieu de la sécurité, l'endroit où elle peut et pourra mener une petite vie tranquille. Elle aurait donc atteint une sorte de palier d'équilibre.

Elle s'accroche d'autant plus à ce logement qu'elle est menacée d'expulsion par la propriétaire, bien que cette dernière n'ait pas encore mis son projet à exécution. On lui a proposé un H.L.M. qu'elle a refusé parce que, dit-elle, elle n'avait pas d'argent en raison des frais entraînés par le mariage de sa fille aînée:

"Ah oui, oui, je serais restée ici. Je n'aurais eu aucune raison de partir vu que maintenant mes enfants grandissent, ... alors je vais rester seule, ça me suffit bien. Bien sûr, ce n'est pas moderne mais enfin il est confortable quand même".

Il ne fait donc pas de doute que cette personne se sent à l'aise dans son logement. Mais de là à dire qu'elle est totalement satisfaite, il y a un pas qui ne saurait être franchi allègrement. Qui ne voit en effet que ses attentes à l'égard de son logement ne sont, en dernier ressort, pas autre chose que ce qu'elle espère, elle, petite employée aux écritures âgée de 52 ans, de la vie, de la petite vie qui lui reste à vivre. Si elle se replie dans son logement, c'est parce qu'elle se blottit sur elle-même, qu'elle commence tout doucement à se retirer de l'activité professionnelle.

Derrière la représentation sociale de son logement se profilent les difficultés de sa vie et, en réalité, le type de rapports sociaux qu'elle entretient avec la société.

Il est malheureusement difficile et pratiquement impossible de citer des phrases à l'appui de ce que nous venons d'avancer. C'est qu'en effet, cette personne ne se livrait qu'avec beaucoup de réticences. De plus, son discours a été interrompu par celui de son fils, participant "semi-actif" à l'entretien. Cette interprétation n'en demeure pas moins exacte si l'on se reporte à la totalité de la situation telle que nous l'avons vécu. Cette difficulté à s'exprimer prouve donc bien que sa vie est pour elle quelque chose de fermé, de limité, un univers clos où elle a posé d'avances certains repères précis. Ce qu'on retrouve nécessairement dans son logement, dans son cas, comme dans bien d'autres que nous analyserons au cours du présent travail.

3.1.2. Cas de DOMINGOS A.

Il s'agit d'une famille portugaise "établie" en France depuis une dizaine d'années. L'histoire de son logement, plus exactement, des divers logements où elle a vécu et notamment de leur première habitation qui était une roulotte, puis de la baraque en bois qui lui a succédé, illustre clairement les deux moments clefs de l'adaptation psychologique : la crise ou la rupture d'une part, l'état d'équilibre d'autre part. Comme on l'a déjà signalé, si nous séparons ces deux moments c'est uniquement aux fins d'une meilleure analyse étant bien entendu qu'ils sont dialectiquement unis.

La roulotte (expression employée pour désigner une caravane) fut son premier logement à son arrivée en France :

F. "Elle était petite. Il y avait la cuisinière. Il y avait le placard pour le linge... Mais quand même, c'était trop ...
L'hiver il faisait trop chaud... (difficultés à évoquer des souvenirs pénibles. D'où des lenteurs dans le discours).
Il n'y avait pas... ça me donnait mal à la tête quand c'était trop chaud. Et je ne pouvais pas ouvrir la porte à mes filles parce qu'il y avait le... (probablement le poêle)...
Ca me cassait beaucoup la tête. Ca m'a dégoûtée.
Avant j'étais beaucoup malheureuse dans cette roulotte...
Oui, aussitôt que je l'ai vue quand je suis arrivée de mon pays. C'était triste. Je disais rien, mais, quand même. Là-bas on a des pavillons, ils sont peut-être pas trop jolis mais on a de la place!"

..."Mais moi je ne savais pas qu'est-ce que c'était une roulotte, je croyais que c'était (rires). Mon mari il avait envie de rester avec ses mômes et avec moi. Pourtant je lui ai rien dit à mon mari, que j'étais malheureuse, ni rien".

On pourrait tout aussi bien écrire cette dernière phrase ainsi :

"Pourtant je lui ai rien dit à mon mari. Que (combien) j'étais malheureuse ! ni rien..."

C'est donc bien l'instant de la rupture, de la crise. Rupture avec un pays, avec la terre - ses parents étaient paysans - le soleil, l'air et, simultanément, l'extrême difficulté à s'insérer, à s'adapter à un autre monde. Aussi ne parle-t-elle de cette roulotte que de façon impersonnelle: "Il y avait" ceci, cela..." Il faisait trop chaud", "ça me donnait mal à la tête, ça m'a dégoûtée etc..."

Ce n'est qu'avec peine qu'elle parvient, très timidement d'ailleurs, à dire : je. Elle ne peut pas se dire que je a vécu dans cette roulotte.

Cela est trop dur pour elle. Ainsi renvoie-t-elle tout sur il et sur ça. En bref, elle refuse de prendre à son compte une expérience que sa personnalité ne peut intégrer. Cela l'a trop blessé, elle en a trop souffert.

Bien plus au travers de ce discours hâché, de cette juxtaposition de phrases, on perçoit un être ou un moi partagé. Sa description de l'intérieur de sa roulotte consiste en une énumération d'objets qui apparaissent comme juxtaposés : la cuisinière puis le poêle, puis le placard etc... Nulle part on ne perçoit une unité à ce logement. Rien ne les unit entre eux : ils sont là, disposés dans l'espace. Ils reflètent le moi intérieur d'une immigrée venant de "débarquer", posée là sans savoir exactement où elle va. Etre morcelé, ne supportant qu'à grand peine un pénible conflit. C'est bien là l'essentiel.

Mais après la roulotte son mari réussit à construire une baraque avec d'autres camarades de travail portugais. En fait, il s'agissait d'une sorte de "micro-bidonville" regroupant trois ou quatre foyers d'immigrés portugais.

La situation, comme on va le voir, est radicalement différente de la précédente. Du moment de la rupture nous passons au moment de l'unité. Chacun des membres du groupe familial se rassemble dans un consensus commun.

"Après j'ai changé dans une baraque que mon mari il a construit. Elle était bien comme baraque. Enfin c'était une baraque : ça n'empêche pas. Mais celle-là était bien. Je me sentais bien. J'avais cinq grandes pièces. J'étais bien. Après ils ont dit qu'ils allaient faire une route..."

Enfin le il a disparu. A l'emiettement de la personne a succédé l'effort pour se rassembler elle-même, pour retrouver son unité et dire Je, et dire Moi. Mais la société a brisé son bonheur : "Ils ont dit qu'ils allaient faire une route"...

Cependant elle ne peut oublier. Aussi y revient-elle quelques instants plus tard après avoir, entre temps, évoqué sa vie dans la baraque, puisque c'est ainsi qu'elle appelle son premier vrai logement en France.

- F. "On était très bien, mon mari il a fait, ils ont construits à trois, à trois compagnons. Et ils ont fait cinq pièces pour chaque, pareils, (chaque-pareil, autre lecture) (1). Ils ont fait un grand jardin, tout fermé, avec un grand portail pour les mômes. Ils étaient quatre mômes en tout. Les autres ils avaient pas d'enfants..."
- E. "Vous étiez trois ménages."
- F. "Je trouvais que c'était très bien, qu'on s'entendait bien. On fermait les portails et on avait un beau petit jardin, des fleurs et tout ça..."

Suit une description comparative entre leur logement actuel (2 pièces + cuisine + jardin dans un pavillon de banlieue) et cette baraque. On notera à travers ce portrait les tendances natives à l'appropriation. Ce qui rejoint les définitions données ci-dessus de l'adaptation psychologique : "Etre adapté au monde c'est réussir à adapter le monde à ses propres projets":

"Oui mais la cuisine était grande. Je me servais jamais de la salle à manger... Oui, c'était bien. Je l'avais bien propre (Autre lecture: je lavais bien propre, ce qui nous conduit à un sens plus profond). Tous les ans je faisais la peinture : moi-même je la faisais... Le jardin : il y avait juste des fleurs... Oui il était grand. Mais c'est pour les mômes jouer... Du sable : les mômes ils étaient contents. Moi aussi".

A la lecture de ce texte, de ses dénotations et connotations, on s'aperçoit de deux choses :

Premièrement de l'émergence d'une conscience groupale, du petit groupe que formait les 3 ou 4 foyers de ce bidonville en miniature. "Ils ont fait ceci... ils ont construit cela... On était très bien" etc...

Or c'est précisément parce que ce on existait c'est-à-dire parce que la conscience naissante de ce groupe émergeait au-dessus de la multiplicité des consciences, de l'hétérogénéité des individus, que cette personne a pu, en quelque sorte, retrouver la parole et redire Je.

Deuxièmement nous touchons là à un point fort important qui consiste à envisager le logement comme médiation sociale, comme lieu où se font et se défont les rapports sociaux. Nous reviendrons sur cet aspect dans la suite de ce rapport, en particulier dans les deuxième et troisième chapitres.

Donc un certain état d'équilibre est atteint. Mais l'histoire de ce ménage ne s'arrête pas là. Après avoir quitté cette baraque, ils ont dû envoyer leurs enfants au Portugal chez la mère de l'interviewée.

(1) S'agissant d'une immigrée toute analyse psycho-linguistique demeure précaire. Rien n'empêche cependant d'autres lectures du moins à titre d'hypothèses.

Ils ont logé dans des mansardes pour économiser et pouvoir ainsi faire revenir leur progéniture. Actuellement, ils habitent un appartement de deux pièces situé dans un pavillon de banlieue (1 chambre + 1 salle de séjour + une cuisine-couloir). Ils ont la jouissance d'un jardin de 100 à 150 m². Les W.C. sont à l'extérieur du logement.

Cinq personnes : les deux parents plus trois filles de 11 à 14 ans vivent dans ce garni. Loyer mensuel : 500,00 francs plus charges, superficie 30 m² environ. Salaire du mari : 1 500,00 francs.

Ce nouveau logement lui apporte effectivement un certain nombre de satisfactions : air, tranquillité, bon voisinage, rapports amicaux avec le propriétaire, jouissance du jardin etc... malgré des inconvénients manifestes au premier rang desquels il faut citer l'exiguïté de l'appartement. Ceci étant noté c'est dans l'ensemble le bonheur, relatif bien sûr, qui prévaut.

D'ailleurs n'est-ce pas ce qu'elle déclare dès le début de l'entretien :

"Je suis bien. Je suis tranquille. Personne m'embête... Je suis tranquille ici, tranquille et les propriétaires ils sont gentils... Enfin je m'entends bien, très bien, ils sont comme de la famille pour nous".

Bonne entente avec le propriétaire mais aussi avec les voisins :

"Oui, les voisins sont très gentils. J'ai Madame X là. Des fois je lui demande si les mômes ils l'embêtent pas. Elle a dit que non, qu'ils sont très gentils. Au contraire qu'elle aime bien entendre les mômes des fois qui chantent. Vous savez ils chantent des fois des chansons du Portugal. Il y a des gens qui aiment pas entendre bien sûr..."

"Je sais pas. J'ai travaillé avec beaucoup de gens et chacun avait son idée mais tous ils sont gentils pour nous. Ils nous donnent des cerises quand c'est le temps. Ils sont gentils tous".

De bonnes relations avec le propriétaire, des voisins d'un commerce agréable, c'est déjà bien. Mais il y a aussi le jardin. Or pour une famille nombreuse étroitement logée et, qui plus est, pour une personne d'origine rurale, comme c'est le cas, quelques mètres carrés de bonne terre représentent objectivement et surtout subjectivement une compensation considérable:

"La salle à manger elle est bien : il y a du soleil et tout ça. J'apprécie beaucoup mon jardin... Parce que je sors dehors, je marche dehors, je mets mon linge dehors : ça sèche bien... (on fait) des petits légumes : des salades. Mais c'est pas exactement pour ça. C'est que ça me plaît beaucoup de sortir de la maison et aller dans mon jardin".

Tous éléments qui nous permettent de conclure à l'existence d'un équilibre relatif. D'autant plus que l'étroitesse de ce logement les pousse à rechercher une autre habitation qui, compte tenu de leurs ressources, ne peut être qu'une H.L.M.

C'est dire que cet équilibre fragile qu'ils avaient atteint est fortement menacé en raison notamment du surpeuplement. Or, entrer dans une H.L.M., qui sera inévitablement un immeuble collectif, signifie pour cette fille de paysans portugais entrer quasi définitivement dans le processus d'intégration à la société française.

Cet élément vient donc renforcer le caractère conflictuel de la perception de son logement. Ce qui nous introduit directement à un autre plan, à savoir le logement comme médiation sociale ou, si l'on veut, comme lieu de développement des rapports sociaux. Par ce seul exemple, nous entrevoyons le rôle du milieu social environnant et de la société globale comme force antagoniste s'opposant au développement des désirs de la personne. Ceci n'est donc qu'une échappée vers le rôle du logement dans la dynamique sociale des groupes sociaux.

Nous pourrions citer bien d'autres cas de ce type. Celui de ce ménage vivant dans une cité de transit humide, mal aérée, froide, sans coin cuisine ni coin repas véritables, mais où on a de l'air, de l'espace : un bout de jardin et des terrains vagues à l'entour. Celui de ce célibataire qui n'a pas l'eau courante et se contente d'un puits, malgré les inconvénients surtout l'hiver ou en cas de sécheresse. Celui encore de ce jeune ménage qui, bien que n'ayant ni eau chaude, ni W.C. ni salle d'eau, est satisfait de l'indépendance dont il jouit et content d'avoir aménagé son appartement à sa façon. Sans oublier le cas de ce jeune couple fortement engagé sur le plan politique, vivant dans un logement déclaré insalubre (mais cependant relativement confortable : eau froide et chaude, douche, gaz, électricité, surface correcte) mais que cette situation ne préoccupe guère, car il est davantage soucieux de la transformation du milieu ouvrier.

Bref, dans tous ces cas, est à l'oeuvre, la volonté profonde de chaque personne de transformer, de s'approprier le milieu. Partout l'individu cherche à briser cet équilibre. Comme le souligne J. Nuttin, "l'équilibre n'est pas rompu du fait d'un manque dans l'organisme et ne sera donc pas rétabli non plus par une réaction consommatoire au profit de ce même organisme. Au contraire, l'équilibre est brisé par suite d'une possibilité de l'individu d'aller au delà de son état actuel et des données de la situation ; il ne sera rétabli que grâce à une activité transitive de reconstruction du monde en fonction du projet élaboré par le sujet".

Mais s'il est des cas où apparemment - nous disons bien apparemment - un état de satisfaction parfois très relatif s'est établi, il est des situations où les personnes, bien plus mal logées que les précédentes, ne peuvent supporter les conditions de logement que la société leur réserve. Ce sont deux de ces cas que nous allons examiner maintenant.

3.2. Un profond déséquilibre ou les prisonniers de leur logement

S'adapter à son logement c'est donc l'adapter à soi et non pas "se laisser faire", se laisser conduire par les événements.

Dans les situations évoquées ci-dessus nous nous trouvions en présence de personnes qui, avec des chances très inégales, étaient parvenues, par moment au moins, à faire quelque peu plier la réalité à leurs désirs et non à s'y soumettre.

Dans les cas que nous allons examiner maintenant, nous ne trouvons pratiquement pas ces "petits" motifs de satisfaction. La réalité sociale, en l'occurrence le mauvais logement, constitue l'obstacle dirimant empêchant toute émergence des profondes satisfactions.

3.2.1. "J'aurais demandé à vouloir"... (Cas de Mme J.)

Quelques précisions sur le logement et la famille.

Elles sont indispensables pour comprendre le comportement de "ces gens-là".

a) Le cadre

Un pavillon de banlieue entouré d'un grand jardin. L'entrée principale, un grand portail, donne sur une rue assez passagère. L'entrée secondaire, un petit portail à moitié rouillé, débouche sur une impasse. C'est par là que rentrent habituellement propriétaires et locataires.

A côté du pavillon de banlieue, une toute petite maison, l'équivalent en surface d'un grand garage désaffecté, à 5 ou 6 mètres de la villa du propriétaire. Une petite allée cimentée conduit à ce logement. Un tout petit jardin clos par un mur élevé bordant l'impasse entoure ce pavillon au rabais. Orientation Nord et Est. Donc pas du tout de soleil dans la chambre, mais seulement le matin dans la "cuisine-séjour".

b) Le logement

Deux pièces. Pas de vide sanitaire. Donc un sol humide, ce qui accroît les méfaits dus à la mauvaise orientation : froid, humidité, enfants malades : asthme, otites fréquentes nécessitant parfois des parasynthèses, etc...

Un séjour-cuisine : eau froide, chauffe-eau au gaz, machine à laver à chauffage électrique en raison de l'excès d'humidité, un poêle à mazout, une table en formica, des placards, un buffet dégradé par l'humidité sur lequel est installée la télévision, superficie approximative : 12 à 15 m².

Une chambre : le lit des parents et, de part et d'autre, les lits des enfants. Il y fait très froid. Les meubles sont abîmés par l'humidité, les draps moisissent; il est impossible d'y installer un poêle parce que la cheminée ne fonctionne pas et parce qu'on a mis le lit du deuxième enfant à cet endroit. Pour y dormir l'hiver, il faut non seulement se munir de bonnes couvertures mais, en plus, mettre un tricot de laine si on ne veut pas s'enrhumer. Une fois la mère de famille a découvert une souris dans le lit de sa fille aînée.

Les beaux jours on installe dans le minuscule jardin (30 à 50 m²) un parasol, et un petit mobilier de jardin.

Les W.C. sont au fond du jardin. Ils rappellent ce qu'on trouvait autrefois au fond des campagnes. Une extrême simplicité !

Derrière un grillage, une poule qui attend sa dernière heure !

Le logement est déclaré insalubre. Les services départementaux sont venus enquêter à deux ou trois reprises.

Une demande pour un H.L.M. a été déposée depuis 1 an ou 18 mois, approximativement après la naissance de la seconde fille, ce qui dénote, pour le moins, une absence de prévision (cf. chapitre 2).

La famille

La mère, 25 ans environ, est actuellement sans emploi.

Elle s'occupe uniquement de ses deux enfants. Avant la naissance de l'aînée elle avait travaillé comme conditionneuse dans différentes usines de la région, puis comme réceptionniste. Elle compte se remettre à travailler dans quelques années.

Le père, 33 ans, travaille actuellement dans une boucherie. Il semble qu'il y ait une certaine instabilité professionnelle dont nous n'avons pas pu approfondir les causes. Comme on le verra, cette instabilité ou, pour le moins, cette insatisfaction professionnelle a des conséquences sur la perception du logement et sur d'autres aspects de sa vie.

Les enfants. Deux petites filles, l'une âgée de 29 mois, l'autre de 9. Elles sont très gentilles et calmes. Il semble que la mère s'occupe beaucoup d'elles.

Tous ces détails ne sont pas inutiles car ils vont nous permettre de mieux saisir leur profond état d'insatisfaction. Nous reviendrons sur l'interprétation à donner à ce type de situation.

L'évidence s'impose donc. Ce logement ne peut leur apporter que des insatisfactions. Ici, c'est l'individu qui s'adapte, au mauvais sens du terme, il ne tente pas de faire plier la réalité environnante à ses désirs et à sa volonté d'aspiration sociale :

"Tout est pourri... tout le plâtre qui se décolle de toutes parts, regardez les fissures... l'eau elle coule... chaque fois qu'il y a un orage il pleut, on est obligé de mettre une cuvette... c'est tout moisi... tout pourri... Mais il faut tout repiquer les murs... En dessous il n'y a rien (absence de vide sanitaire)... le carrelage est tout abîmé, tout piqué... Il faut reconnaître que tout est pourri."

C'est donc dès le début de l'entretien le refus de ce tout, de tout. Aussi sont-ils tenaillés par la peur d'avoir à passer encore un autre hiver "là-dedans":

"Oh ! l'hiver c'est affreux. Ici (dans la cuisine) il fait chaud. Vous êtes rouge, écarlate. Dans la chambre : vous avez froid. Et mes enfants c'est comme ça qu'ils attrapent du mal... A deux mois elle a fait la coqueluche pour commencer. Maintenant elle fait de l'asthme par rapport à l'humidité ... Murielle, elle a eut beaucoup, beaucoup de chaud. Alors dans la chambre il faisait froid.. etc..."

En regard de ces difficultés quelles satisfactions trouve-t-elle dans son logement ? Aucune. Si, peut-être le jardin, ce qui lui donne l'occasion de pouvoir s'exprimer. C'est ce qui lui plaît le plus :

"Ca nous ferait plaisir (d'avoir un logement neuf), déclarent-ils, à un agent de l'administration venu inspecter les lieux, malgré tout parce qu'il fait bon pendant les beaux jours, parce que nous avons quand même le petit coin de terre, le petit jardin, parce que moi j'ai mon studio sur ma terrasse".

F. "Oh oui, c'est ça qui est bien. On a le petit jardin, on a une petite terrasse".

Mais l'évocation du jardin est vite abandonnée car il fait souvent meilleur dans le jardin que dans la chambre !

Le seul avantage c'est qu'ils sont chez eux : "On est bien, on est tranquille quoi c'est, c'est quelque chose, c'est calme... Nous on nous voit pas... Personne là ne peut nous voir". (1)

Bref dehors ils sont chez eux, mais dedans ils n'y sont pas ! C'est qu'en réalité ils sont enfermés, pris au piège dans un logement lieu de blocage ou de paralysie de leurs aspirations sociales :

"On n'en voulait pas (du deuxième enfant) mais on l'a eu quand même. Moi, j'ai un inspecteur de l'hygiène qui est monté. C'est l'hygiène ou la mairie. Je m'en rappelle plus. Il est monté : il a visité les pièces. Il me dit : "Oh oui, en effet", il me dit : "vous devez être à l'étroit". J'étais enceinte. "Vous allez être à l'étroit". Et puis lui qui va venir. Il me dit "Mais, Madame, quand on habite dans un réduit, et ben : on fait pas d'enfant". Moi je lui ai répondu : "Mais, Monsieur, les enfants on les a pas comme on veut, hein ! "Alors moi je trouve déjà, vu les inspecteurs qui nous lancent ça à la figure..."

Ce qui est assez étonnant dans ce passage c'est le rapprochement entre l'étroitesse du logement, les critiques de l'inspecteur, et le fait qu'elle était enceinte.

Rester dans ce logement c'est donc, pour elle, être, encore une fois, enceinte. Son logement c'est ce qu'elle ne veut pas, de même qu'elle ne désirait pas son deuxième enfant. "Dans le premier cas elle ne parvient pas à réaliser ses désirs de femme qui veut continuer à travailler et ne pas être trop chargée d'enfants, dans l'autre cas, elle n'arrive pas non plus à exercer avec quelque satisfaction son rôle de mère au foyer!"

Nous sommes donc bien au-delà du jeu de mots. Elle est enceinte, c'est-à-dire qu'elle est prisonnière et des gosses et du logement.

Alors que les cas classés en 3.1. avaient réussi à trouver les défauts de la cuirasse pour pénétrer dans un milieu hostile et tenter d'obtenir quelques satisfactions, celui-ci, comme le cas suivant, se trouve devant un monde qui se présente à lui comme un bloc inentamable. D'où le rapprochement profondément suggestif : "j'étais enceinte".

(1) Autre interprétation : la crainte d'être jugé par l'enquêteur comme des incapables parce que mal logés.

Comment sortir d'une situation semblable sinon en prenant conscience par le biais du logement et de tout ce qui peut s'y rattacher (logement et profession, logement et propriétaire, perception des autres logements qui leur sont offerts : H.L.M. notamment, etc...) de leur situation sociale par rapport à leur groupe d'appartenance et à leur groupe de référence. La perception de leur logement constitue donc un de ces lieux possibles de cette demande de reconnaissance sociale déjà évoquée et sur laquelle nous reviendrons longuement au cours des chapitres 2 et surtout 3.

3.2.2. "Ici absolument rien ne me plaît, j'aime pas du tout ici"

(cas de Mme S.)

Un entresol d'un immeuble comportant 4 niveaux. Le logement est en principe déclaré insalubre. La densité d'occupation de l'immeuble n'est pas légale aux dires des interviewés. Des plaintes auraient été déposées.

Le logement est humide. Un poêle à mazout chauffe les deux uniques pièces : une cuisine-séjour où l'on trouve un coin salon (un canapé, deux fauteuils et une petite table basse), un coin salle à manger : un buffet en acajou recouvert d'un vernis brillant et une grande table de formica, et enfin un coin cuisine, sans oublier la télévision. Pour manger il faut repousser les fauteuils et écartier la table du mur.

La chambre : 3 lits : un pour les parents, 2 pour les enfants plus une armoire. La place qui reste est réservée aux jeux des enfants étant donné l'encombrement de la "cuisine-salle à manger-salon".

Il n'y a pas d'entrée. On pénètre directement de l'escalier dans le séjour. Les W.C. sont sur le palier.

Ce logement ne lui plaît donc pas du tout pour des raisons objectives : humidité, absence de chauffage central, superficie trop petite, manque d'espaces intermédiaires : jardin, cour, etc... et surtout voisinage très désagréable. Sans compter le prix élevé du loyer (250 francs) plus frais de chauffage soit 500 F par mois compte tenu du confort offert.

Nulle part on ne trouve de compensations réelles comme nous avons pu en rencontrer dans les cas cités ci-dessus. D'autant plus que cette mère de famille a d'autres motifs de mécontentement : la difficulté à retrouver un emploi de mécanographe, le mal à s'adapter au climat et à la mentalité françaises (d'origine martiniquaise, elle s'attendait à une autre vie et surtout à un autre logement en venant en France), le décalage culturel entre sa famille et les voisins.

Elle est donc prisonnière de son petit deux pièces. Dans ce dernier cas comme dans le précédent aucune trace de satisfactions contrairement à ce que nous trouvons dans les autres situations analysées en 3.1. La réalité est trop dure, trop brutale. Rien ne peut être accepté, tout est rejeté, tout est nié.

Ce dernier cas, comme le précédent d'ailleurs, nous invite, une fois de plus, à ne pas limiter notre analyse au seul examen de la perception sociale du logement mais à la prolonger en la replaçant dans la perspective socio-historique de chaque famille.

On ne peut pas comprendre grand'chose au dernier exemple cité, comme aux autres d'ailleurs, tant qu'on ne resitue pas la perception sociale qu'à cette jeune femme martiniquaise de son logement dans le cadre plus large de son insertion sociale et culturelle dans la société française et, plus particulièrement, parisienne. En rejetant ses conditions de logement elle repousse d'un même mouvement l'ensemble de la situation sociale, peu alléchante, réservée à certains immigrés martiniquais et à laquelle elle ne s'attendait pas du tout comme on l'a vu. Comme Madame J. (cf. 3.2.1. page 21) comparant l'état d'oppression causé par l'insalubrité de son logement à celui d'une femme enceinte d'un enfant non-désiré, cette jeune martiniquaise se considère comme enfermée - peut-être prise au piège - dans une situation qui, pour l'instant, lui paraît sans issue mais non sans espoir. De là à prendre conscience de certains rapports sociaux existant entre son groupe social d'appartenance et d'autres groupes sociaux il n'y a qu'un pas mais qui n'est franchissable que par quelques uns seulement.

Toutefois il est bon de préciser que la prise en compte de cette dimension socio-historique ne s'applique pas uniquement aux immigrés mais aussi aux autres français mal-logés. Les caractéristiques du déséquilibre sont davantage visibles dans le cas des immigrés que dans les autres exemples en raison du contraste culturel, mais la situation demeure fondamentalement identique.

*

*

*

Il existerait donc des familles habitant des logements plus ou moins insalubres ou surpeuplés, comme ceux visités au cours de cette enquête, qui s'estimeraient "satisfaites" de leur sort. Etre mal, parfois très mal logé, et se déclarer relativement content de sa situation, voilà bien un curieux paradoxe.

Comme on l'a vu, il y a des personnes ne possédant même pas les éléments de confort les plus rudimentaires comme l'eau courante, les W.C. -pour ne citer que ceux-là - qui déclarent accepter, sans trop de réticences, des conditions de logement que nous autres, jugeons mauvaises et parfois exécrables. Ne pouvant répondre de façon adéquate à leurs aspirations sociales profondes elles doivent "se rabattre" sur des solutions de compromis qu'elles jugent en définitive acceptables. On se trouverait en présence d'une sorte d'équilibre homéostatique où les différents "éléments de confort" du logement se compenseraient mutuellement. Un "élément de confort", pour employer le jargon des

enquêtes sur le logement, contre-balancerait l'autre : le bout de jardin, la ruelle ou la cour humide et sale se substitueraient à l'exigüité de l'appartement, l'amabilité des voisins à l'inconfort sanitaire etc... Dresser une liste de ces prétendus accords serait chose aisée mais fastidieuse.

A voir la réalité de l'extérieur on pourrait pousser ce raisonnement plus à fond. On arriverait ainsi à s'imaginer et, peut-être, à penser réellement qu'après tout, si ces familles là sont contentes de leur sort, pourquoi s'inquiéter davantage ? Si par exemple elles refusent le H.L.M. qui leur est offert c'est bien la preuve qu'elles sont satisfaites de leur condition, sinon, elles le prendraient sans hésitation aucune.

Or une telle démonstration est, à notre avis, pernicieuse, parce qu'elle contient en germe la dissociation très souvent rencontrée - et ce, à bien des niveaux de l'échelle sociale - entre les adaptés et les inadaptés, les "récupérables" et les "irrécupérables", les sociables et les asociaux, et même, les fous et les sains d'esprit. De là à en déduire qu'aucune solution n'est possible pour "ces gens-là", il n'y a qu'un pas, trop souvent franchi, sans qu'on ait une conscience claire de la portée d'un tel jugement. (1)

En réalité cette vision dichotomique de la réalité, pour ne pas dire manichéenne, résulte d'un examen superficiel des conduites des mal-logés. Cette prétendue adaptation n'est, en fait, qu'un trompe-l'oeil, un piège dans lequel il faut bien se garder de tomber. Elle n'est, en définitive, pas autre chose qu'une soumission plus ou moins totale aux évènements, à la dure, parfois trop dure, réalité sociale. Il ne s'agit pas d'autre chose que d'une auto-régulation cachant d'importantes réalités. Si l'on "gratte" un peu ce vernis social - protecteur, parfois bien utile - on s'aperçoit, très rapidement, qu'au bout du compte la personne ne parvient pas à réaliser - au sens anglais d'abord : to realize : se rendre compte avec précision, exactitude ; se faire une idée nette de - saisir, aussi au sens courant : faire exister, à titre de réalité concrète, ce qui n'existait que dans l'esprit - ses aspirations individuelles et sociales qui sont fortement enracinées en elle. Elles demeurent profondément refoulées.

Et la situation nous paraît telle que nous n'hésitons pas à émettre l'hypothèse suivante. Pour ces familles très mal logées comme certainement pour bien d'autres considérées, aux yeux de la norme commune, comme correctement logées la crise du logement est telle, surtout dans les grandes agglomérations, qu'il est bien difficile de songer à trouver mieux que ce qu'on possède. Comme le soulignait une interviewée, "il faut se contenter de ce qu'on a, il faut faire avec. "Nous sommes donc bien aux antipodes de la véritable adaptation comme nous l'avons souligné dans ce chapitre en nous appuyant sur les analyse de J. Nuttin qui écrit : "Etre adapté au monde c'est réussir à adapter le monde à ses propres projets".

Certes Madame B. la petite employée aux écritures, réussit à s'adapter. Son logement est bien le reflet des attentes de son Moi. Mais ce petit appartement sombre et bruyant est-ce bien ce qu'elle désire au fond d'elle-même ? Cela n'est pas si sûr. En tout cas ce n'est pas ce à quoi elle s'attendait.

(1) Cf. Introduction pages 6 et 7.

Certes la femme de Domingos, le maçon portugais, est apparemment contente d'un logement sain et pourtant surpeuplé. Mais sa situation actuelle lui permet-elle de sauvegarder son autonomie sociale et, surtout, de répondre à ses désirs plus enfouis et à ses habitudes de vie ? Nous avons donné une réponse négative car il est certain que le logement en immeuble collectif sera un progrès évident mais ne répondra que très imparfaitement à sa demande.

Quant aux deux autres cas de familles habitant des logements déclarés insalubres (cf. cas de Mme J. § 3.2.1. et de Mme S. § 3.2.2.), parler d'adaptation avec la connotation morale qu'il contient serait une imposture. Il faudrait plutôt décrire ce ou ces cas en termes d'inhibition, de non-émergence de besoins fondamentaux pour ne pas parler de régression.

Toutes ces personnes ne parviennent pas à réaliser leurs désirs en matière d'habitat. Si les unes ont conscience de leurs difficultés et s'en accomodent tant bien que mal, les autres essayent de s'en sortir par le rêve ou, de façon plus réaliste, par la recherche active d'un logement meilleur.

Mais pour expliquer complètement leurs comportements, il nous semble indispensable de dépasser ce point de vue trop étroitement psychologique. Il est nécessaire de replacer ce processus d'adaptation - inadaptation dans l'histoire individuelle et sociale de l'individu. En effet non seulement le logement occupe une place stratégique dans la psychologie de l'homme comme l'a bien vu la psychanalyse et, avec elle, G. Bachelard dont on connaît les admirables écrits (cf. la Poétique de l'Espace), mais aussi il est un de ces lieux privilégiés où se nouent certains rapports sociaux. Comme on le verra plus à fond dans le chapitre suivant c'est par le biais du logement que l'individu est amené à se situer par rapport aux membres de son groupe d'appartenance et en liaison avec ceux de son ou ses groupes de référence. A cette première explication d'ordre psychologique vient se surajouter, mieux se combiner étroitement, une seconde explication de caractère sociologique plus précisément socio-historique. C'est donc bien en relation avec la dynamique sociale de l'individu et de sa famille qu'il faut étudier le rapport au logement.

Ce n'est qu'en procédant de la sorte que nous parviendrons à dépasser la dichotomie "récupérables-irrécupérables". Alors nous percevrons avec plus d'exactitude le contexte socio-historique engendrant adaptation et inadaptation. Finalement notre démarche se rapproche un peu de celle décrite par C. Pétonnet à propos des bidonvilles (1). "C'est en étudiant la destinée prolétarienne (2) dans son "habiter" que l'on découvrira la ville, non pas dans sa totalité, mais dans une certaine globalité". Seul ce cheminement nous permettra de répondre à la question suivante, d'ailleurs sous-jacente à cette vision déchetomique : comment se fait-il que certaines familles mal-logées "se tirent d'affaires" alors que d'autres, d'un niveau économique sensiblement équivalent, n'y parviennent pas ?

(1) C. Pétonnet - ouvrage cité.

(2) C'est nous qui soulignons.

Le sociologue C. WRIGHT MILLS qui a fortement réagi contre les tendances à l'hyper-organisation de la société américaine souligne dans l'Imagination sociologique (1) le caractère aliénant de cette adaptation:

"Devant ces effets de la grande ligne de force qu'est la rationalisation, l'individu "fait de son mieux". Il règle ses aspirations et son travail sur la situation où il se trouve, et dont il ne connaît pas d'issue. Tôt ou tard, il renonce à en chercher une ; il s'adapte. Le temps que lui laisse son travail, il le consacre à jouer, à consommer, à "rigoler". Mais cet univers de consommation se rationalise lui aussi. Aliéné de la production, aliéné de son travail, il finit par être également aliéné de la consommation et des vrais loisirs. Cette adaptation individuelle, et les effets qu'elle entraîne sur le moi et le milieu, font perdre à l'homme ses moindres chances, ses moindres facultés et ses moindres velléités de raison ; mais ce n'est pas tout ; il y perd également toute chance et toute faculté d'agir en homme libre. A tel point qu'il paraît ignorer les valeurs mêmes de raison et de liberté.

Ces créatures adaptées ne sont pas nécessairement stupides, même après avoir longtemps vécu, travaillé et joué dans un tel univers. Karl Mannheim a fort bien précisé les choses en parlant d' "autorationalisation", processus par lequel un individu, prisonnier des segments restreints de grandes organisations rationnelles, finit par ajuster étroitement ses élans et ses aspirations, son mode de vie et ses façons de penser aux "règles et aux règlements de l'organisation".

(1) Cf. C. WRIGHT MILLS - L'imagination sociologique F. MASPERO

CHAPITRE II

MAUVAIS LOGEMENT ET "CECITE CULTURELLE"

Au cours du chapitre précédent nous avons constaté les efforts effectués par l'individu pour adapter la réalité à sa volonté, en l'occurrence son logement.

Or sur ce chemin la personne rencontre la société, la dure réalité économique et sociale qui, bien souvent, entrave sa progression.

D'une manière plus précise, nous avons ressenti à travers le vécu quotidien du logement, actuel ou antérieur, une volonté plus ou moins avouée d'être reconnu socialement, d'avoir aux yeux de tous, une existence sociale, mieux une identité sociale.

De plus nous pressentions à travers ces exemples de très mal logés et de moins bien logés, des possibilités inégales d'émergence de cette existence sociale.

C'est bien ce problème qui, maintenant, va nous préoccuper.

Nous le formulerons d'abord sous forme de questions. Comment se fait-il qu'on rencontre chez certains mal-logés des tendances positives, des aptitudes à demander certaines formes de reconnaissance sociale alors que chez d'autres cela ne se trouve pas ?

Soyons précis. Comment se peut-il que telle catégorie de personnes manifeste la volonté sociale de sortir de son mauvais logement, connaisse, sente, désire peut-être ce qui se fait dans un milieu proche du sien ou dans le sien propre ? Ce sont d'ailleurs ces mêmes familles qui, bien souvent, refusent de vivre dans des conditions de logement jugées indignes de leur groupe social, alors que d'autres ne portent pas le même jugement.

Pourquoi, pour citer un exemple précis à l'appui de cette interrogation, tel père de famille présente-t-il son insatisfaction en matière de logement davantage sous l'aspect d'une sorte de revendication à l'existence sociale plutôt que de s'appesantir uniquement sur les inconvénients, par ailleurs irrécusables, de son logement à l'instar de bien des très mal-logés ?

Ne serait-ce pas parce que bon père de famille, bon époux - à ce qu'il semble - travailleur honnête, soucieux, lui et sa femme, de la bonne éducation de leurs enfants - il désire énergiquement sortir sa famille du mauvais logement (5 personnes dans 2 pièces : 3 enfants de moins de 10 ans plus les parents) dans lequel elle se trouve et leur épargner, d'une certaine façon, l'enfance malheureuse qu'il a connu étant donné qu'il est orphelin de père.

C'est donc bien cet ensemble de circonstances qui lui permet de ne pas se retrancher dans une position négative, mais plutôt qui le pousse à se comparer aux autres et tout particulièrement à ceux du groupe social vers lequel il aspire lui ou vers lequel il veut pousser ses enfants.

Par conséquent, il est capable de relativiser sa situation, de la confronter à celles d'autres personnes, de la mettre en perspective. Il sait ou, tout au moins, il entrevoit ce qui se passe dans son milieu mais aussi dans d'autres milieux voisins. Et cette confrontation est mobilisatrice d'énergie pour lui

comme pour sa femme. Nous y reviendrons plus longuement en particulier lorsque nous parlerons de sa vision du H.L.M. auquel il aspire (cf. chapitre III).

Prenons un second exemple.

Il s'agit d'un jeune ménage d'origine martiniquaise, ayant deux enfants, implanté en France depuis deux ou trois ans et d'un niveau socio-culturel assez élevé par rapport aux autres mal-logés de cette recherche (la femme est mécano-graphe mais sans emploi au moment de l'enquête). Ils vivent dans un logement déclaré insalubre en raison de l'humidité et, par ailleurs, surpeuplé. (cf. Chap.1)

Pour eux, la recherche d'une H.L.M. ou de tout autre type de logement - ce qui, en soi, peut être le signe d'une demande sociale non ambiguë - fait partie d'une sorte de plan d'insertion sociale. Il y a nettement chez eux, comme on le démontrera par la suite, un effort très caractéristique de distanciation sociale par rapport aux voisins considérés comme n'appartenant pas au milieu auquel ils se réfèrent.

On devine à travers ces deux exemples décrits très schématiquement - mais nous y reviendrons dans le corps de l'exposé - que la perception du logement est fonction d'une certaine "lucidité culturelle" selon l'expression de P. Vercauteren. "Ces gens-là" pour reprendre le titre d'un ouvrage de C. Pétonnet sur les bidonvilles "s'en tireront" parce qu'ils peuvent voir ce qui se passe en dehors de leur milieu. Ce sont des "voyants" et non des "aveugles" comme ceux dont nous allons dès à présent évoquer la situation.

Les ménages composant le groupe ci-dessus sont mal-logés mais ne peuvent être nullement taxés d'asociaux ou de ménages instables (1).

Pour fixer les idées disons qu'il est ici question de familles habitant depuis longtemps : 15-20 ans parfois plus, parfois moins, dans des logements tenant davantage de la baraque que de ce qu'on a l'habitude d'appeler un logement.

Ainsi ce divorcé vivant dans un ancien local commercial désaffecté dont il n'a pas le droit d'ouvrir les fenêtres sauf un petit vasistas (cf. paragraphe 1 chapitre I). Ainsi encore ce couple de parents ayant vécu 20 ans dans 3 pièces toutes petites, humides, où ils ont élevé sept enfants. A peine imaginable !

Par ailleurs, ces personnes sont souvent en situation marginale par rapport à la société dite "normale" ou se perçoivent comme tels : cas de divorcés, de personnes en situation irrégulière au regard de la loi : personnes vivant maritalement par exemple. En outre ces familles là ont des revenus très modestes, occupent des petits métiers : femme de ménage, petit ouvrier, jardinier etc... et sont parfois instables professionnellement.

(1) Le terme d'asociaux désigne habituellement des personnes ayant eu une enfance irrégulière, des malades mentaux, des alcooliques, des prostituées, des criminels, des vagabonds et des clochards, des chômeurs et des diminués physiquement irrécussables. Pour nous, dans ce rapport, nous ne faisons pas du tout référence à une population de ce genre.

Il s'agit ici de ménages très mal-logés souvent depuis fort longtemps, en situation irrégulière à l'égard de la loi : personnes vivant maritalement par exemple. Les quelques cas de notre échantillon se rapprocheraient davantage de la population de mal-logés étudiés par le CERAU, "familles-problèmes" mal logées, ou encore de la population étudiée par J. Labens dans "le quart-mondé".

Pour en finir avec cette description, mentionnons qu'on rencontre, ou qu'on peut rencontrer, dans ces familles certaines déficiences plus précises du type de celles définissant les vrais asociaux (cf. note 1 page 31) : alcoolisme, inadaptation sociale des enfants, etc... On voit donc bien comment ces traits nous rapprochent de populations encore davantage défavorisées tels que ces sous-prolétaires étudiés par Vercauteren et sur lesquels nous allons revenir au début de ce chapitre.

Ces précisions étant données, la question que nous nous posons à leur égard est analogue à celle que nous nous sommes posée à propos du groupe précédent. Nous la présenterions ainsi. Comment se fait-il que ces personnes n'arrivent pas ou ne soient pas parvenues, si elles sont relativement âgées, à se loger plus correctement et, d'une manière plus générale, comment revendiquent-elles - si toutefois il en est ainsi - leur existence sociale au travers de leur demande (1) de logement ?

Un exemple fera saisir le sens de notre démarche.

Un ménage, sept enfants, le dernier termine son service militaire, le mari est jardinier (travaille chez des maraîchers), sa femme fait des ménages chez des particuliers et dans une entreprise. Le mari est probablement atteint de cirrhose du foie.

Le logement. Trois toutes petites pièces d'un pavillon de banlieue, sombres, humides, l'eau rentre les jours d'orage par le toit (fuites) et par le couloir (dénivellation). Neuf personnes dans ces trois pièces. Pas le droit de profiter du jardin. Un poste d'eau se trouve dans la cour. Des voisins portugais ou espagnols en majorité. De plus des conflits aigüés avec le propriétaire.

Tel est donc, très brièvement décrit, ce ménage de mal-logés.

Pourquoi donc cette famille comme bien d'autres mal-logés, bien d'autres "familles-problèmes" hantant les permanences des assistantes sociales, n'est-elle pas parvenue à quitter ce logement où l'on a peine à s'imaginer comment neuf personnes ont pu y vivre ?

Et si on élargissait la question on serait inévitablement conduit à s'interroger sur les raisons qui font que ce ménage, comme tous les autres dont il fait statistiquement parti, ne se soient pas davantage manifesté pour faire aboutir leur désir de reconnaissance sociale.

S'ils n'ont pas pu parvenir à se dégager de leurs très mauvaises et très précaires conditions de logement c'est parce qu'ils n'ont pas pu se libérer d'un sort pénible qui est celui de leur milieu marginal par rapport à la société urbaine, organisée, lieu privilégié du déploiement de la civilisation industrielle.

(1) demande étant entendu au sens large, équivalent de désir et non pas seulement au sens administratif : faire sa demande auprès d'un organisme H.L.M.

Englués qu'ils sont dans leur micro-milieu ils ne peuvent, comme nous aurons à le démontrer et comme l'ont déjà fort bien analysé P. Vercauteren et d'autres auteurs, effectuer ce mouvement de distanciation par rapport à leur situation. Aussi sont-ils inévitablement conduits à nier la réalité de leur sort pour fuir dans la dé-responsabilisation ou le rêve. Pour eux, il y a donc non-relativisation, contrairement à ce qui se passe pour les mal-logés moins handicapés socialement. Mais n'anticipons pas sur les résultats de cette recherche.

D'ailleurs nous pourrions étendre la question. Pourquoi ces mal-lotés socialement ne revendiquent-ils pas davantage pour affirmer ce que d'autres, les mieux pourvus, appelleraient leur droit à une certaine forme de reconnaissance sociale ?

Ce faisant nous arrivons à poser la même question, la question fondamentale, que pose P. Vercauteren dans son pénétrant ouvrage sur "les sous-prolétaires" (habitants des ghettos noirs des Etats-Unis, des favelas de Rio de Janeiro, des bidonvilles européens, etc...) : "Pourquoi donc les pauvres, habitant les grandes agglomérations contemporaines, paraissent-ils incapables de s'organiser en une force revendicative" (p. 7).

Aborder le problème du mauvais logement en ces termes ce n'est pas, loin de là, s'écarter de la question posée. Le détour n'est qu'apparent. Car en réalité nous resituons le problème du bon et du mauvais logement au coeur même de la dynamique sociale. Par là nous sommes en bonne position pour observer, décrire et expliquer un ensemble de phénomènes profondément liés au logement. Par là aussi nous rejoignons d'autres études à caractère économique sur les processus de paupérisation (1), notre schéma correspondant en fait au versant psycho-sociologique de la même réalité sociale. Ce faisant nous serons à même de mieux discerner les lignes de force de ce que pourrait être une socio-pédagogie des mal-logés.

1 - PRESENTATION RAPIDE DES THESES DE P. VERCAUTEREN SUR LES SOUS-PROLETAIRES

P. Vercauteren est un chercheur à l'Institut des pays en voie de développement de l'Université de Louvain. Il a participé, pour le compte d'organismes internationaux à l'édification de plans de développement en Afrique occidentale et en France.

Dans son ouvrage "Les sous-prolétaires" (Essai sur une forme de paupérisme contemporain) publié en 1970, P. Vercauteren essaye de répondre à la question suivante : "Pourquoi donc les pauvres habitant les grandes agglomérations contemporaines, paraissent-ils incapables de s'organiser en une force revendicative ? (p. 7). L'appliquant aux noirs des Etats-Unis, en particulier ceux habitant les ghettos noirs, comme le trop célèbre ghetto de Harlem, cette question devient plus précise : "Pourquoi donc les personnes les plus démunies de cette riche société américaine ne sont-elles pas à même de s'organiser en groupe de pression, afin de mettre en branle un processus qui leur permette de devenir membres à part entière de cette société " ? (p. 105).

Pour répondre à cette question P. Vercauteren part de l'analyse de textes autobiographiques concernant des populations sous-prolétaires dont il définit rigoureusement les caractéristiques (cf. infra). Il s'agit des "Enfants SANCHEZ"

(1) Cf. Les rapports de P. MARECHAL et M. TALLARD effectués dans le cadre de cette même recherche.

d'Oscar Lewis, du livre "Le Dépotoir" écrit par une habitante d'une favela de Rio : Carolina de Jesus, de Harlem ou La Terre promise de C. Brown, de "Travail et Travailleurs en Algérie" de Bourdieu et enfin de "la condition sous-prolétarienne" du sociologue français J. Labbens (1).

Pour Vercauteren trois critères caractérisent ce sous-prolétariat "l'existence dans un contexte urbain, ... la non-propriété des moyens de production" et enfin "l'irrégularité des revenus".

Ces indications rapides et simples étant données, comment Vercauteren répond-il à la question majeure de son livre ?

Nous laisserons de côté les aspects théoriques et historiques de son ouvrage notamment les références à la pensée de Marx pour nous centrer essentiellement sur sa tentative de construction d'un idéal-type du sous-prolétaire qui fait l'objet de la deuxième partie de son travail intitulée : "La pratique sous-prolétarienne". Comme on va le voir, dès à présent et tout au long de ces pages, c'est cette analyse très pénétrante qui nous a servi de point de départ à ces premières réflexions sur le sort des mal-logés.

Aux trois critères indiqués ci-dessus il convient, dit P. Vercauteren, d'ajouter un critère culturel qui consiste en "un repli du sous-prolétaire sur la dimension privée de l'Existence". Il la définit comme suit :

"un secteur de l'existence de l'Individu où les relations personnelles" face to face" seront prédominantes" (p. 59). Elle s'oppose à "la dimension publique de l'existence" faite du sens de la prévision, de rationalité, de souplesse d'adaptation à la réalité sociale environnante, du sens de l'épargne, du sens de l'effort et de la persévérance dans la poursuite d'objectifs économiques.

Disons en gros que cette dimension publique de l'existence serait le propre du salarié régulier, tandis que la dimension privée dominerait presque exclusivement la vie du sous-prolétaire.

"Ce repli du sous-prolétaire sur la dimension privée de l'existence..." donne lieu à trois caractéristiques dominantes : "la combine", une "temporalité de l'immédiateté" et enfin, "une réduction du cadre spatial".

La combine. Il s'agit d'une conséquence directe de l'irrégularité du travail, irrégularité très prononcée dans ce milieu et qui, évidemment, n'a rien à voir avec le chômage des prolétaires des pays industrialisés.

N'ayant que des revenus faibles et irréguliers il ne peut à l'inverse du salarié, se procurer les objets à consommer et jouir des satisfactions qui y sont attachées. Aussi le sous-prolétaire se doit-il de trouver des substituts.

Quand le sous-prolétaire n'a pas d'argent pour se procurer un paquet de tabac il va tenter par la parole, le baratin dirions-nous, de convaincre le marchand de lui faire crédit. Comme ce dernier fait partie du même milieu que lui, il le lui accordera assez facilement. On voit donc bien que le salaire moyen impersonnel pour obtenir un objet à consommer est remplacé par la survalorisation du lien personnel créé entre le sous-prolétaire et le marchand

(1) Pour tous ces ouvrages, cf. bibliographie.

de tabac par exemple. La combine suppose donc " la transformation d'un objet de faible valeur marchande ou d'un produit d'un artifice de langage, par l'intermédiaire d'une relation fortement personnalisée en la chose désirée" (1).

La temporalité de l'immédiateté. Il s'agit tout simplement de l'impossibilité dans laquelle se trouve le sous-prolétaire de prévoir l'avenir en raison de l'irrégularité des revenus qui entraîne la nécessité de vivre au jour le jour. Pour lui le temps n'est pas valorisé comme c'est le cas pour le sous-prolétaire, parce qu'on n'y trouve aucun des cinq aspects suivants : "la précision des rencontres, l'étalement optimal des activités, la prévision, le sens du progrès et enfin le temps comme valeur en soi"... (p. 108).

Troisième et dernière caractéristique conséquence de la survalorisation de la dimension privée de l'existence : la réduction du cadre spatial. Alors que pour le salarié, lieu de travail et lieu de résidence sont fortement dissociés, c'est l'inverse qui se produit pour le sous-prolétaire dont l'existence s'organise davantage en fonction de son lieu de résidence.

De ce fait le sous-prolétaire est davantage amené à subir les influences du milieu sous-prolétarien.

Selon P. Vercauteren, ce milieu exerce une double fonction. Il est à la fois "un dépotoir et un refuge".

Pour la société excluante, le milieu sous-prolétarien constitue "un dépotoir" car il maintient à l'écart "résidus et surnuméraires" (fonction centrifuge) mais pour le sous-prolétaire ce même milieu (le sien) est perçu comme un refuge (fonction centripète).

Mais cette fonction de refuge est aussi perçue par la société comme une fonction centripète (pour cette société) car elle n'est pas que refuge puisque elle permet "l'identification du sous-prolétaire à l'idéologie de la société." Inversement pour le sous-prolétaire cette même fonction de refuge le pousse aussi à sortir de son milieu puisqu' "elle exprime des représentations qui ne sont pas le propre du milieu ... mais qui sont puisées dans la société".

Autrement dit le sous-prolétaire est écartelé entre son milieu et la société. S'il considérait son milieu uniquement comme un dépotoir, on se trouverait dans une situation potentiellement révolutionnaire puisqu'il se situerait entièrement par rapport à la société excluante. Ce qui n'est pas du tout le cas (cf. les échecs des révoltes des noirs aux U.S.A. en 1967 - chapitre 1 de Vercauteren). De même si le milieu n'était qu'un refuge il vivrait en vase clos et il n'y aurait plus aucun problème.

(1) Autre définition de la combine P. Vercauteren : "Transformer une matière de faible valeur et (ou) fortement entourée d'un halo imaginaire par l'intermédiaire d'une relation personnalisée". Le sous-prolétaire est englouti dans un tissu de relations personnelles.

Or, dit Vercauteren, le milieu sous-prolétaire n'est pas clos sur lui-même. Il sait l'existence de l'autre monde mais il feint de l'ignorer par la justification. En effet les sous-prolétaires ne disent pas de celui qui est sans travail : "il cherche du travail" comme des salariés réguliers le diraient d'un de leurs collègues, mais : "il est celui qui travaille en cherchant du travail".

"Dire : il cherche du travail, équivaut à affirmer une absence, à constater une impuissance, par contre : "travailler à chercher un travail", c'est mettre en place un langage aberrant qui cache le constat d'impuissance (1) et par tant empêche la capacité critique (1) que ce constat entraîne"

"Il y a donc connaissance de la réalité mais en même temps négation de cette même réalité. Ainsi s'explique des comportements apparemment irrationnels tels que l'achat d'un poste de T.V. alors qu'on est endetté jusqu'au coup, ou "se saper comme un milord" lorsqu'on a réussi une combine particulièrement avantageuse quitte à revendre les vêtements quelques jours après si cela ne va plus".

Le milieu est donc bien, comme le dit P. Vercauteren, ce "miroir aux alouettes". Il fascine, il nourrit un statut idéal lequel empêche de reconnaître le statut réel, trop insupportable (2). Et il le nourrit grâce aux représentations importées de la société excluante.

On devine donc que ce schéma d'analyse peut-être transposable à certains mal-logés, à ces "familles-à-histoires" citées plus haut. Comment, en effet, comprendre que tel ménage vivant dans une cité de transit ait refusé, par deux fois déjà, l'offre d'un appartement H.L.M. ? Comment expliquer le désir de telle autre famille de retourner dans la cité de transit où la femme avait vécu étant jeune ? Comment encore donner une explication valable à la conduite de ce ménage, déjà cité, qui a vécu 20 ans durant à neuf personnes dans 3 pièces minuscules ? Le schéma d'explication de Vercauteren nous paraît particulièrement approprié.

Mais avant de démontrer ceci, il nous reste, après avoir décrit les données de base de ce milieu, puis indiqué qu'il était "un piège" particulièrement redoutable pour les sous-prolétaires puisqu'il bloque toute dynamique sociale, à fournir quelques précisions sur la notion, fondamentale dans cet ouvrage, de cécité culturelle.

(1) C'est nous qui soulignons

(2) Nous expliciterons davantage ce point lors de l'analyse des cas de mal-logés.

Pour P. Vercauteren "la cécité culturelle consiste à ne pas voir une réalité sociale donnée". Plus précisément : "La fascination du désiré constitue la cécité culturelle. Au lieu d'avoir une obtention du désiré qui implique une démarche progressive dans le temps, nous trouvons ici une démarche qui fonctionne à rebours. Voulant atteindre tel but, je dispose devant moi et l'objet à transformer et les moyens de le transformer. Je procède ensuite à la transformation. La démarche se déroule dans le temps en fonction d'opérations préalables coordonnées les unes par rapport aux autres. Rien de tel dans le cas du sous-prolétaire. Du fait de sa fréquentation irrégulière du monde du travail et, partant, de sa faible qualification professionnelle, il n'y a pas chez lui prépondérance d'une transformation productive. Par contre, vivant dans un monde signifié par la civilisation industrielle, il désirera en consommer les produits. Le désir va ici escamoter l'objet à transformer et va mettre en place des moyens imaginaires. Il n'y a pas une démarche qui s'effectue dans le temps ; du fait de l'escamotage de l'objet à transformer, cette démarche ne se heurte à aucune résistance. Toute distance entre ce qui est désiré et la satisfaction du désir se trouve rapetissée. La relativisation que la rationalité par finalité impliquait se trouve ici réduite au minimum : c'est la cécité culturelle. A partir du moment où l'activité de consommation (1) devient prépondérante, qu'elle s'accompagne de ce fait d'une faiblesse constante dans la transformation productive, l'objet à transformer perd de son importance : seul importe l'obtention du désiré. (p. 114).

Certes il faudrait détailler davantage cette définition. Mais ce serait anticiper sur le déroulement de notre démarche. Nous aurons l'occasion de montrer, à partir de cas vécus, comment cette définition, peut s'appliquer à certains mal-logés et, inversement, comment elle ne s'applique pas à d'autres, en particulier les mieux logés des mal-logés.

Ce faisant, nous ne faisons que poursuivre et appliquer à d'autres catégories sociales le schéma d'explication que P. Vercauteren a élaboré. C'est d'ailleurs lui-même qui l'écrit : "En dégageant la cécité culturelle comme facteur central de cette pratique (la pratique sous-prolétarienne) nous ne voulons pas dire que le sous-prolétariat en possède l'exclusive : les autres couches sociales l'ont aussi à des degrés variés (2) ; nous avons voulu insister sur le caractère plénier (2) systématique dans l'existence du sous-prolétaire".

D'ailleurs, nous avons un petit peu approché cette explication dans une étude récente sur "les Petits commerçants âgés face à la cessation d'activité" où nous avons introduit le concept d'identification (3) pour expliquer leurs comportements et leurs attitudes face à la cessation du métier. Ne connaissant pas, à cette date, l'ouvrage de Vercauteren, nous n'avons pu effectuer les transpositions que nous allons tenter de faire à propos des mal-logés.

(1) ou d'appropriation.

(2) C'est nous qui soulignons.

(3) Cf. les Petits commerçants âgés face à la cessation d'activité (essai d'analyse psycho-sociologique). CREDOC 1972.

Cependant pareille démarche scientifique nous paraît parfaitement applicable pour expliquer "l'enfermement social" dans lequel se trouve cette catégorie bien définie de petits commerçants : pauvres, âgés, appartenant à des secteurs commerciaux en déclin : petites épiceries, textiles et cuirs, droguerie et quincaillerie et parfois habitant des zones névralgiques du "désert français".

Ce parallèle, dans le cas des commerçants, est d'autant plus suggestif, que nous pouvons les opposer aux petits agriculteurs âgés bénéficiaires de l'Indemnité Viagère de Départ, où on constate une solidité du tissu social sans aucune comparaison avec celui des petits commerçants lequel est détendu et déchiré de toutes parts (1).

Si ce schéma est applicable aux petits commerçants c'est au prix de bien des aménagements car ces deux catégories sont profondément différentes des Noirs de Harlem, des habitants des favelas de Rio, de ceux des bidonvilles européens ou encore des travailleurs algériens en Algérie. Mais ces retouches apportées, il n'en reste pas moins vrai que le principe explicatif de la "cécité culturelle" permet d'avancer dans la compréhension de la dynamique sociale des mal-logés comme nous l'avons déjà souligné.

Une réserve s'impose cependant. Ce n'est pas parce que notre démonstration s'appuie sur un nombre restreint d'interviews qu'elle peut manquer de solidité. Cela après tout peut paraître secondaire si les cas analysés sont suffisamment explicités ou peuvent être "décortiqués". Mais surtout opérer une analyse complète et approfondie eût nécessité un travail infiniment plus important dépassant le cadre de cette recherche. Il eût fallu, pour ce faire, étudier plus à fond les concepts utilisés par Vercauteren et en faire la critique (2). Puis ceci étant réalisé, il aurait été souhaitable de construire un échantillon approprié en partant de critères bien définis permettant de fixer les limites de cette population jouxtant les sous-prolétaires. Ainsi on pourrait comparer différentes sous-populations.

On ne trouvera donc ici qu'une première ébauche, de quelques hypothèses de travail. Aller plus loin exigerait d'autres investigations comme nous venons le voir, mais surtout pourrait nous entraîner à traiter d'un autre sujet, en apparence assez différent, qu'on pourrait présenter ainsi : Pourquoi les mal-logés ne se regroupent-ils pas en groupes de pression pour obtenir satisfaction ? Il s'agit donc là d'un thème de recherche exigeant d'autres approches.

Sans s'étendre jusque-là nous pensons que l'application du schéma de Vercauteren aux mal-logés, en particulier à ceux vivant dans des îlots insalubres, nous permet de jeter les bases d'une socio-pédagogie qui ferait appel au concept d'analyse institutionnelle. Cela encore exigerait d'autres approfondissements théoriques et méthodologiques.

(1) Cf. Bibliographie

(2) Ceci étant dit l'analyse de P. Vercauteren nous paraît, à bien des égards, solidement fondée.

N'est-ce pas d'ailleurs ce qu'avaient tenté de réaliser les enquêteurs d'Economie et Humanisme (1) ainsi que R. Auzelle (1) lors de leurs études réalisées dans l'immédiat après-guerre sur les quartiers insalubres. Pour eux la solution du problème des mal-logés passait, en partie du moins, par une analyse du milieu d'où découlait une pédagogie adaptée aux lois et tendances découvertes lors de l'enquête. Mais avant d'en arriver là - ce sera un des objets de notre conclusion - il faut nous atteler à l'analyse des processus de cécité culturelle pour ces mal-logés présentant certaines tendances asociales.

2 - LE MAUVAIS LOGEMENT, LIEU PRIVILEGIE DE "CECITE CULTURELLE"

Avant d'expliquer à l'aide du concept de cécité culturelle le comportement de certains mal-logés trop vite qualifiés dans le langage courant d'asociaux, nous devons revenir avec plus de précisions sur quelques unes de leurs principales caractéristiques sociologiques, démographiques et économiques. Bien que nous ayons déjà évoqué ce sujet dans l'introduction de ce chapitre il nous paraît utile d'apporter quelques retouches afin que le lecteur sente de quelle population il s'agit.

2.1. Principales caractéristiques sociologiques et économiques des mal-logés "asociaux" (2)

Du point de vue logement il s'agit de familles vivant dans des habitations de construction sommaire ou, plus souvent, profondément dégradées. Maisons insalubres pleines d'humidité et de moisissures, où le confort le plus élémentaire fait défaut : parfois pas d'eau chaude et le plus souvent pas d'eau courante du tout, donc pas de W.C. Le chauffage est généralement coûteux et inefficace en raison de la disposition des pièces et de la mauvaise qualité de la construction.

A cela s'ajoute parfois le surpeuplement tel le cas cité au paragraphe premier du présent chapitre (9 personnes dans trois petites pièces).

Quant aux familles il s'agit le plus souvent soit de personnes vivant maritalement ou se considérant comme marginales parce que divorcées, ayant parfois des "enfants-problèmes", comme cette mère-célibataire âgée de 17 à 18 ans. Généralement elles exercent des métiers modestes : femmes de ménage, jardinier, petit ouvrier, manoeuvre, garçon-boucher etc... ou ont des emplois où ils travaillent seuls le plus souvent : chauffeur-livreur par exemple. Les revenus sont en conséquence. Les femmes travaillent rarement bien qu'elles aient occupés un poste avant la naissance du premier enfant. Dans certains cas on rencontre une certaine instabilité professionnelle et, parfois, des périodes de chômage plus ou moins longue. Leur niveau d'instruction dépasse rarement le certificat d'études. On trouve peu de spécialisations : C.A.P. par exemple. La plupart vivent dans des îlots insalubres comme par exemple cette famille nombreuse déjà citée,

(1) Ouvrages déjà cités (cf. Introduction du rapport)

(2) C'est pour condenser que nous employons ce raccourci cf. Introduction à ce chapitre.

qui habite dans un groupe de pavillons de banlieue appartenant à un propriétaire d'origine portugaise qui loue cher une maison insalubre . Une d'entre elles habite dans une cité de transit depuis fort longtemps. Elle a d'ailleurs et par deux fois, refusé le H.L.M. qu'on lui offrait.

Ces caractéristiques permettent donc d'élaborer un profil approché des gens et de leurs logements. Il est évident que dans le cadre d'une étude plus étendue il faudrait approfondir de manière à constituer un ou plusieurs échantillons bien spécifiques. Il nous semble toutefois que nous en avons assez dit pour avoir une idée approximative du type de famille que nous allons analyser plus en profondeur.

Il est évident aussi que ces données de base sont très différentes de celles indiquées par Vercauteren au sujet des sous-prolétaires. Il s'agit de travailleurs réguliers qui, même s'ils sont chômeurs de temps à autre, font sans nul doute partie du groupe des salariés réguliers avec toutes les conséquences que cela a sur leur vie quotidienne. Donc, de ce point de vue, rien à voir avec une Caroline de Jesus obligée de fouiller les poubelles pour vivre et encore elle n'y trouve pas toujours ce qui l'intéresse, ni avec ces travailleurs algériens vivant grâce à la vente épisodique de légumes et de fruits. Il n'empêche qu'ils sont sujets à une certaine instabilité professionnelle et parfois au chômage. Donc leur situation n'est pas comparable non plus avec l'ouvrier ou l'employé jouissant d'emplois stables ou assurés, de par leur qualification professionnelle, de trouver assez rapidement un nouvel emploi.

Comme les sous-prolétaires de P. Vercauteren ils habitent en ville et évidemment ne sont pas propriétaires des moyens de production. Disons qu'il s'agit de la majorité de ces "familles-problèmes". Mais des situations analogues peuvent se rencontrer parmi les petits commerçants et petits artisans. (Cf. supra)

Par conséquent, même si, de part les caractéristiques ci-dessus, ils ne sont pas rigoureusement comparables aux sous-prolétaires - et pour cause - ils se trouvent dans une situation sociale suffisamment instable et difficile pour manifester des comportements et des attitudes analogues par bien des points aux sous-prolétaires de Vercauteren.

2.2. L'isolement des mal-logés

Dans le chapitre V, Vercauteren décrit "l'isolement ou l'absence de "bargaining-power" dans lequel se trouvent ces sous-prolétaires. Il explique les processus qui font qu'ils ne parviennent pas à trouver leur cohésion, à s'enraciner dans une conscience commune de leur situation. Parmi ces processus il cite l'attribution à chacun des membres de ce groupe social d'un statut fictif sur lequel nous allons revenir ci-après.

2.2.1. Un exemple : le cas de Consuelo SANCHEZ

A l'appui de sa démonstration il cite le cas de Consuelo Sanchez (cf. Les enfants Sanchez d'Oscar Lewis) que nous mettrons en parallèle avec telle ou telle des situations rencontrées lors de la présente enquête.

Consuelo Sanchez révoltée par son frère Manuel qui abandonne ses enfants, se met en tête de l'aider à le sortir de cette impasse. Pour cela, elle doit trouver un travail régulier et s'efforcer, bien évidemment, de le conserver. Si elle y parvient cela lui donnera autorité sur les autres et, par contre coup, l'affirmera dans son projet personnel. Or elle n'y parvient pas.

Et Vercauteren démontre comment cette poursuite de l'image idéale est impossible parce qu'elle est happée par le gouffre du milieu qui semble la fasciner.

Suivons les différentes étapes de ce processus de fascination.

1ère étape : L'apparente détermination : un emploi stable, un appartement H.L.M.

Consuelo trouve une chambre meublée pour échapper aux ennuis de sa famille, de Manuel en particulier. Elle a envie de se réaliser. "De plus, elle obtient un travail plus intéressant et dépose une demande pour un H.L.M. : "Je prenais, dit-elle, de plus en plus la voie de bâtir une vie nouvelle pour moi (1) et si Dieu le voulait pour mes chers petits neveux et nièces" (2). Donc elle est sur le point de réussir : une place à la fonction publique et un appartement H.L.M.

2ème étape : la prise de conscience de la misère de ses "chers petits neveux et nièces."

L'image idéale qu'elle a d'elle-même va l'empêcher de poursuivre son projet initial :

"Je faisais de beaux rêves, mais quand j'allais à la Casa Grande et que je voyais la situation là-bas, je flanchais. Ce serait lâche d'abandonner ces quatre orphelins."

3ème étape : l'aspiration par le gouffre qu'est le milieu

Alors elle prend les enfants de Manuel chez elle, aide en plus son autre frère Roberto qui se trouvait sans maison, sans travail, sans vêtements mais avec une femme, se met à faire des heures supplémentaires pour pouvoir "joindre les bouts". Mais, comme elle ne gagne pas assez, elle fait de la figuration de cinéma et se retrouve enceinte, quatre mois plus tard.

(1) C'est nous qui soulignons.

(2) Cité par Vercauteren - cf. les enfants de Sanchez p. 559.

Ainsi finit la troisième étape : dans le gouffre. Consuelo en fait ce commentaire :

"Je n'ai plus de travail et cela me procure une solide défense (1). Maintenant que je vois ma tante en difficulté je peux dire : "je n'ai pas d'argent, ne t'adresse pas à moi ". De même pour les enfants pour lesquels j'avais nourri tant d'espairs. Il faut que se brise la chaîne qui me tire vers le bas et qui me blesse(...) Désormais je vivrai à demi-aveugle comme les autres et je pourrai ainsi m'adapter à la réalité". (p. 85).

Vercauteren explique cet échec par un jeu assez subtil d'interactions entre l'image idéale et l'image réelle qu'ont d'eux-mêmes chacun des deux protagonistes Consuelo et Manuel. "Consuelo, en effet, ne parvient pas à faire pression sur Manuel pour qu'il s'occupe mieux de ses enfants. Manuel ne se laisse pas faire, contre-attaque en soulignant que Consuelo elle-même est incapable de réaliser ce qu'elle propose, en d'autres termes, il bat l'image idéale que Consuelo a d'elle-même en brèche. Et il le fera d'autant plus intensément que, c'est en réalité son image réelle qu'il tente de nier, soit Manuel-comme-incapable-de-s'occuper-de-ses-enfants. Manuel et Consuelo sont sur ce plan soudés l'un à l'autre. Elle a besoin de lui dans la mesure où lui faisant des reproches elle se confirme dans son image idéale qui ne repose en fait sur aucune situation réelle : elle s'avoue incapable d'aider ces enfants. Inversement, Manuel a besoin d'elle dans la mesure où Consuelo s'érigeant en conscience morale, il doit nier forcément cette conscience qui est son image réelle afin de pouvoir accéder à son image idéale".

Si nous avons pris la peine de détailler ce phénomène de fascination, d'aspiration par le gouffre qu'est le milieu, ou encore de pesanteur, c'est parce que nous retrouvons quelque chose d'analogue dans une de nos interviews. Nous allons l'analyser pour revenir, par la suite, sur une explication plus synthétique de ce phénomène d'isolement.

2.2.2. Autre exemple : le cas de la famille A vivant en cité de transit

Une famille de 4 personnes : les deux parents et deux filles : deux ans et cinq ans.

Le père 32 ans est chauffeur-livreur. Son métier lui impose des horaires anormaux : lever de très bonne heure : 3 heures du matin, repos en milieu de journée et de nouveau au travail en fin d'après-midi. Il a son certificat d'études et a suivi un apprentissage pour être électricien-radio. Mais il se retrouve chauffeur-livreur, ce qui est assez incohérent. Il semble qu'il ait changé de travail à plusieurs reprises. Il gagne 1 370,00 francs par mois ce que sa femme juge insuffisant.

(1) C'est nous qui soulignons.

Sur le plan caractère il paraît assez vindicatif, peu dynamique et a même certains comportements plutôt anormaux. Sa femme dit de lui qu'il casse toutes les voitures : "Avant on avait une voiture, on a commencé par avoir une 2 CV qui marchait très bien. On n'a plus de 2 CV. On a eu après une 1300 qui marchait très bien, mais mon mari, faut que je vous dise, il casse tout. Je sais pas comment que je suis encore entière. Mais il casse ses voitures. Alors on avait acheté une 1300, une belle 1300, qu'on avait payé cher et il a cassé la boîte de vitesse. On l'a pas fait réparer tout de suite. L'hiver est arrivé. Elle est restée-là. Elle s'est abîmée. Ca fait qu'on l'a revendue..."

La mère a 26 ans. Elle ne travaille pas en ce moment. Elle avait un petit métier de vendeuse qu'elle a exercé jusqu'à la naissance de la fille aînée. Elle reste au foyer pour s'occuper de ses enfants et aussi pour garder deux enfants du voisinage ce qui lui permet d'avoir un peu d'argent liquide: 300,00 par mois environ. Mais elle fait cela clandestinement car, habitant en logement déclaré insalubre, elle n'a pas le droit de garder les enfants d'autrui. Comme elle dit : "ce n'est pas bien pour les enfants des autres, mais c'est bien pour les miens". De plus elle est beaucoup plus dynamique que son mari.

Les revenus du ménage se montent donc à 1 800 francs par mois environ y compris les allocations familiales.

Le logement. Ce ménage vit depuis une dizaine d'années dans une cité de transit. Auparavant, la mère habitait un tout petit logement sans air et sans lumière au coeur de Paris. Elle est venue habiter là avec sa mère. A la mort de cette dernière elle est restée dans ce logement.

Le logement est déclaré insalubre mais eux ne trouvent pas qu'il le soit réellement comparativement à celui de la soeur de l'interviewée (cf. chapitre 1 page 21). Il est mal conçu : le séjour tient davantage du corridor que du coin-séjour. Il n'y a pas de véritable cuisine. Les odeurs pénètrent partout. Les chambres sont très petites. Le confort sanitaire très sommaire : eau froide seulement, (ont fait mettre un chauffe-eau depuis qui fonctionne d'ailleurs mal par manque d'entretien), un petit bac à douche en ciment, des W.C., pas de gaz de ville. Au surplus le logement est humide car il n'y a pas de vide sanitaire. Ils disposent d'un petit jardin qui servait à alimenter en légumes le ménage, mais a été transformé en aire de jeux pour les enfants : une pelouse plus un petit bac à sable.

La question que nous nous posons à son sujet est la suivante :

Pourquoi ce ménage a-t-il déjà, et par deux fois, refusé un appartement H.L.M. ?

Eliminons d'emblée les freins économiques. Ils payent 100,00 francs de loyer plus 60,00 de charges diverses. Le H.L.M. leur reviendrait à 400 ou 500 francs qui seraient en partie remboursés par l'allocation-logement. Donc compte tenu du confort supplémentaire offert il n'y a, d'un point de vue rationnel, aucun motif pour qu'il ne le

prennent pas. Des camarades du mari l'ont fait. De plus, d'autres interviewés gagnant le même salaire, et encore plus mal-logés qu'eux déclarent accepter un H.L.M. même s'il faut payer jusqu'à 500,00 F par mois.

Pourquoi donc ce ménage n'arrive-t-il pas à "décoller" de cette cité de transit, à se sortir de la situation dans laquelle il se trouve aussi bien du point de vue logement que du point de vue professionnel et, d'une manière générale, social ? Car après deux heures d'interviews nous avons la ferme impression que ce ménage ne parvient pas à se situer socialement pas plus d'ailleurs qu'il n'arrive à aménager son logement de façon plus fonctionnelle ce qui, de l'avis de l'épouse, serait aisément réalisable. Mais "il y a l'aquarium à déplacer" prétexte le mari. Or un aquarium ça ne se déplace pas. Bien sûr !

Et c'est là que le schéma utilisé par Vercauteren nous semble pertinent.

L'image idéale que le mari a de lui-même consiste à être comme les autres, par exemple tel ou tel de ses collègues de travail qui ont obtenu un H.L.M. Un emploi stable et correctement rémunéré vu sa qualification professionnelle, un logement plus confortable et davantage différencié. Cette image idéale provient de son entourage familial et professionnel et, plus généralement, des représentations qu'il se fait de ce que la société peut attendre de quelqu'un comme lui.

Or son image réelle vient contredire cette représentation idéalisée qu'il a de lui en société. Sa qualification professionnelle est faible : il se retrouve chauffeur-livreur bien qu'il soit titulaire d'un C.A.P. d'électricien-radio. Il est impulsif : il casse ses voitures. Il ne fait rien pour rendre son appartement plus fonctionnel comme nous avons pu en juger nous-mêmes. Et d'ailleurs sa femme ne manque pas de lui faire remarquer, sinon de lui reprocher : "T'es pantouflard maintenant", lui dit-elle. (1)

Prenant prétexte de la pénibilité de son travail, des horaires décalés par rapport au rythme de vie habituel des gens, il déclare qu'il n'a pas le temps de s'en occuper mais que, s'il avait un appartement, "ça me pousserait, dit-il, à bricoler". Si on l'expulse, c'est-à-dire si la cité de transit est rasée, alors là il se décidera mais, pour l'instant, il ne veut rien faire comme sa femme l'a déclaré :

"Je peux pas c'est trop lourd... Faut que je vide tout... le buffet il y a plein de vaisselle. Et tous les meubles... Faudrait que j'enlève tout. Autrement je le ferais... Mais s'il veut pas le faire ? Là, il m'a dit qu'il voulait pas le faire".

En le mettant ainsi devant ses responsabilités elle n'agit en fait, pas autrement que Consuelo à l'égard de son frère Manuel. Elle lui présente son image réelle de mari qui gagne peu, qui casse les voitures, une si belle 1300, qui ne fait plus rien à la maison alors qu'au début de leur mariage il avait effectué un certain nombre d'aménagements.

(1) Il serait très facile moyennant quelques déplacements de meubles (1 heure de travail à deux) d'améliorer nettement la circulation dans l'appartement.

Bien sûr, il ne peut supporter pareille image. Il cherchera donc à la nier. Dans le cas présent cette négation trouvera son expression dans le refus du H.L.M. qu'il critique longuement comme il va nous le dire lui-même (1).

D'abord le plus simple : les loyers sont trop chers : "55 000 francs on devait rentrer le 1er juillet, mais avec un loyer de 55 000 francs ce n'est pas possible. Ils se foutent vraiment de la gueule des gens".

Des velléités d'achat d'un logement: "Même faire construire. Mais, un moment, j'avais parlé de bon ; d'acheter un bout de terrain. Mais ajoute sa femme, oh ! ça on s'est jamais renseigné". Et puis il y a une chose qui est certaine c'est qu'on est resté là en se disant une chose : c'était pas cher le loyer (100,00 francs par mois). On va faire des économies. On va mettre des sous de côté. Or, à l'heure qu'il est on n'a pas un sous de côté. Il y a 7 ans : on en avait. On n'a rien acheté. C'était là qu'on aurait dû se lancer... on s'est dit "bon, on verra plus tard".

Mais surtout il justifie par des rationalisations son refus des H.L.M. : trop chères, pas jolies, mal conçues, "dégueulasses" etc....

D'abord les H.L.M. devraient être d'un prix moins élevé en raison du caractère assez sommaire de la construction et de la densité d'occupation du sol.

"J'ai fait un peu de bâtiment comme électricien, des cloisons en... ça leur rapporte, ça leur coûte pas tellement cher et alors je pense que les appartements que l'on paie 55 000 francs par mois, 12 mois par an, combien ça peut leur rapporter ? Je pense qu'ils sont, même en payant la main-d'oeuvre et tout, ils sont vite amortis leurs appartements, franchement, franchement".

Et de poursuivre en faisant des calculs sur le rapport d'une cage d'escalier!...

"De toutes manières on vous trompe sur la camelotte quand on vous loue une H.L.M.. C'est vraiment des pièces au carré. Alors ils vous comptent (une salle de séjour double pour une chambre supplémentaire) ça fait une quatrième chambre. Pour moi c'est un résidu. Bon ils vous comptent des placards et tout. Bon, il n'y a pas de placards. Il n'y pas de salle d'eau : ils vous disent : vous avez une baignoire. Une baignoire-sabot ! (cf. supra la description de son logement). Vous pouvez juste vous mettre les fesses dedans puis c'est tout. Alors j'appelle pas ça une baignoire : c'est un bac. Alors ! Moi je dis il y a beaucoup d'améliorations à faire".

(1) La longueur et la vigueur de cette critique s'explique, pour une bonne part, parce qu'il a refusé, quelques jours avant notre passage, la deuxième offre d'un appartement H.L.M.

Au surplus, elles sont d'une qualité douteuse :

"Tout était gondolé et tout. Quand il y a, quand il fait du vent, il y a un vent, il y a du courant d'air sous les portes, partout ça souffle. On s'entend même plus. Moi je dis que ce n'est ni fait ni à faire. Si, on peut pas dire que ce n'est ni fait ni à faire, mais ils pourraient faire mieux, ça, franchement, ils pourraient faire mieux. Ah ! mais ça maintenant, c'est le problème rapide. On amène des pans de mur. On monte ça: c'est vite fait. Avant c'était monté à la truëlle hein ! C'était. Moi celui de mes parents il est en petites briques, le mur il est monté à la truëlle"!

Mais il n'y a pas que cette critique du H.L.M. qui soit révélatrice de cet état de pesanteur qui ramène constamment l'individu à son point de départ. Lui comme sa femme cherche aussi à nier son appartenance à une cité de transit car on l'assimile à un étranger, à toute cette "racaille", à tous ces gens sales, dégoûtants", dont il ne veut pas faire partie bien qu'en réalité il y soit dedans.

F. "Oui, ce qu'il y a maintenant, (c'est la femme qui parle) c'est que avec tous les logements qui se vident, ils mettent de la racaille, des gens sales, dégoûtants, alors là, évidemment quand on va être entouré que de gens comme ça...."

H. "C'est malheureux à dire parce qu'on y habite, mais c'est presque un dépotoir"

F. "Oh ! ben, d'ailleurs vous savez on est marqué en rouge. Partout quand vous allez quelque part vous dites vous habitez la Cité X, c'est affreux : les gens..."

L'interviewée poursuit en racontant une conversation entendue alors qu'elle faisait la queue à un guichet de poste : "c'est des pourris là-dedans, des crados, des... à les entendre parler on était des moins que rien".

Pourquoi donc ce père de famille refuse-t-il son image réelle, quelles que soient les façons de la nier : refus du H.L.M., faux prétextes concernant l'aménagement de l'appartement, refus de l'entourage constitué par les autres familles appartenant à la cité de transit ?

Parce que lui, tout comme les autres membres de son milieu, ne pouvant accepter cette réalité l'évitent en s'attribuant réciproquement un faux statut, un statut fictif, lequel n'a d'autre fonction que de sécuriser et de protéger l'individu des menaces que la société excluante fait peser sur lui. "Vis-à-vis de cette société, le sous-prolétaire n'a aucune signification, aucun statut. C'est ce qui explique son reflux sur "sa" société, et qui aura comme fonction de le sécuriser, de lui fournir un faux statut, cocon imaginaire dans lequel il pourra se réfugier. Le milieu le pourvoira d'un statut illusoire qui vise à cacher l'absence d'un statut fondamental, réel, correspondant à la situation réelle dans laquelle l'homme sous-prolétaire se trouve. Ainsi l'important pour l'homme d'Alger n'est pas

de trouver un travail : il sait bien qu'il en trouvera difficilement un, il sait bien par conséquent que pour ce monde qui peut donner du travail, il n'a pas grande valeur ; l'important est de travailler à chercher un travail : ce qui le justifie aux yeux de son milieu, de ses alter-ego. Pour eux, il aura au moins cette valeur-là, celle de chercher à travailler". (P. Vercauteren - p. 75-76).

Or n'en va-t-il pas de même dans le cas de cette famille vivant dans une cité de transit ? Il semble bien que oui. Car en refusant, et par deux fois, l'offre d'un H.L.M. elle agit à la manière de ces sous-prolétaires qui se justifient aux yeux de leur entourage en passant leur temps à chercher du travail. Lui aussi se justifie, et le milieu de même, en le considérant comme "celui qui passe son temps à chercher un logement" et non pas comme la personne qui n'arrive pas à en trouver (situation d'échec). L'important est de faire semblant, de faire "comme si" et, oserions-nous dire, "de jouer la comédie". De même à propos des H.L.M. Il ne se dit pas à lui-même et on ne dit pas de lui : "il refuse les H.L.M. parce que c'est trop cher", ce qui serait reconnaître implicitement la réalité, mais au contraire : "il est celui qui n'arrive pas à trouver une H.L.M. Il essaye bien, mais n'y arrive pas". De là la supériorité de la cité de transit sur les H.L.M. : jardin, gazon, bac à sable pour les enfants, espace, liberté ... Autrement dit la cité de transit l'affuble d'un statut fictif, protecteur, de père de famille qui n'arrive pas à trouver un logement pour sa famille malgré beaucoup d'efforts.

On voit donc bien l'existence d'une fascination du milieu, fascination qui constitue le fondement même de la cécité culturelle. Elle "est le moyen par lequel cette pesanteur se réalise, elle constitue ce contremouvement qui s'oppose à celui du sous-prolétaire qui tente d'échapper à sa situation". (p. 86).

Vercauteren résume ce processus de fascination d'un point de vue individuel et d'un point de vue macro-sociologique. Nous ne retiendrons que le premier.

Au point de vue individuel nous avons distingué image réelle et image idéale. Celle-ci est une certaine idée de soi-même dans laquelle le sous-prolétaire se réfugie. Cette représentation est nourrie par les personnes qui l'entourent, elle a pour fonction de marquer un pont, un lien avec le monde dont le sous-prolétaire est exclu.

Quant à l'image idéale elle "s'oppose, poursuit Vercauteren, à l'image réelle celle d'appartenir au milieu sous-prolétarien, celle d'un individu qui n'appartient pas au monde dont il rêve et dont il est exclu. Mais ce milieu est constitué de gens qui partagent le même sort que lui" (p. 86).

Il en résulte que le milieu, en l'occurrence la cité de transit, le micro-bidonville, le quartier insalubre, les mal-logés vivant dans les quartiers centraux de nos métropoles, apparaît comme un redoutable miroir aux alouettes dont l'aspect fascinant est d'autant plus prononcé qu'il est nourri par la demande de sécurisation des gens qui le composent et dans la même mesure qu'il isole ceux-ci, il les prive d'autant plus de la possibilité de s'adapter au monde réel. A cet égard l'univers sous-prolétarien qui s'esquisse ici, serait le modèle de l'univers morcelé, fait de bribes et de morceaux qui, continuellement

s'ajustent, se brisent, se soudent de nouveau. Rejeté du monde fondé sur l'organisation sociale du travail, le sous-prolétaire demande à son milieu un minimum de consistance lui permettant de nier son inanité. Mais le statut qu'il se voit ainsi octroyé n'est jamais suffisamment établi pour qu'il puisse oublier complètement son insignifiance aux yeux de la société globale, (les gens faisant la queue au guichet de poste disaient des habitants de la cité de transit : "ce sont des moins que rien"). Et ce non-oubli accentuera davantage son repli dans le milieu, nourrissant ainsi un peu plus encore l'aspect contraignant de celui-ci, et partant accentuant ainsi un peu plus l'impossibilité de s'adapter à la société globale".

Le cas que nous avons analysé comme ceux appartenant à ce même groupe de mal-logés particulièrement défavorisés est donc bien caractéristique de cet univers morcelé, divisé, lieu d'une contradiction profonde et permanente entre un monde qui exclut et un monde qui protège. Cela confirme exactement l'impression que nous avait laissé le long entretien que nous avons eu avec eux. Impression de bruit, le bruit des enfants, le bruit ou plutôt les regards des autres perçus comme indiscrets (les bâtiments sont disposés parallèlement à quelques sept à dix mètres les uns des autres), impression de flottement, d'indécision, bref d'incapacité à se situer dans la société, inaptitude qui se reflétait symboliquement dans l'agencement des meubles de la salle de séjour. Donc un univers clos sur lui-même mais secrètement agité par les ferments de l'autre monde, de la société, "la vraie", l'attirante, dont ils voudraient bien faire partie, en étant bien logés par exemple, mais qu'ils ne peuvent atteindre. Sitôt entr'ouverte la porte se referme, le "piège" comme on dira à propos de la cécité culturelle, se replie sur le mal-logé. Et le voilà bloqué dans une sécurité illusoire. D'où l'incapacité de ces groupes à puiser en eux-mêmes la force nécessaire pour satisfaire leurs aspirations. Mais nous allons encore approfondir ce phénomène en tentant d'expliquer le comportement de ces mal-logés à l'aide du concept de cécité culturelle.

2.3. La "cécité culturelle" à l'égard du logement

2.3.1. La "cécité culturelle" d'après Vercauteren

Vercauteren part de la constatation que les sous-prolétaires croient en la fatalité, "ont l'impression d'être guidé par un destin aveugle". Ce fatum qui entraîne résignation et désespoir est attribué à des "forces aveugles extérieures à l'individu" ou encore, ayant leur siège à l'intérieur même de chaque sous-prolétaire.

Cette situation est explicable par deux types d'identification qui, l'une comme l'autre, sont autant de façons du refus de prendre conscience de l'échec fondamental de leur existence.

Premier type d'identification : l'identification-refuge dans le milieu sous-prolétaire.

Il s'agit en réalité d'une fausse identification à la déplorable situation dans laquelle se trouve le sous-prolétaire.

S'il reconnaissait son échec, l'échec de son groupe, et en ce qui nous concerne sa situation réelle d'être mal-logé en la comparant à celles d'autres catégories sociales, il puiserait dans cette sorte de "lucidité culturelle" des forces pour réagir. Le sous-prolétaire dirait : "effectivement je suis un râté", et il en tirerait les conséquences pour sortir, lui et son groupe, de sa situation. De même le mal-logé, comme nous l'examinerons dans le chapitre 3, puiserait dans cette intelligence sociale de sa situation des arguments et de l'énergie pour la redresser.

Mais le sous-prolétaire, comme le mal-logé aux tendances asociales, ne dit pas du tout cela. Il dit "je suis habité par un destin néfaste", ou encore, "je suis dans un mauvais logement, c'est comme ça, on n'y peut rien." Après tout l'un comme l'autre ne se reconnaissent pas comme responsables de leur sort. Ce sont "des forces aveugles qui habitent en lui". Ce n'est pas moi qui agit en moi, mais quelqu'un d'autre qui n'est pas moi" pourrait-on dire. "Il y a, dit Vercauteren, identification mais celle-ci sert à en déguiser une autre plus fondamentale ... celle qui consisterait en somme à s'identifier à une situation d'échec..." "s'affirmer être" comme une épluchure sur l'eau", c'est reconnaître d'une part n'avoir aucune prise sur l'environnement mais aussi rendre le destin responsable de cette incapacité, et partant se déresponsabiliser" (p. 91/92).

De là dérive l'impossibilité pour le sous-prolétaire de toute distanciation.

De là provient aussi "la personification du destin, des forces mauvaises". Ainsi au lieu de situer la cause de ses malheurs dans un processus socio-économique bien défini, en d'autres termes d'analyser les causes de sa situation, il simplifiera outrageusement la réalité et fera des Blancs, de la ville et, en ce qui nous concerne, des propriétaires, de l'Administration, des entités sur lesquelles il pourra rejeter toute la responsabilité qu'il ne peut assumer parce qu'infiniment trop angoissante.

Nous avons retrouvé le même type d'identification-refuge chez les petits commerçants âgés (1). Ils sont absolument incapables de relativiser plus précisément de "décortiquer" le processus causal (rôle du capitalisme commercial, évolution de la société) qui est à la racine même de leur mal. Certes ils en ont connaissance. Mais ils refusent d'entrer plus avant dans l'analyse de cet enchaînement causal.

(1) cf. Les Petits commerçants âgés face à la cessation d'activité p. 53 "Le champ clos de la revendication sociale".

Ainsi rejettent-ils d'emblée toute la responsabilité sur l'Etat et son complice les gros commerçants. Reconnaître l'agencement des processus socio-économiques serait se mettre devant la réalité, donc accepter d'y faire face et réagir. Or c'est trop. Mieux vaut nier. C'est précisément le même processus qui est à l'œuvre chez les mal-logés aux tendances asociales.

Cette fausse identification entraîne donc une perception dissociée du monde. Il y aurait d'un côté eux, les sous-prolétaires qui "tendent à imputer leurs manques aux manques de leur être" et de l'autre "l'ordre objectif" réellement responsable de leur situation. Ils devraient l'accuser mais ne le font pas parce qu'ils sont, en quelque sorte, pris au piège. D'autant plus qu'à cette première identification vient se superposer une deuxième identification.

Deuxième type d'identification : une pseudo-identification à l'autre société

"A ce mouvement qui vise à expulser de la conscience la perception d'une expérience trop angoissante va s'en opposer un autre qui visera lui à introduire dans la conscience des traits tirés du monde environnant, traits bénéfiques cette fois". (p. 96)

En définitive il s'agit, là encore, d'une autre d'une autre forme de refuge, mais cette fois-ci d'un refuge dans le rêve ou le fantasme. Au lieu de s'en prendre à soi-même, on préfère attendre le coup de chance : gagner à la loterie nationale par exemple comme le déclare Manuel Sanchez ou encore assimiler la ville à un paradis comme le fait Carolina de Jesus auteur du Dépotoir.

D'où un monde perçu comme dissocié. "D'un côté le monde où elle est (il s'agit de Carolina de Jesus) mais qu'elle refuse et de l'autre le monde dont elle rêve, et où elle trouve une valorisation fictive. D'un côté le monde laid et par rapport auquel elle explique sa présence comme accidentelle, de l'autre côté le monde beau qui la lave de son appartenance au monde sale".

Comment ce schéma nous permet-il d'expliquer en profondeur le comportement des mal-logés les plus démunis que nous étudions en ce moment ?

2.3.2. Un exemple d'identification-repli dans le milieu : le cas de Monsieur D. - célibataire

C'est bien contre ces "forces aveugles" personnifiées dans un ON ou un ILS ou un CA tout-puissants qu'essaye de lutter - mais au prix de quelles difficultés - ce célibataire d'une cinquantaine d'années vivant dans une baraque en bois où il s'est réfugié à la suite d'une première expulsion remontant à plusieurs années.

Voici en quelques lignes le cas dont il s'agit. Né en 1922 il est allé à l'école jusqu'à l'âge de 14 ans. Il occupe actuellement un emploi de jardinier. Il a fait la guerre de 39/45 et est resté prisonnier pendant sept ans.

Avant de loger dans la maison où nous l'avons vu, il occupait un pavillon de banlieue où il vivait avec son père. Après la mort de celui-ci il a été expulsé et est allé habiter quelques centaines de mètres plus haut dans une maison en bois où vivait sa grand'mère décédée depuis lors. Il risque d'être prochainement l'objet d'une seconde expulsion qui, cette fois-ci, le conduirait très certainement dans un H.L.M. ce à quoi il ne peut se résoudre de toute la force de son être.

En effet quand on lui demande ce qui lui plaît dans sa maison, les coins qu'il préfère etc... il répond : "Oh ! nulle part. Partout, moi j'suis chez moi. J'ai mes problèmes. Il n'y a pas de coins préférés.."
Puis quelques temps après, l'enquêteur essayant de lui faire prendre conscience de sa situation présente, de sa vie, il réplique tout simplement : "hé oui, vous voyez bien, JE SUIS LA".

Son logement est situé à la limite d'une zone d'H.L.M. et d'une zone pavillonnaire. Une haie d'arbres entoure sa propriété. De part et d'autre de la maison principale se trouve des petites baraques en bois qui lui servent de dépendance et d'atelier de travail. Au milieu d'une cour-jardin se trouve un mât au sommet duquel est installé un petit avion en bois faisant office de girouette : "Et monté sur roulements à billes" ! nous fait-il remarquer avec une pointe d'humour profondément mélancolique. A elle seule cette simple réflexion dévoile tout le tragique de cette situation et le mot ne nous paraît pas trop fort.

Ce mal-logé, comme les sous-prolétaires de Vercauteren, cherche à nier sa situation réelle, son état de personne menacée par les transformations urbaines. Aussi, comme d'autres mal-logés, il se replie dans cette identification-refuge définie ci-dessus.

C'est tout d'abord une impression de fatalité, d'être guidé par un destin aveugle. Ecoutons plutôt cet homme qui, après nous avoir fixé rendez-vous un ou deux jours auparavant, à tout d'abord failli refuser l'interview : "Non, non je ne veux pas de ça... A quoi ça sert tout ça ? Qu'est-ce que ça va m'apporter ? Et puis est-ce que cela ne va pas me retomber dessus ? Qui sait, on sait jamais". Aussi nous a-t-il reconduit à l'entrée de sa propriété où discutaient des jeunes gens du quartier qu'il connaissait bien. Puis, au bout d'un moment d'une conversation d'ailleurs très sereine, il s'est ravisé en disant : "Et puis venez... quand même" :

H. "Bon qu'est-ce que vous voulez au juste ?

E. (1) .. que nous parlions un petit peu de votre logement actuel.

H. Ben c'est ici, oui...

Je suis venu ici avec mon père... alors comme ici, sur le qui-vive qu'on sait pas sur quel pied danser, qu'on va, plus ou moins, un jour être exproprié. D'après les plans qu'on a vu j'ai été obligé de faire une demande, une demande de logement.

... Oui toujours pareil : on peut plus rien faire quoi, on est sur le qui-vive. Y en a un qui dit qu'une route va passer derrière. Il n'y a que si je saute....

(1) E : Enquêteur

Donc une insécurité mêlée de résignation, de désespoir : "on est obligé"... qui l'empêche de voir, de discerner l'enchaînement des causes à l'origine de sa première expropriation et de la deuxième largement prévisible. (Il faut dire que pareille situation ne doit pas se rencontrer souvent). Or c'est précisément ce manque de discernement, de clairvoyance ou encore, de pouvoir séparateur entre deux ou plusieurs situations qui constitue un des aspects de la cécité culturelle (cf. page 48).

Ainsi la construction d'immeubles collectifs est perçue comme un fait en soi, plus exactement comme l'expression d'un pouvoir aveugle, dont on ignore les vrais mobiles :

H. "Puisqu'ils foutent tout en l'air, les pavillons on n'en veut plus, alors ...! C'est ça c'est une mentalité qu'ils ont de faire une ville neuve quoi ! Tout le vieux V. ils le démolissent... Il y a tous les bâtiments en l'air. Il y a même des beaux pavillons qui sont en meulière, ils vont être liquidés aussi... Oui, oui, pour faire du nouveau, du nouveau. Il y en a un qui va être démolli..."

Donc de grandes difficultés à opérer la moindre distanciation à l'égard de sa propre situation.

Mais il y a plus. Comme le souligne Vercauteren "la violence de la tentative d'éliminer du champ de la conscience le constat d'échec, va se traduire dans la violence de la critique contre les personifications du destin, des forces mauvaises". Dans le cas présent ce célibataire s'en prend à "ces Messieurs" qui décident, comme les petits commerçants déjà cités en voulaient à l'Etat, responsable de tous leurs maux :

H. "... Enfin on n'y peut rien (toujours la résignation qui réapparaît) c'est ces Messieurs qui décident, ça construit comme ça veut"

E. "Vous trouvez" ?

H. "Oui, c'est eux qui ont le pognon, c'est eux qui font tout. Alors"!

E. "Vous trouvez qu'on peut rien faire contre ça" ?

H. "Ah ! c'est difficile, contre la finance. Qu'est-ce que vous voulez faire : faut vraiment être un richard pour attaquer. Et encore quand vous perdez...."

Et plus loin il répond ainsi à la question de l'enquêteur lui demandant s'il souhaite rester ici :

"Ben ! si on pouvait oui, mais on n'y restera pas, ça, les promoteurs ils ont envie de transformer tout. A coup de crayon ils disent : "Allez, on passe là..."

Assurément la situation est bien loin d'être aussi dramatique que celle des Noirs de Harlem par exemple. Aucune comparaison. Mais le problème n'est pas là. Il s'agit tout simplement de montrer que, dans un cas comme dans l'autre, ce sont les mêmes processus qui guident le comportement des individus.

Ejecté de la société, incapable de comprendre les tenants et les aboutissants de la situation, comment ce célibataire va-t-il tenter d'y échapper ?

En s'identifiant aux jeunes adolescents des H.L.M. environnants qui viennent chez lui réparer leurs vélos ou leurs mobylettes, ou jouer de la guitare dans le sous-sol en dur de cette baraque. Ils ont même été jusqu'à fabriquer deux guitares et une mandoline. Ce cas est très suggestif et il vaut la peine de s'y arrêter quelques instants encore pour bien voir à l'oeuvre cette fausse identification sécurisante masque protecteur de la véritable identification à la situation de mal-logés qui ne peuvent rien pour changer leur sort.

Comme les jeunes rejetés de chez eux parce qu'ils font trop de bruit, rejetés des cages d'escalier, entrées et corridors "parce qu'ils salissent tout", quand ce n'est pas des parkings où, paraît-il, ils détériorent les voitures, cet ex-cantonnier municipal, passé depuis au grade de jardinier, se sent, lui aussi, exclu de la société. Mais comme il ne peut soutenir cette vision trop dure, trop aliénante, il va tenter de se rapprocher des jeunes subissant le même sort que lui. Il va s'identifier à eux, à leur situation :

H. "Les jeunes ils savent plus quoi faire dans les bâtiments comme ça. Ils se réunissent où ? Sur les paliers ou alors en bas ?

Bien souvent c'est parce qu'ils ne savent pas quoi faire non plus. On leur défend çà. On leur défend de mettre leurs vélos à la cave. On leur défend de faire n'importe quoi en bas. Ben ils se regroupent. Ils vont faire des vacheries quoi..."

E. "... Et là vous êtes en relation avec ces jeunes là" ?

H. "Et ben oui, depuis que je les connais ils ont toujours été là... Ben ils ont une mobylette à réparer, un vélo à réparer, ils viennent tout le temps me trouver. Ils peuvent pas aller dans la cave ils se feraient engueuler. Alors" !

Puis il explique l'origine de ces premiers contacts : le petit garçon qui avait cassé sa chaîne de bicyclette et qui ne savait pas comment s'y prendre pour la réparer, les jeunes qui, les soirs de pluie, cherchaient un local pour jouer de la guitare. Après quoi il raconte très rapidement, car son inquiétude ne lui permet pas de "faire des discours", le développement du groupe de jeunes qui en est, dit-il "à sa deuxième génération" les démêlés de la vie de groupe : les bons et les mauvais, les forts en gueule et les autres, les ruptures et les retrouvailles.

Mais ce qu'il y a de plus significatif dans son comportement et celui des jeunes c'est cette spontanéité, cette liberté des uns et des autres :

E. "C'est la maison des jeunes ici, n'est-ce pas" ?

H. "Non, oui et non quoi, parce qu'ils ne sont pas obligés de venir, si ils veulent, si ils veulent pas. On leur demande pas de carte pour rentrer. Il y avait des foyers de jeunes ici, ils ont tout démoli alors".

H. "... Oh ! dès que je suis réveillé, c'est rare quand il n'y en a pas un qui vient me demander un outil. Hein ...! Et le soir c'est pareil, il y en a qui vous porte du boulot. Vous voyez bien... Oh ! ils ont toujours besoin de moi, mais je sais pas ce qu'ils disent. Ils me l'ont jamais dit (rires). Et quand je gueule un peu il y en a qui se débîne. Et puis il revient le lendemain... Si des fois ils font des courses, quand j'en ai besoin ils vont me faire des courses..

Les jeunes sont rejetés et lui a peur d'être "balayé". Tous deux communiquent dans une même identification-refuge qui leur évite de regarder droit devant eux la vie qui leur est faite. Il y a même une double identification. Centripète d'une part où le sujet identifie sa personne propre à une autre. Dans le cas présent ce célibataire se voit dans les jeunes, comme les jeunes. Il superpose sa conscience à celle des autres au point qu'elle s'y confond. Comme eux il se perçoit isolé, sans pouvoir réel et exclu d'un monde qui ne veut ni des jeunes ni des mal-logés. Centrifuge d'autre part. Dans ce cas le sujet identifie l'autre à sa personne propre. Ce célibataire pense que ces jeunes adhèrent à ce qu'il est, à ce qu'il pense au point de se substituer à lui en quelque sorte.

Cette identification réciproque aboutit en définitive à la formation d'un "Nous", d'un embryon de communauté où les uns et les autres se réfugient pour ne plus voir la réalité c'est-à-dire ce monde qui exclut.

Puisque apparemment il y a constitution d'un groupe spontané, relativement stable ("2ème génération" de jeunes), aidant effectivement les jeunes dans leur vie quotidienne et leurs loisirs, il faudrait en conclure que ce repli sur le milieu n'est au fond, pas si négatif qu'on veut bien le dire. Aussi on pourrait se demander si ce groupe primaire informel ne représente pas une base, plus ou moins solide certes, sur laquelle un commencement de vie sociale peut prendre appui.

Assurément cette remarque est exacte. Mais pour que ce petit groupe spontané perdure, surtout pour qu'il ait quelque chance de résister à la seconde vague d'urbanisation, il est indispensable que les membres de ce petit noyau prennent conscience du mouvement d'identification qui les unit. Ils sont proches les uns des autres certes, mais le principe même qui les fait se rencontrer leur demeure caché, inconscient.

Si donc, dans le cadre d'une amélioration du sort des mal-logés - car c'est bien cela que visent chercheurs et hommes d'action - on désire agir efficacement c'est-à-dire respecter de tels équilibres sociologiques, à l'instar des équilibres écologiques, il faudra faire en sorte que ces groupes, ces gens, peu importe, parviennent à prendre conscience du lien fondamental qui les unit. Tant que cette émergence de l'inconscient au conscient n'aura pas lieu ils continueront à vivre leur situation comme un refuge et un repli sur leur milieu dont ils savent bien qu'ils ne peuvent sortir.

Ce qui veut dire que si on veut susciter un "déblocage" de semblables situations il est indispensable que la société globale produise ou crée des conditions susceptibles de préserver et de faciliter l'émergence de tels équilibres psycho-sociologiques. D'ailleurs Vercauteren ne dit pas autre chose dans ses conclusions générales sur lesquelles

nous aurons l'occasion de revenir ultérieurement. En insistant sur ce point nous voulions simplement montrer l'importance que revêt l'élucidation de ces processus psycho-sociologiques situés à l'origine de la dynamique sociale pour comprendre et agir sur le comportement des mal-logés, sur les causes du mauvais logement. Nous n'en dirons pas davantage pour l'instant nous réservant d'y revenir en d'autres pages.

2.3.3. Le refus de l'échec projeté dans le rêve

Dans le cas précédent le refus de l'identification à l'échec était projeté sur des puissances hostiles, dans le cas présent "le même refus va déclencher un mouvement inverse. La fonction du rêve... vise à faire croire à l'appartenance au monde duquel le sous-prolétaire est rejeté".

"J'ai passé une nuit horrible. J'ai rêvé que j'habitais dans une maison convenable, j'avais une salle de bains, une cuisine, un office et même une chambre de bonne. C'était l'anniversaire de ma fille Véra. J'allais lui acheter les petites casseroles qu'elle me réclame depuis longtemps. Je me suis assise à table pour manger. La nappe était blanche comme un lis. Je mangeais du beefsteack quand je me suis réveillée. Quelle réalité amère ! Je n'habitais pas dans la ville. J'étais dans la favela. Dans la gadoue, sur les rives du Tietê. Et avec seulement neuf cruzeiros".

Tel est le rêve (nous n'en avons rapporté qu'une petite partie) que fait Carolina de Jésus. Mais les mal-logés étudiés dans ce chapitre ont aussi des visions analogues bien qu'infiniment moins pénibles.

C'est la femme du ménage vivant en Cité de transit (cf. 2.2.2) qui parle :

"Ah ! moi je voulais une cuisine... je veux une belle cuisine, je veux des éléments, je serais exigeante mais je veux une belle cuisine... Mais c'est une cuisine pour moi qui compte le plus : une belle cuisine d'avoir des éléments..."

... Je veux une belle salle de bains, aussi j'ai oublié de vous dire, je voudrais bien une belle salle de bains, une belle baignoire, une grande baignoire... Oui, j'aimerais. Je le vois chez les autres, et quand je le vois chez les autres, j'avoue que ça me tente... avec un sèche-linge électrique....

"Oh ! ben des choses simples parce que j'ai pas des goûts extraordinaires, des trucs simples... tout ce qu'il y a de plus simple, mais que ce soit joli, voyez : que ça rende bien, quelque chose qui ressorte par exemple des beaux carreaux dans une salle de bains, moi je trouve ça joli une belle salle de bains tout en carrelage!"

"Autrement les meubles. Le jour où on changera de salle de séjour on veut prendre du teck, on aime bien le teck, je trouve que c'est joli..."

... Les chambres... des beaux rideaux par exemple des beaux double rideaux, des choses qui ressortent quoi..."

C'est bien certain. Il ne peut s'agir dans ce dernier cas que d'un rêve éveillé. Le contraste est en effet très grand entre ce qu'ils sont (cf. 2.2.2) et ce dont ils rêvent. Cela leur sert donc de refuge, face à une situation difficilement supportable. Ils pourraient effectivement transformer présentement leur appartement pour le rendre mieux habitable mais ne le font pas. De plus on connaît leurs refus des H.L.M. offertes. Il y a donc bien un hiatus profond entre la réalité vécue et la réalité rêvée.

Semblable comportement se retrouve chez ce jeune ménage dont nous avons longuement décrit le cas au cours du chapitre 1 (cf. 3.2.1. page)

Le mauvais logement, humide, froid, petit, cher où ils doivent, en plus de tout cela, supporter un propriétaire qui refuse que son fils joue avec leur fille, les empêche d'exprimer ouvertement leur moi social. Pour elle ce logement fait revivre dans son esprit l'époque où elle était enceinte de sa deuxième fille non-désirée. Pour lui il constitue une sorte de tare sociale. Aussi craint-il d'être assimilé à un chômeur, ou à un fainéant, sans compter qu'il n'ose inviter personne chez lui pas plus parents qu'amis et a fortiori collègues de travail.

Pour arriver à supporter l'angoisse provoquée par une situation sans issue, d'autant plus qu'il semble avoir quelques difficultés professionnelles, il va chercher à rêver à un métier qu'il espère bien trouver en Bretagne sa terre natale, et à de beaux meubles symbolisés notamment par une belle salle à manger dont la possession constitue pour lui le symbole de la réussite sociale.

A un métier :

"L'ambiance n'est pas la même et puis on vit là-bas alors qu'ici on ne vit pas... malgré tout on peut toujours trouver quelque chose et puis essayer de s'améliorer tandis que par ici non... en Bretagne, je sais pas moi, vous pouvez trouver quand même je sais pas moi un petit jardin, tout ce que vous voulez quoi, vous pouvez trouver des distractions ici, vous n'en avez pas, ici vous pouvez trouver distractions mais il faut avoir de l'argent plein les poches... je me demande si, parfois, tout en étant en Bretagne je ne serais pas plus riche qu'ici... T'as pas besoin de travailler là-bas on vit pour rien ...!"

Après avoir tant rêvé, tant nié une réalité bretonne qu'il ne connaît que trop bien pour avoir échoué dans ses tentatives de recherche d'emploi, ne devait-il pas s'interroger sur lui-même et dire comme Manuel Sanchez : "Je sais que je veux être constructif, je devrai lutter contre moi-même. Avant tout je dois gagner la bataille contre moi-même" (p. 98).

A de beaux meubles :

La seule table qu'ils possèdent, une table de cuisine en Formica, constitue le signe visible de leur existence niée, bafouée, de leur échec.

"Ah ! mais on se débrouille bien" (pour vivre ici) dit le mari. A quoi sa femme ajoute : "la table n'est pas bien grande mais on en a plus vite fait le tour"...! Elle continue en soulignant l'étroitesse de leur logement ainsi que l'impossibilité de faire et même de rendre des invitations pour revenir, une fois de plus, à cette même table, symbole de leurs difficultés : "Même la table, la table c'est une table de cuisine c'est pas une table normale, une table normale elle est beaucoup plus grande que ça".

Obstacle à ses désirs, la table va être transformée en de beaux meubles de salle à manger qu'on achètera le jour où on sera en H.L.M. Pour le mari la salle à manger constitue le signe visible où il pourra arriver à s'exprimer socialement. Mais plus qu'un simple symbole de réussite sociale, cette évocation de beaux meubles est un prétexte idéal pour rêver à ce qu'on ne peut atteindre ou qui, demeure difficilement atteignable. N'est-ce pas lui qui disait, comme nous l'avons souligné en 3.2.1., "j'aurais demandé à vouloir.."

3 - CONCLUSIONS PARTIELLES

Au début de ce chapitre nous nous posons la question suivante :

"Comment se fait-il que les mal-logés présentant des tendances asociales et vivant dans des quartiers insalubres ne parviennent pas à formuler leur demande d'existence ou de reconnaissance sociale ? Pourquoi telle ou telle famille, particulièrement mal-logée, a-t-elle passé la quasi totalité de son existence dans le même logement, si toutefois on peut appeler cela un logement ?

Nous appuyant sur les analyses de Vercauteren à propos des sous-prolétaires, nous avons tenté de faire certains rapprochements. S'ils ne peuvent s'en sortir c'est parce qu'ils sont isolés, repliés sur eux-mêmes, sur leur propre milieu qui leur fournit un statut fictif justifiant leur incapacité et, par là, leur permettant de nier leur échec en l'occurrence leurs mauvaises conditions de logement.

Approfondissant ce processus d'isolement, d'absence de "ressort", nous avons vu à l'aide de la notion de "cécité culturelle", comment ils se trouvaient "piégés" par leur propre milieu qu'ils nient en s'y réfugiant ou en rêvant à l'aide des représentations fournies par la société excluante (jeu d'identification-repli sur le milieu et d'identification-fuite dans le rêve).

Il résulte de tout ceci que les mal-logés ne peuvent s'en "sortir" tant que l'ensemble du milieu ne se transforme pas corrélativement et tant que la société globale ne crée pas les conditions indispensables pour faciliter ce "déblocage", l'équivalent de ce qui, pour le sous-prolétaire, serait une prise de conscience révolutionnaire. Par là nous retrouvons le rôle des facteurs économiques dans la production des mauvais logements. Mais nous aurons à revenir sur ce point dans nos conclusions générales.

Ces conclusions rejoignent, en fait, celles de psychanalystes comme A. Misterlich ou E. Fromm bien qu'elles concernent des populations différentes. Pour que l'individu développe de manière réelle son autonomie personnelle il faut d'une part, que les conditions d'habitat favorisent cette autonomie du moi et, d'autre part, que se créent, à différents niveaux de la société, des petits noyaux, seuls capables dans le cas des mal-logés sociaux notamment et des habitants de quartiers insalubres, de provoquer la première étincelle capable de déclencher une dynamique sociale.

Si on désire que l'individu parvienne à une certaine autonomie du Moi, il faut qu'il ait la possibilité "d'établir des relations d'objet c'est-à-dire des relations durables avec les hommes et les choses. Ce sont celles-ci qui donnent à l'environnement et, par feed-back, à l'homme lui-même une véritable permanence. De bonnes relations d'objet renforcent mon identité c'est-à-dire le sentiment que j'ai d'être, non un étranger à moi-même, mais un être qui m'est devenu familier". Or c'est précisément ce que nous avons rencontré chez ces mal-logés tel ce célibataire qui en est à sa deuxième expulsion ou encore ce ménage vivant en cité de transit pour ne pas citer les autres, ceux déjà étudiés, mais aussi ceux qui feront l'objet du chapitre trois.

Par ailleurs, il est indispensable si on veut que ces populations marginales sortent de leur marginalité de créer des conditions telles que puissent apparaître des petits groupes, "des petits noyaux primaires de communication affective" selon l'expression de A. Misterlich, qui serait un des éléments moteurs de cette dynamique sociale. Ce que dit ce dernier autour des quartiers neufs ou des futurs ensembles immobiliers, petits ou grands, nous paraît tout à fait applicable aux mal-logés quelqu'ils soient : "Plaider pour le rétablissement des contacts dans les quartiers encore à créer, c'est plaider pour une refonte du milieu social, pour le rétablissement d'un processus social où l'opinion publique se crée à partir de petites unités fondamentales. A l'intérieur des divers niveaux de l'opinion publique, ce réseau de petites unités sociales ambivalentes mais reposant sur une expérience affective de tous les instants est irremplaçable..." Il faut, poursuit-il encore, rechercher les modalités par lesquelles de petits noyaux primaires de communication affective se constituent et subsistent, ouvrant ainsi la voie à un système de communications plus denses et plus variées". C'est pourquoi nous avons beaucoup insisté sur le petit groupe formé par ce célibataire et les jeunes adolescents habitant les H.L.M. voisines. A notre avis c'est en empêchant la disparition de ces petites unités et, si possible, comme nous l'avons montré, en favorisant leur développement qu'on peut provoquer un certain changement social.

Mais il ne faut pas oublier - sous peine de voir ces efforts réduits à néant - de replacer ces phénomènes dans un contexte socio-économique bien précis avec lequel ils sont en interdépendance. C'est d'ailleurs ce qu'à fait Vercauteren en replaçant l'idéal-type du sous-prolétaire dans le cadre des théories de Marx sur le sous-prolétariat "armée de réserve" et plus précisément, en fonction du "Mode de production capitaliste". C'est probablement le travers dans lequel tombe des auteurs comme A. Misterlich.

Avec sa notion de convivialité I. Illich dit finalement des choses analogues. Il la définit comme "des rapports autonomes et créateurs entre les personnes d'une part et des rapports entre les personnes et leur environnement d'autre part. Ceci s'oppose à la réponse conditionnée et efficace des personnes aux exigences de leur entourage et de leur cadre de vie. Je considère que la convivialité c'est la liberté individuelle réalisée dans une interdépendance mutuelle et personnelle et ayant, comme telle, une valeur éthique intrinsèque"(1)

Certes on peut adresser de très nombreuses critiques à cet auteur et souvent de façon justifiée, mais il n'en demeure pas moins exact que ses intuitions fondamentales, qui d'ailleurs demanderaient à être explicitées, nous paraissent exactes. Elles rejoignent l'expérience personnelle de bien des travailleurs sociaux, celle de spécialistes du sous-développement, et surtout les mouvements actuels gravitant autour de l'analyse Institutionnelle. Comme le dit encore I. Illich dans le même article il faut "permettre aux individus et à des équipes éphémères d'associés de recréer constamment leur environnement avec une liberté dont on n'avait pas rêvé encore et une possibilité d'expression personnelle jusque-là impensable".

Telles sont les premières réflexions que nous suggèrent les analyses ci-dessus. Nous aurons l'occasion de les expliciter davantage dans la conclusion générale en esquissant un rapprochement avec certains aspects de l'antipsy-chiatrie.

(1) I. Illich - Esprit n° 12 - Mars 1972.

CHAPITRE III

LE LOGEMENT LIEU POSSIBLE
DE
RECONNAISSANCE SOCIALE

Dans le chapitre 2 nous avons examiné le cas de ces mal-logés pris dans une sorte de "spirale" du sous-développement dont ils ne peuvent sortir, à l'instar de sous-prolétaires. (Le milieu comme "miroir aux alouettes" ou comme piège).

Mais à côté de ce premier groupe de familles très mal-logées, nous avons laissé entrevoir, à de nombreuses reprises, l'existence d'une autre catégorie mieux logée et socialement plus hardie.

La question qui se pose et qui fera l'objet de ce troisième et dernier chapitre sera donc la suivante : En quoi ce dernier groupe se différencie-t-il du précédent, plus précisément, pour quelles raisons arrive-t-il à opérer cette distanciation sociale, cette relativisation que les autres n'ont jamais pu atteindre n'ayant, comme le dit Vercauteren au sujet des sous-prolétaires, "qu'une conscience allusive de leur situation" ?

J. Labbens opère une distinction analogue à propos des habitants des bidonvilles objets de ses différentes études (1) lorsqu'il constate que "certains ménages de nos secteurs paraissent bien au-dessus de leur condition actuelle ; on a l'impression qu'ils peuvent aspirer à une situation meilleure et qu'ils y arriveront pourvu que l'étroitesse du logement n'ait pas, à la longue, raison de leur équilibre".

Ce désir présumé de reconnaissance sociale se retrouve à travers les comportements et attitudes de ces mal-logés dans la recherche d'un logement correspondant davantage à leurs aspirations d'une part et à travers leurs représentations sociales du H.L.M. d'autre part.

C'est donc en décrivant ces attitudes et ces comportements que nous allons découvrir tout ce qui les différencie des mal-logés aux tendances asociales. Nous y verrons à l'oeuvre ce processus de "lucidité culturelle" opposé à celui déjà étudié de "cécité culturelle".

Une fois en possession de ces éléments nous serons en mesure de mieux distinguer ce qui les oppose aux mal-logés du chapitre 2. Nous démontrerons qu'ils sont capables de prévision et de calcul rationnel, qu'ils ne sont pas prisonniers, comme les sous-prolétaires, d'un statut fictif qui leur donne l'illusion d'appartenir à la société industrielle et organisée, et enfin qu'ils ne sont pas victimes de ce double-jeu d'identification-repli sur le milieu et d'identification fictive à la société qui, par ailleurs, les exclut.

Mais avant d'analyser, puis d'expliquer, leurs comportements par comparaison aux précédents, il nous faut rapidement décrire quelques unes de leurs caractéristiques socio-économiques.

1 - QUI SONT-ILS ?

Sur le plan économique il s'agit de ménages dont les revenus mensuels oscillent entre 1 000 à 2 000 francs par mois lorsqu'un seul revenu entre au foyer. S'il y en a deux, ce chiffre s'élève, grosso modo, entre 2 000 à 3 000 francs au grand maximum.

(1) Cf. J. Labbens - ouvrage cité.

Parmi les emplois occupés par les chefs de famille interrogés, nous trouvons : électricien, gardien d'école, maçon, chauffeur-élagueur, boiseur, bitumeur, o.s.

Le chômage n'a, semble-t-il, pas fait son apparition dans ces foyers soit en raison de leur jeunesse soit parce qu'ils occupent de bon "jobs".

Les quelques femmes qui travaillent exercent les professions de : mécanographe, employée de bureau, vendeuse, gardienne, o.s.

Il s'agit donc bien de métiers mieux qualifiés que ceux auxquels s'adonnaient les autres mal-logés.

Tout ceci contribue donc fortement, comme nous aurons l'occasion de le prouver, à développer leurs capacités de prévision et de gestion rationnelles du ménage contrairement à l'imprévision des précédents.

A ce tableau très rapide qui, tout compte fait, ne constitue qu'une indication de tendance - dans le cadre d'une étude quantitative - cette description devrait être soigneusement complétée - il faut ajouter que certains d'entre eux sont plus ou moins engagés sur le plan social voire sur le plan politique. Ce seul trait les situe d'emblée à l'opposé des mal-logés asociaux.

Ce premier coup d'oeil, plutôt hâtif, nous permet de les situer mentalement et donc, de mieux comprendre leurs comportements et leurs attitudes qui vont faire l'objet des paragraphes suivants.

2 - LA RECHERCHE D'UN LOGEMENT MEILLEUR COMME EXPRESSION D'UNE DEMANDE DE RECONNAISSANCE SOCIALE

A force de ruminer leurs difficultés occasionnées par leurs mauvais logements et par leurs recherches d'un logement meilleur, ces mal-logés, comme les petits commerçants déjà cités, sont inévitablement conduits à se comparer à d'autres personnes appartenant à des couches sociales différentes de la leur.

Or, ces comparaisons qui n'ont rien d'un caractère factice ou intellectuel sont précisément l'occasion pour l'individu de découvrir, qu'il se trouve, ou risque de se trouver, sur le même plan que telle ou telle personne appartenant à une catégorie sociale considérée par lui comme inférieure à la sienne : immigrés, autres français mal-logés présentant des tendances asociales: les "fainéants" et "les bons à rien" comme ils disent souvent.

Inversement, il peut être amené à se situer, face à une couche sociale objet de ses aspirations, mais qu'il ne peut atteindre en raison même de son mauvais logement, handicap le plus certain dans sa recherche d'une véritable identité sociale.

2.1. Le pressentiment d'être écarté de leur groupe social

2.1.1. A la limite de réactions racistes

Comme on va le voir il ne s'agit de racisme qu'à condition de se limiter à une lecture superficielle. Néanmoins nous conservons cette épithète car elle traduit bien une tendance à l'exclusion sociale.

Il s'agit d'un ménage vivant maritalement. Lui, 40 ans environ est électricien. Son passe-temps : la musique et, en particulier, l'orgue. Notons qu'il a acquis depuis quelques mois un jardin potager où il cultive l'essentiel des légumes consommés par le ménage. De condition modeste, il est allé jusqu'au niveau du baccalauréat mais n'a pu le passer. Il a dû aller travailler pour aider financièrement ses parents. Elle, plus jeune que lui, occupe un emploi de dactylo. Elle travaille dans un des multiples bureaux du 8ème arrondissement de Paris. Ils ont deux enfants : une fille d'environ 13 ans et un garçon d'une dizaine d'années.

Après bien des vicissitudes dans la recherche de son logement : vie dans un hôtel meublé, démêlés avec le propriétaire actuel de son logement et l'agence immobilière : reprise de 1 000 francs nouveaux, donnée de la main à la main etc... il s'est enfin installé dans ce petit 4 pièces faisant partie d'un ensemble de 7 ou 8 logements mitoyens. Ce logement est ainsi disposé : deux pièces : salle de séjour et chambre sont situées au rez-de-chaussée, et deux chambres en haut.

Mais quelque temps après l'installation dans ce logement il a appris que le propriétaire avait entrepris des démarches pour le faire expulser (1). D'où sa colère et, évidemment, l'arrêt immédiat des travaux d'aménagement et surtout de réfection qu'il a dû entreprendre en raison du très mauvais état dans lequel le propriétaire précédent l'avait laissé.

Pour clore cette description, mentionnons que le loyer est de 500,00 F par mois ce qui représente un peu moins du quart du revenu familial mensuel qui est de 2 400 F environ. Ils ne perçoivent pas les allocations familiales, leur situation matrimoniale n'étant pas régularisée.

Face à cette menace d'expulsion, il s'est fait inscrire sur la liste d'attente des H.L.M. Or c'est précisément à l'occasion d'une visite effectuée au service municipal qu'il est amené à comparer sa situation sociale - en l'occurrence son état d'expulsé probable - à celle d'autres personnes appartenant à des catégories sociales considérées comme "inférieures" à la sienne, ce qui ne veut pas dire qu'il les méprise. Quoiqu'il en soit, il semblerait qu'il y ait dans son attitude quelques traces de racisme si du moins on se fie à certaines de ses déclarations :

"Moi j'ai fait ma demande à la Mairie. Tous les pavillons qu'on a trouvé c'est 70, 80 000 francs par mois. Je gagne 146 000. Comment voulez-vous que j'y arrive ? Ce n'est pas possible. Alors, je suis en

(1) Nous n'entrerons pas dans les détails juridiques de cette situation.

attente. Alors il y a un problème qui n'est pas mauvais. J'ai été avec ma fille à l'Office d'H.L.M. c'est... J'suis pas raciste hein, les portugais, eux, on leur retient leur logement par exemple. Voyez la dame des H.L.M. a dit : "Monsieur, je me rappelle pas le nom, un nom portugais, bon pour le moment vous avez un pavillon, mais quand vous voudrez un H.L.M. vous l'aurez, vous avez qu'à nous téléphoner. Et moi, qui suis expulsé avec deux enfants et seul en plus, moi, elle me fait patienter. Et je suis français, c'est peut-être le malheur hein...!

... C'est ce que j'ai entendu avec ma fille... il (le portugais) a dit à la dame : "Ecoutez, le jour où ça me plairait pas est-ce que je pourrais avoir un H.L.M.". La dame lui a dit : "Oui, oui, vous nous téléphonez, vous aurez votre H.L.M.". Et moi, expulsé. Je vous dis ça va faire un an que je suis en attente".

A s'en tenir là on pourrait le suspecter d'avoir des sentiments racistes. En fait, dans ce cas comme dans d'autres on ne peut pas porter un diagnostic semblable. En effet on se trouve, dans le cas présent, en face de quelqu'un qui est profondément inséré socialement, comme on le verra à propos de ses représentations à l'égard du H.L.M. Il faudrait plutôt le considérer comme une sorte de militant social, un tantinet rêveur et idéaliste, ne désirant pas autre chose que d'apprendre la musique aux jeunes, et de créer dans ces nouvelles cités des lieux d'échanges : entre enfants, entre adultes et entre enfants et adultes.

Ce qu'il faut retenir dans son comportement ce n'est évidemment pas le fait en lui-même mais la perception que cette personne a de la réalité sociale. Il a découvert, à cette occasion là, que la précarité de sa situation risquait de le faire passer pour un de ces multiples mal-logés : immigrés, familles qui ne savent ou ne peuvent "se débrouiller". Il se voit sur le point d'être exclu de son groupe social ou, du moins, le craint-il. Or il ne peut, lui comme sa femme et ses enfants déjà grands et avertis de ces réalités, tolérer d'être "dépassé" par des gens qu'il ne considère pas du tout comme inférieurs à lui. Il ne porte pas de jugement moral à leur égard car ce n'est, bien sûr, pas de cela qu'il est question. Ses aspirations sociales desquelles découlent ses désirs en matière de logement l'autoriseraient à se placer au-dessus d'eux, ou mieux, en avant d'eux dans l'échelle sociale.

Or la précarité de sa situation à l'égard de son logement lui fait craindre sinon de déchoir socialement, ce qui serait exagéré, du moins de ne pouvoir répondre autant qu'il le voudrait à ses aspirations sociales.

En bref, dans ce cas comme dans ceux que nous allons analyser, derrière la demande d'un logement meilleur se cache un désir plus profond, véri-
table élément moteur de la dynamique sociale, qui n'est autre que celui
d'être reconnu socialement. Or c'est bien à cette visée que les mal-logés aux
tendances asociales ne pouvaient accéder. Ceux-là y parviennent avec
peine. Ceux-ci n'arrivent même pas à entrebâiller une porte derrière
laquelle se trouverait, peut-être, quelque espoir.

2.1.2. Le logement vécu comme un moyen d'insertion sociale

Dans le cas présent comme dans un autre que nous examinerons au paragraphe 3 à propos de la perception du H.L.M. (1), il s'agit d'une famille d'immigrés, martiniquais en l'occurrence, qui cherche activement à s'insérer dans la société française.

Reprenant les classifications employées par les sociologues qui se sont penchés sur les problèmes soulevés par l'assimilation sociale on pourrait considérer cette famille comme "stable et active". Ce type de famille "se caractérise essentiellement par la distance qu'elle prend vis-à-vis des autres immigrants, des autres nouveaux venus" : participation à des organisations politiques nouvelles, adhésion critique aux valeurs sociales, croyance en l'efficacité de l'action concertée, etc... Par comparaison on pourrait dire que la famille Domingos A. évoquée en 3.1.2. et sur laquelle nous reviendrons, pourrait être considérée comme "isolée mais stable". Cette famille martiniquaise est caractérisée par : "sa solidarité interne", la création de relations de voisinage mais pas par l'adhésion à un parti politique ou à un syndicat, le premier point étant de loin le plus important. Nous aurons d'ailleurs l'occasion d'y revenir.

Tout ceci pour dire que le problème du logement de ces gens est à replacer dans ce contexte là. Autrement on comprend fort mal ce qui se trouve derrière leurs actes et leurs paroles.

Dans le cas objet de notre analyse, le logement ou plutôt l'absence d'un bon logement conforme à ses vœux, lui signifie qu'elle n'est pas encore réellement insérée dans le tissu social.

"Ici, dit-elle, je ne suis pas chez moi d'une façon ou d'une autre même si je suis de nationalité française, mais ici je ne suis pas chez moi... Pour les françaises, enfin pas en termes de racisme, parce qu'ils vous considèrent, ils nous considèrent nous, comme, comme des étrangers quoi. Puis ici, ce n'est pas pareil que chez nous, ce n'est pas du tout la même chose, c'est pas une vie, c'est pas la même mentalité, c'est pas la même chose vraiment..."

Par conséquent non seulement elle ne se sent pas vraiment chez elle en raison de l'hostilité larvée et de la méfiance des voisins mais aussi à cause d'un racisme de la part notamment des propriétaires de logement rencontrés à l'occasion de ses multiples recherches de logement.

"Ah ! c'est-à-dire, je n'ai pas encore trouvé, absolument rien. Depuis quatre ans que je cherche, je n'ai pas encore trouvé. Ce n'est pas facile, surtout pour les étrangers. D'ailleurs, maintenant quand vous allez, il suffit d'être noir, on vous dit que la maison est prise..."

(1) cf. aussi chapitre 1 page 24.

D'où son désir de retourner à la Martinique :

"De toutes manières, tôt ou tard, je partirai d'ici. Dès que j'aurai les moyens je partirais d'ici".

Désir qui est exacerbé par les multiples difficultés d'adaptation sociale au mode de vie français et surtout parisien. La nécessité de tout acheter, les complications pour faire garder les enfants, le manque de soleil pour ne pas dire qu'elle se sent enfermée dans la société d'accueil comme elle se sent "bouclée" dans un logement étroit, humide, situé au milieu d'un entourage déplaisant qui vous regarde de travers parce que vous êtes noire et davantage évoluée qu'eux sur le plan culturel. "On ne vit pas ici" dit-elle, on ne vit pas... Il n'y a pas de fêtes, on n'a pas confiance dans les gens, par exemple l'épicier qui ne nous fait pas crédit.

On voit donc, s'il en était encore besoin, qu'en raison d'un certain nombre de conditions sociales meilleures que pour les mal-logés du chapitre 2, il y a possibilité de prendre du recul. Une certaine ouverture sur ceux qui sont autour de vous, au-dessus ou en dessous de vous dans l'échelle sociale rend possible l'émergence de buts précis et d'un "vouloir changer" inexistant par ailleurs.

Nous trouvons un comportement analogue chez ce jeune couple habitant un garage transformé en logement de trois pièces (séjour + cuisine + salle d'eau) et néanmoins insalubre - donc promis à une expulsion prochaine - qui a été conduit à déposer une demande auprès de l'office municipal d'H.L.M.

S'ils l'on fait c'est "à tout hasard" car on leur a demandé s'ils avaient des enfants. A quoi ils ont répondu : "si vous nous donnez un logement on aura des enfants". D'où la réplique : "Ah ! mais pour entrer en H.L.M. il faut avoir des enfants. Or comme vous n'en avez pas..." etc...

Pareille réponse paraît quasiment incompréhensible à ce jeune ménage profondément engagé politiquement. Ils ont quitté leurs études supérieures ou leurs études secondaires pour se faire embaucher comme O.S. dans des usines de la région parisienne. Pour eux en effet "on peut quand même décider lorsqu'on veut des enfants. Le logement d'abord, les enfants après, disent-ils en substance.

Se situer par rapport au logement s'est, en réalité, se poser socialement face à un certain type de société qu'ils rejettent et qu'ils veulent changer profondément. On retrouvera ailleurs d'autres manifestations (cf. attitudes à l'égard des H.L.M.) de cette volonté de transformation sociale.

2.2. Entre la crainte d'être rejeté et l'incertitude de la promotion sociale

Non seulement celui dont nous allons évoquer la situation craint, comme les autres, d'être assimilé à cette catégorie de français incapables de "se trouver un logement" : les fainéants et les bons à rien évoqués au

chapitre 1, mais il n'est pas content de voir "sa place prise par un des membres du groupe de référence dont il se sent relativement proche.

Quelques précisions s'imposent. (1)

Tout d'abord il a l'impression de faire partie de ce groupe de gens "qui ne savent pas y faire" :

"Vous me direz que c'est parce qu'on est bête. Le français par lui-même est bête... Regardez les algériens ou les portugais. Nous on le voit à V. hein ! quand ils ont expropriés les bâtiments qui sont là, dans la rue du Général X, hé ben il y a des portugais et des algériens qui se sont permis de forcer les portes et puis rentrer et s'établir dans le logement. Sans être algérien, mon oncle il l'a fait, il est bien rentré dans un pavillon qui était exproprié, ils l'ont relogé comme ça, il n'y a que comme ça qu'il a trouvé le moyen d'être relogé. Parce que nous on n'a pas le culot de le faire, parce que ces gens-là ont du culot que nous on n'a pas".

Ne pas avoir de logement convenable (ils sont cinq dans deux pièces mansardées), rencontrer d'énormes et insurmontables difficultés pour en trouver un, tendent donc à le rapprocher d'un groupe social auquel il ne veut absolument pas être assimilé.

L'éducation - une bonne éducation - qu'il veut donner à ses enfants : "Les gosses c'est sacré" dit-il, la bonne entente qui règne dans les rapports du couple - chaque soir au retour du travail il embrasse ses enfants et prend l'apéritif avec sa femme, "en amoureux" ajoute-t-il - le poussent à refuser sa situation et à rechercher activement un logement et, tout particulièrement, une H.L.M. Il est d'ailleurs disposé à verser jusqu'à 500,00 F voire 600,00 pour entrer dans une H.L.M., seul logement qui lui permettrait de se "reclasser" socialement. Précisons qu'il ne touche que 1 500 francs par mois non-compris les allocations familiales.

C'est pour toutes ces raisons qu'il proteste vigoureusement contre l'attribution d'une H.L.M. qui, en principe lui était réversée, à un instituteur nommé récemment "dans le coin". Pour cet ouvrier, l'instituteur représente donc, symboliquement du moins, la couche sociale à laquelle il aspire. Comme lui il est ce travailleur honnête qui élève bien ses enfants et qui se tue à la tâche. Pourquoi donc ne bénéficierait-il pas, au même titre que bien d'autres mal-logés, de cette H.L.M. auquel il aspire de tous ses vœux :

"Oui, oui, c'est un H.L.M. on nous l'a refusé. Le Maire, le Maire lui-même qui nous l'a refusé. Ah ! non, non. C'est un instituteur qui rentre dedans ... parce qu'il y avait un instituteur qui n'avait pas de logement, ils le mettaient dedans c'est-à-dire que nous on passe heu !...

(1) Cf. chapitre 2 page 30

Il est donc bien clair qu'à travers son logement il ne recherche pas simplement un toit mais un lieu où pourra se déployer, comme il l'entend son désir profond d'être socialement identifié. Sans logement, sans vrai logement, il a tout simplement l'impression d'être considéré comme "pas grand chose".

Pareille situation, comme bien d'autres rencontrées dans ce deuxième groupe de mal-logés, est susceptible d'être interprétée selon le schéma socio-analytique décrit par G. Mendel dans ses différents ouvrages et repris, récemment, dans un article intitulé : "De la réduction du politique au psychique. (Sur un concept sociopsychanalytique) (1).

Pour cet auteur il y a non-maturation de la dimension du politique parce que l'individu en tant qu'être social reste prisonnier de conduites d'origine infantile que l'organisation de la société tend à perpétuer : "La régression du politique au psychique intervient quand l'appartenance et la conscience de classe ne peuvent être reconnues, quand la classe sociale ne parvient pas à s'organiser, quand les conflits de classe ne peuvent devenir conscients, s'élaborer, et s'exprimer dans un conflit de classes. Ce qui fait la spécificité sociale de chaque individu ne pouvant prendre forme, le niveau sous-jacent, psychique, est utilisé pour exprimer les tensions sociales".

Bien que les concepts de Mendel s'appliquent plus particulièrement aux phénomènes se déroulant à l'intérieur de l'Institution, il nous semble possible de les transposer pour expliquer les comportements du ménage ci-dessus. (2)

Dans ce dernier cas, cela reviendrait à dire que ce père de famille revit, à travers son logement actuel, des états infantiles ce qui, dit l'auteur, l'empêcherait d'accéder à un niveau supérieur : le politique. En effet ce père de famille est orphelin de père et de mère. Pour lui sa famille est donc vécue comme un refuge, comme l'espace principal de protection contre l'adversité. Ce dont témoigne un certain nombre de faits déjà cités : étroites relations du couple, importance considérable attachée à l'éducation des enfants, refus du mari de laisser sa femme prendre un emploi alors que le budget du ménage est très petit, etc... Donc une sorte de repliement sur sa famille et son foyer. (3)

Or, s'il parvenait à dépasser ce stade d'évolution, à prendre conscience, à travers sa situation de mal-logé, des liens qui l'unissent à d'autres défavorisés, et non plus seulement à revivre un conflit antérieur, il entamerait, de ce fait, un processus de désoccultation qui le conduirait probablement à assumer sa part dans la transformation de la société.

(1) cf. G. MENDEL n° 1 de la Revue de Sociopsychanalyse
Psychosociologie... Psychomanipulation ?
Petite bibliothèque Payot.

(2) On pourrait tout aussi bien en faire l'application aux petits commerçants âgés et démunis.

(3) D'une manière plus générale cette réduction du politique au psychique concerne toute relation d'autorité et pas spécialement des enfances difficiles comme ci-dessus.

Certes cette dernière interprétation est pessimiste en ce sens qu'elle montre bien que, même au niveau de ce second groupe, les individus sont prisonniers d'une situation. Il reste cependant que cela n'a rien de comparable avec la dégradation sociale rencontrée précédemment. On peut donc dire que ces mal-logés ont, dans l'ensemble, franchi le seuil fatidique qui fait que, dans un cas, on peut "s'en sortir", et dans l'autre pas. Au delà de cette limite les conditions sociales sont telles qu'elles rendent probables l'émergence de cette possibilité de relativisation. Alors que les mal-logés, proche des sous-prolétaires, ne parvenaient pas à se poser socialement, à considérer leur situation personnelle par rapport à..., eux ont la faculté d'introduire des distances entre leur place et celle d'autres catégories sociales supérieures ou inférieures.

Comme les salariés réguliers opposés par Vercauteren aux sous-prolétaires, la régularité de l'entrée des ressources, le niveau absolu de ces ressources l'absence d'isolement ou de "bargaining-power", la capacité de distanciation, tout cela qui n'existe qu'à l'état larvaire et encore ! chez les mal-logés dits "asociaux", ils le possèdent. D'où un décollage possible. D'où la quasi certitude de ne pas être englués dans un monde mirage, de ne pas être happé par cette spirale du sous-développement, d'avoir quelque espoir d'en sortir. Un jour peut-être ! Nous reviendrons sur ces explications en fin de chapitre une fois analysées leurs attitudes envers les H.L.M.

Ceci étant dit, il n'en demeure pas moins vrai que leur situation peut, dans certains cas, s'avérer fragile. Si les charges de logement représentent un pourcentage élevé du revenu familial et que, par ailleurs, des failles apparaissent dans la vie de la famille (difficultés ou échec professionnels, mésentente des parents, problèmes graves d'éducation des enfants, complications sérieuses de santé, etc...) le ménage risque, de part l'impossibilité de trouver un logement compatible avec leur budget, de tomber dans "l'enfermement" où se trouve les plus mal-logés des mal-logés.

Il reste que cet espoir dont nous avons vu les manifestations à travers le vécu du logement actuel, va en quelque sorte, s'hypertrophier à travers leurs attitudes et leurs images des H.L.M. Ils espèrent bien qu'ils trouveront, par ce biais, l'identité sociale tant recherchée. Mais en sont-ils si sûrs ? Le H.L.M. leur apportera-t-il ce qu'ils souhaitent ? Ce n'est pas certain comme on va l'examiner.

3 - LE H.L.M. : IDENTITE SOCIALE NIEE OU IDENTITE SOCIALE RETROUVEE

En quoi l'attitude et l'image qu'ils ont du H.L.M. sont-elles révélatrices d'une réelle capacité critique propre à ces mal-logés qualifiés de "normaux" uniquement par opposition aux asociaux ou "anormaux" de la catégorie précédente ? En d'autres termes, qu'est-ce qui les démarque des autres mal-logés ?

Pour répondre à cette interrogation nous rappellerons rapidement le comportement des autres mal-logés à l'égard des H.L.M., puis nous verrons en quoi ils se différencient de ces derniers. Le souci de préserver "la petite différence" d'où procède une image du H.L.M. trop noire pour être fidèle à la réalité, joint à la volonté réelle, manifeste, de transformer la société en poussant à une évolution de la conception du H.L.M. par exemple, constitueront les deux principaux thèmes nous permettant d'illustrer et de prouver le profond fossé séparant ces deux populations de mal-logés. Nous serons ainsi conduits à découvrir une aptitude et une volonté de changement social totalement inexistante chez les mal-logés socialement handicapés.

3.1. L'impossible accès au H.L.M.

3.1.1. Le rêve éveillé instrument de négation et non de préfiguration de la réalité sociale

Assurément on rêve au H.L.M. On y rêve d'autant plus qu'on est plus mal logé : "Je m'y vois très bien, dit cette mère de famille dont on a décrit la triste situation en 3.2.1. (Madame J.), je me vois bien en H.L.M. Je serais vraiment contente parce qu'il y a le confort tandis qu'ici vous grelottez, vous êtes obligés de dormir avec vos sous-vêtements. Tandis que dans le H.L.M. après votre travail vous êtes heureux.. vous êtes bien... vous pouvez prendre une douche... vous êtes quand même chez vous. C'est propre. Là on vit. Mais ici c'est pire qu'à la campagne... En H.L.M. t'as la salle de bains, des cabinets chez soi.."

Oui on y rêve. Mais ces rêveries sont en complète contradiction avec le comportement réel du ménage. Il n'a songé à s'inscrire au fichier des mal-logés qu'au dernier moment quand s'annonçait la seconde naissance, c'est-à-dire deux ou trois ans après leur installation dans ce taudis ! Ils s'imaginent être dans le H.L.M., ils s'y transportent en rêve alors que, par ailleurs, tout leur comportement : instabilité professionnelle et désir utopique du mari d'aller travailler en Bretagne, désir de la femme de retourner dans la cité de transit, etc.. révèlent qu'ils ne font rien pour rendre réel et substantiel cet espoir éthéré. Comment le pourraient-ils après tout ce que nous avons dit sur leur incapacité à voir autre chose que leur propre milieu dont ils sont les prisonniers un peu comme les sous-prolétaires, bien que les conditions objectives soient très différentes ? (cf. chap. 2)

3.1.2. Le refus du H.L.M. ou l'impossibilité de sortir de leur milieu

Nous n'insisterons guère sur ce cas, car nous l'avons longuement analysé au cours du chapitre précédent, si ce n'est pour rappeler que leur double refus du H.L.M. est l'expression même de leur incapacité à s'arracher à un milieu qui les fascine. Dans ce milieu ils ont su trouver un refuge un peu comme ces petits commerçants surpris par la très rapide évolution du commerce parce que, précisément, ils s'étaient, au fil des ans et sans s'en rendre compte, repliés sur un micro-milieu qui leur renvoyait une fausse image d'eux-mêmes, une image qui les rassurait en les "piégeant".

3.2. La préservation de "la petite différence"

Pour la plupart de ces mal-logés les H.L.M. sont perçus comme le lieu où l'on risque de perdre cette "petite différence", cette identité sociale à laquelle on aspire à travers la revendication d'un logement correspondant davantage à ses besoins et à ses désirs. Ce qu'ils craignent surtout c'est de se laisser dépouiller peu à peu de ce qui précisément fait leur originalité.

A l'appui de cette thèse nous citerons trois cas. Tout d'abord celui de la famille Domingos A. (cf. chapitre 1 page 16), puis celui d'un ménage, habitant un pavillon depuis de très nombreuses années, et qui se voit contraint, pour des raisons d'héritage, de vendre son pavillon et d'aller habiter dans un H.L.M. étant donné la relative modicité de leurs revenus. Notons au passage qu'ils ont déjà refusé une H.L.M. parce qu'il leur paraissait trop sale et surtout trop abîmé. Celui qu'on leur offre à présent est neuf. Enfin le cas d'un jeune ménage sans enfant, qui, comme le précédent, a toujours vécu en pavillon - du moins le mari - la femme ayant habité dans une H.L.M. Il désirait une H.L.M. mais, n'obtenant pas satisfaction, il a trouvé un petit deux pièces situé dans une grande maison bourgeoise entourée d'un vaste jardin.

3.2.1. La crainte de s'intégrer définitivement à la société d'accueil

Pour ce ménage portugais, s'installer dans une H.L.M. c'est s'exposer à perdre son originalité. Plus précisément, effectuer semblable démarche, à laquelle ils seront inévitablement acculés, reviendrait à accomplir le dernier pas qui les intégrerait définitivement ou presque dans la société française. Or s'il ne s'y refuse pas totalement, il ne tient pas pour autant à "brûler les étapes".

En effet, comme on l'a déjà souligné, cette famille en voie d'assimilation à la société française fait partie du type de famille immigrée "isolée mais stable". "Elle se caractérise par sa solidarité interne ; mais sa participation se limite au groupe auquel elle appartient ; elle s'étend cependant quelquefois à la vie professionnelle. Des relations de voisinage peuvent se créer autour du foyer, du lieu de travail ou de culte, mais elles n'atteignent pas le stade de l'adhésion à un parti ou à un syndicat. Le groupe familial constitue un pôle de continuité au cours du processus d'installation et fait progressivement évoluer son système de valeurs pour s'adapter à la situation nouvelle. Il cherche à s'assurer une certaine sécurité pécuniaire, une ascension sociale modeste, un niveau de vie estimable, un certain enrichissement culturel. Les aspirations de ces familles s'adaptent aux possibilités que leur offre la société nouvelle et elles ne demandent qu'à apprendre quelques-uns des rôles, sinon tous, qui leur permettront d'atteindre leurs buts. Elles tendent à s'identifier avec leur pays d'adoption tout en conservant leurs différences. Mais elles limitent leur curiosité à leurs nécessités immédiates, familiales et économiques, et ne s'attachent guère à découvrir les concepts généraux de la société d'accueil" (1).

Cette famille correspond donc assez bien au profil ci-dessus.

Une forte solidarité unit les membres du groupe familial comme on l'a vu au chapitre 1 (2) à propos de la vie dans la roulotte puis dans la baraque qui lui a succédé. De plus, les parents vivent avant tout pour

(1) Cf. article Assimilation sociale - Encyclopaedia Universalis.

(2) cf. page 15.

leurs enfants. Ainsi quand ils ont été expulsés de la baraque en bois ils ont été contraints d'envoyer leurs enfants au Portugal, chez la mère de l'interviewée, parce qu'ils ne pouvaient pas les garder. Pendant les trois ou quatre années que dura cette longue séparation ils se logèrent petitement et travaillèrent d'arrache-pied. La femme prit un emploi de manoeuvre dans une usine de charcuterie : elle travaillait dans des salles froides éclairées uniquement à la lumière électrique. Cela permis d'économiser pour pouvoir faire revenir leurs enfants du Portugal et mieux se loger.

Ils ont su établir de bonnes relations de voisinage : les enfants sont reçus par certains ménages habitant les pavillons voisins, et réciproquement. De plus, la mère tient beaucoup à la poursuite de ces relations car elle y voit un excellent moyen pour ses filles de s'acclimater à la vie française et parisienne.

Cette attitude reflète donc un attachement à un système de valeurs notamment en ce qui concerne l'éducation de ses trois filles toutes proches de l'adolescence ou déjà parvenues à ce stade. Ainsi nourrit-elle quelques inquiétudes à l'idée d'aller vivre en H.L.M. Il faut dire qu'elle a tout près de chez elle, de l'autre côté de son jardin très exactement, un petit bloc d'H.L.M. qui a mauvaise réputation auprès des habitants de ce quartier pavillonnaire :

"A côté... ils sont venus plusieurs : des algériens, des portugais, des français, tous ensemble, et des noirs et tout ça. C'est toujours la bagarre quand je vois ça je me sens tranquille ici, même que je ne suis pas bien à l'aise. Ils sont sales. Les gosses traînent dans la rue : des petits de deux ans, trois ans. Ça me donne pas beaucoup envie de changer".

"...ça me dégoûte quand je vois ces choses-là : les enfants mal-élevés, personne s'en occupe pas, ils cassent les carreaux..

... Pour que mes filles soient pas malheureuses, je veux pas qu'elles soient comme les autres que je vois traîner là.

"Mes filles sont bien là.... Elles s'amuseent devant la porte... ont des petites copines françaises".

Effectivement comme nous avons pu le constater nous-mêmes lors de l'interview, ses filles paraissent fort bien élevées, très polies, et parlent un français correct pour leur âge.

De ce fait, elle est soucieuse non seulement de leur donner une éducation sérieuse, mais encore elle souhaite une ascension sociale, modeste certes, mais supérieure à la sienne. Et d'abord et surtout qu'elles ne connaissent pas la misère qu'elle-même a connu au Portugal et surtout en France pendant ses premières années :

"Je veux qui vivent bien... qu'elles ne connaissent pas la misère... je veux qu'ils (les enfants) n'aient rien à nous reprocher".

Ce long détour était donc indispensable pour comprendre ses craintes du H.L.M., où elle a peur d'y laisser cette solidarité familiale, ses relations de voisinage agréables, ainsi que certaines valeurs auxquelles elle tient beaucoup. Bien sûr il n'est pas du tout certain que son pronostic pessimiste se réalise. Mais cela est un autre problème. Ce qui est sûr en tout cas c'est que, pour l'instant, elle n'a guère envie d'aller y habiter. Et pourtant nous avons vu au chapitre 1 qu'elle était très petitement logée (cf. page 19).

N'est-ce pas d'ailleurs ce qu'elle exprime lorsqu'elle dit qu'elle craint de perdre sa tranquillité:

"Je sais bien que j'aurais pas la liberté que j'ai ici, mais je me sens chez moi, personne dit rien, personne m'embête et c'est pareil pour mon mari!"

"... La tranquillité : ce ne sera jamais comme ici... je vois ce qui se passe ailleurs : ils tapent en dessous avec le balai... ce sont des logements où on entend beaucoup de bruits."

Plus encore elle a peur de voir disparaître une certaine autonomie sociale chèrement acquise. C'est du moins ce que nous croyons discerner dans ses regrets concernant l'absence d'espaces intermédiaires. (Ceci d'ailleurs est corroboré par d'autres indices signalés au cours de cette description.

"Dans un H.L.M. Vous sortez. Vous êtes dans la rue. Tandis que vous sortez de votre pavillon. Vous avez quand même un petit bout de terrain. Pour rester chez vous. J'aime pas rester dans la rue". (1)

Cette dernière phrase rappelle d'ailleurs les réactions de certains habitants des bidonvilles étudiés par J. Labbens qui ont tellement peur de sortir tout seul du camp qu'ils partent à deux ou trois et prennent un taxi alors que leurs moyens pécuniaires ne justifient absolument pas une telle dépense.

Ce cas, particulièrement frappant, nous transporte donc aux antipodes des mal-logés étudiés précédemment. On y sent tout au long une ferme volonté d'ascension sociale, une constante mise en rapport entre leur milieu et la société d'accueil, bref tout le contraire du processus d'involution ou de stagnation caractéristique des "mal-logés-à-problèmes".

(1) Cette réaction illustre parfaitement l'importance et la nécessité des espaces intermédiaires qu'on pourrait comparer à des "S.A.S. de décompression" permettant d'aller progressivement de chez soi au monde extérieur

Certes ce cas peut prêter à discussion étant donné qu'il s'agit d'immigrés et non de français de souche. C'est possible. Il n'en reste pas moins qu'il éclaire très bien les relations entre la dynamique sociale et le mauvais logement. La situation suivante va nous y aider mais dans une toute autre perspective.

3.2.2. La crainte de perdre son identité sociale

Le cas sur lequel nous allons appuyer notre argumentation est assez particulier puisqu'il s'agit d'un ménage (les parents plus leur fille de 12-13 ans, et la belle-mère du mari) qui a toujours vécu en pavillon et qui doit, pour des questions d'héritage, déménager pour aller vivre dans une H.L.M. Ainsi ne faut-il pas s'étonner de leur amertume, amertume d'autant plus forte que l'emménagement devait avoir lieu dans les jours suivant notre passage. Bien que peu fréquent ce changement assez brutal, il faut le dire, est, comme on va le voir, fortement redouté.

Quelles craintes exprime donc ce ménage face à son futur mode de vie dans une H.L.M. ? Ils ont peur : de perdre leur identité propre, autrement dit, tout ce qu'on met couramment sous le terme d'individualisme à propos des pavillonnaires, c'est-à-dire leurs façons de vivre. Ils ont peur d'être mêlés à des gens qu'ils ne connaissent pas et dont ils se font une image plutôt noirâtre. Ils ont peur des gosses, "des voyous qui cassent tout", de la saleté des H.L.M., et enfin du bruit et de l'absence de liberté à laquelle ils ont été, de tous temps, habitués sauf la belle-mère qui, avant de venir vivre avec sa fille dans le pavillon avait vécu dans un immeuble au cours de son enfance et de sa jeunesse. Ce qui lui fait dire "A 70 ans je vais aller apprendre à ma fille à vivre en appartement".

A travers ces refus, ces peurs sur lesquelles nous allons revenir, se dissimule donc une volonté de s'affirmer différente des autres. En entrant dans ce H.L.M. ils savent ce qu'ils vont perdre et ils apprendront, peut-être, ce qu'ils vont gagner. On le voit la situation est totalement différente des mal-logés habitant en cité de transit et refusant le H.L.M. ou de cette famille nombreuse quelque peu asociale (cf. chapitre 2 page 32) restée 20 ans, sinon davantage dans le même taudis : sans eau, mal chauffé, humide et, surtout, infiniment trop petit. De nombreuses raisons de tous ordres font que ce ménage-là peut relativiser sa situation et "s'en tirer".

a) Le point essentiel : la crainte d'être mélangé

"On est mélangé. ça serait trié... Ils feraient des cités pour mettre uniquement des algériens... Il y a propre et sale. Faut pas confondre affirme l'un des participants à l'interview. Mais trouvant ce jugement trop osé, le mari rectifie et adoucit ces propos : "Oui, il y a des propres et des sales partout. Il ne

faut pas de location de race. Aussi préfère-t-il insister sur un autre aspect davantage recevable : "On a peur d'être mélangé à des gens pas honnêtes qui ne payent pas leurs loyers et pour lesquels les autres (c'est-à-dire eux, les honnêtes gens) doivent payer".

De là procède une image très sombre des H.L.M. Lisons plutôt :

. La peur des sales gosses et des voyous :

"Les gosses sont tellement malhonnêtes maintenant... Il y a des cités où il y a des gendarmes... les gosses font les dingues.. les filles qui font la vie en dessous : dans les caves... Elles prennent 10 F la passe... On l'a vu à la télé, en H.L.M!...!

. La saleté des H.L.M.

Il y a ce qu'on souhaiterait : "une belle cité quand c'est fleuri regardez comme c'est beau ! c'est beau !... Et il y a, hélas, ce qu'on constate effectivement, la triste, trop triste réalité : "L'entrée chez Ginette, l'entrée chez Ginette ...! Tu l'as vu. Tout le tas d'ordures... Partout les bouteilles de plastique. Tout ça. Des ordures... L'entrée chez Paulette. Regarde dans son ascenseur.. Il y avait des tas de papier... un tas de cochonneries... Il avait jamais été nettoyé."

b) Le manque de liberté du H.L.M.

Ensuite la peur de l'entassement de la promiscuité disent-ils, de l'ingérence ou des risques "d'invasion" du ou des voisins. Le tout lié à l'absence de liberté - oh ! combien ressentie - après une vie de pavillonnaire :

"Dans le pavillon on est libre. On est tranquille. Pas de voitures. Pas d'usines. On n'entend rien". (d'un point de vue non seulement physique mais surtout social : on est bien isolé du reste du monde).

"Tandis que dans les H.L.M. c'est trop collectif. Il y a le bruit. Les gens qui boivent, qui sont toujours saouls... Des truands : tout ça qui a des bombes et tout ça qui cassent tout... Tout sacca-gé : ascenseur etc... Des ruines. On y a mis des gendarmes.

"Dans le H.L.M. ils sont pas libres. On se met à la fenêtre des fois. Pof ! on reçoit un machin. Alors je ne peux pas supporter ça... Il faut regarder comme ça (c'est-à-dire sans se pencher) à travers les carreaux... Et le bruit. Toujours le bruit".

De plus on évoque les difficultés pour bricoler : "on peut pas bricoler là-bas... Et là-bas. c'est interdit. C'est interdit de laver sa voiture... de réparer dans les parkings communs".

c) Le refuge dans un certain individualisme

Dans ces conditions la seule façon de préserver une certaine marge d'autonomie, une zone d'indépendance et, peut-être dans certains cas, de conserver une identité sociale, consiste à se réfugier dans une sorte d'individualisme:

"Les gens s'accrochent chez vous. Vous ne pouvez pas vous en dépêtrer. Bonjour, bonsoir... chacun chez soi... jamais d'histoire. Ca finit toujours par des disputes.. des cancan etc...

Aussi envie-t-on l'enquêteur qu'on a forcé à dire qu'il habitait en copropriété (phénomène de transfert). Derrière cette attitude il faut voir le désir d'être propriétaire donc au calme :

"Il y a un interphone. Des gens soigneux (c'est à soi), du calme, pas de bruit, automatiquement les gens font attention. Et de citer le cas de l'ascenseur de la belle-soeur qui est propre parce que tout le monde fait attention. Il se dit : " C'est nous, les propriétaires"..

Deux leçons à tirer de ce cas.

Tout d'abord l'effet traumatisant de la vie en H.L.M. Mais nous ne nous étendrons pas sur ce point parce que, d'une part, le cas est assez particulier et que, d'autre part, cela devrait faire l'objet d'investigations beaucoup plus approfondies sauf si des recherches existent sur ce sujet. Il n'en reste pas moins que ce comportement est au minimum troublant et porte à réfléchir sur l'effet des conditions de logement en H.L.M. sur la vie quotidienne et leurs mentalités.

Ensuite la capacité de réactions, de défense, de ce ménage qui arrivera très certainement à trouver au bout d'un délai plus ou moins long pouvant aller de quelques mois à deux ou trois ans peut-être, un nouvel "équilibre" de vie au prix certes de bien des renoncements. Comme on aura l'occasion de l'expliquer de façon plus synthétique, ce ménage fait bien partie de cette catégorie de mal-logés aptes à se défendre contrairement aux autres mal-logés attrapés dans les rêts subtiles d'un milieu alléchant mais accapareur.

Ce qui est certain, en tout cas, c'est que le comportement de ce ménage ne débouche pas sur un projet de transformation sociale comme c'est le cas pour les familles examinées au paragraphe 3.3. de ce même chapitre.

Mais avant d'en arriver là il nous faut encore étudier un troisième cas où apparaît clairement ce que nous oserions appeler "l'effet inhibiteur du H.L.M. !

3.2.3. La méfiance envers l'effet social inhibiteur du H.L.M.

C'est un jeune ménage sans enfant. Lui a toujours habité dans un pavillon, elle dans un H.L.M. Depuis leur mariage ils ont vécu dans un petit appartement (deux pièces) aménagé dans le sous-sol du pavillon appartenant aux parents du mari. Mais, comme il arrive souvent en pareil cas, les relations avec les parents étaient si tendues qu'ils se sont mis en quête d'un autre logement et ont déposé une demande auprès de l'office d'H.L.M.

L'appartement promis n'arrivant pas et la situation conflictuelle avec les parents s'aggravant, ils sont partis à la recherche d'un autre logis. A force de démarches et de recherches ils ont réussi à dénicher un gentil deux pièces qu'ils ont su aménager à leurs façons.

Il s'agit d'un petit appartement : deux pièces plus cuisine, mais sans W.C. ni salle d'eau (les W.C. sont à l'étage) situé dans une vaste maison bourgeoise (2 étages au-dessus de l'entresol) construite au siècle dernier et partagée en plusieurs appartements loués par la propriétaire. Un vaste jardin entoure la maison mais pas plus que les autres locataires, ils ne peuvent en avoir la jouissance si ce n'est - et encore - pour étendre le linge. Cette demeure est située au fond d'une grande allée bordée d'arbres. On y pénètre par un grand portail en fer forgé. C'est probablement un ancien parc où on a construit quelques pavillons d'allure très bourgeoise.

La salle de séjour ainsi que la chambre ont été arrangées de façon très moderne. Quant à la cuisine ils ont fait des frais importants : installation d'un évier et d'un chauffe-eau au gaz. Ils se plaisent beaucoup dans ce logement.

Quelques mois après leur installation, un appartement H.L.M. leur a été attribué. Ils ont dû le refuser en raison, notamment, de leur déménagement tout récent et, surtout, des frais engagés dans une opération de quasi rénovation.

L'attitude du mari à l'égard du H.L.M. est ambivalente. D'une part il est attiré par le confort et s'imagine que, si on veut se loger correctement et sans trop déboursier, la seule façon est d'obtenir une H.L.M. : "J'ai toujours vécu en pavillon dit-il, mais je crois que je vais passer par là comme tout le monde : je m'habituerai". D'autre part son expérience de pavillonnaire lui fait redouter la vie en H.L.M. Comme il le dit lui-même : "je n'aime pas rester enfermé, j'ai peur d'être enfermé : il faut que je bouge".

Mais ce qu'il y a de curieux réside dans la comparaison qu'il établit entre l'appartement actuel et un appartement H.L.M. Et c'est par là qu'il découvre ou pressent à quel point le H.L.M. peut-être inhibiteur de certaines tendances psychologiques. (1)

En effet dans son esprit un H.L.M. est composé d'une part de petites cellules : les logements, que chacun aménage à sa guise et fantaisie et, d'autre part, de parties collectives, escaliers, ascenseurs, entrées, abords qui, par définition, sont toujours repoussantes.

(1) Il faut se garder de toute conclusion hâtive étant donné la nature du cas et le but poursuivi dans cette enquête.

Or c'est exactement ce qu'il retrouve dans le grand pavillon où il demeure actuellement. Des abords sales : un jardin mal entretenu ou des locataires élèvent des canards et des poules d'où émanent des odeurs désagréables, une porte d'entrée de l'immeuble fermant uniquement de l'intérieur, ce qui oblige à avertir les voisins si on rentre tard dans la nuit, un escalier sombre, une rampe branlante, des murs gris recouverts d'un vieux papier peint qui part en lambeaux, un éclairage d'un jaune "pisseux", des W.C. froids et sans lumière etc... Par contre, quand on rentre dans son appartement tout devient subitement lumineux et gai.

Mais le parallèle établi avec le H.L.M. ne s'arrête pas là. En effet venant d'un pavillon où, pour reprendre le langage des ergonomes, il pouvait fixer lui-même son propre "jugement d'allure", il se retrouve dans un deux pièces comparable à un appartement H.L.M. où il n'est plus libre de ses mouvements :

"Chez mes parents j'avais acheté de l'outillage... j'ai dû le laisser chez eux... Ben là, quand j'arrive, je n'ai plus rien à faire. Je regarde la télé. C'EST FINI.... j'ai fait un bar, un lustre, je tournais... voilà. C'est un H.L.M.

"... Les habitants des H.L.M. vont à la campagne. S'il y avait davantage de distractions il y aurait moins de gens sur les routes..."

"...Moi-même je suis intéressé par la photo... comment je ferais si j'étais en H.L.M."

D'où la recherche de compensations : "les sorties avec les copains... Il faut être fort quoi, le billard, le bistrot... j'aime bien bouger". Oui, comme il le dit si bien, "il faut être fort" pour ne pas se laisser décimer, entamer par un mode de vie qui vous "castre" pour reprendre un jargon propre à une certaine psychanalyse hâtive. A l'appui de cette inquiétude il cite le cas d'un frère habitant dans les H.L.M. : "Il ne bouge plus, ne veut plus sortir, n'aime pas s'amuser. Il se met dans son fauteuil, sa télé : c'est fini".

Certes il y aurait beaucoup à dire sur ce point. Nous ne prétendons nullement traiter ce sujet dans le détail car tel n'est pas notre propos. Cependant on ne peut manquer d'être frappé par les multiples restrictions que la vie en H.L.M. impose à leurs habitants. Si ces deux cas paraissent étonnants c'est bien parce que venant d'un pavillon ils sont, plus que tous autres, aptes à comprendre tout ce qui va leur manquer dans le H.L.M., toutes les restrictions et auto-censures qu'ils seront obligés de s'imposer.

Cette dernière remarque nous ramène bien à notre sujet central : le logement dans la dynamique sociale. En effet chez les mal-logés "anormaux" et leurs proches sociologiquement parlant, les sous-prolétaires, nous nous trouvons dans un état où leur identité sociale ne pouvait pratiquement pas émerger pour toutes les raisons que nous avons citées. Or, dans le cas présent, cette identité existe, plus

ou moins affirmée selon les cas. Ils sont capables de projet, de sens de la prévision. Ils savent ce qui se passe dans d'autres milieux que le leur. Ils arrivent bien davantage que les précédents à s'affirmer socialement.

Mais cependant, comme on vient de l'analyser dans le dernier cas notamment, cette aspiration sociale, plus encore ce sens de la critique sociale, cette volonté de transformation du milieu dans lequel ils baignent, ne parvient pas à faire surface et, a fortiori, à se muer en action. Seuls, comme on va l'étudier ci-après, quelques privilégiés parviennent à se faire l'expression de ces aspirations sociales qui, dans la plupart des cas, ne peuvent pas s'affirmer au grand jour.

Cela voudrait-il dire que ces derniers mal-logés ne parviendraient pas à transformer leurs conditions de logement tout comme les sous-prolétaires qui n'ont aucun espoir d'y parvenir, sauf modification des rapports sociaux et, en particulier, de l'attitude du prolétariat ? Nous ne le pensons pas. Comme on l'a entrevu et comme nous y reviendrons à la fin de ce chapitre, leur situation objective tant économique que sociologique étant radicalement différente des mal-logés "anormaux", une issue demeure encore possible.

3.3. Jalons pour une transformation sociale de la Cité

Les plus mal-logés s'enferment dans un milieu "miroir aux alouettes". D'autres un peu mieux logés et donc, mieux placés sur l'échiquier social, parviennent avec peine, mais arrivent cependant, à exprimer leur identité sociale. D'autres encore, tout aussi mal-logés que les derniers cités ont une claire conscience de leur situation de mal-logés. Nous dirions avec G. Mendel qu'ils accèdent, tout au moins individuellement, à la dimension du politique. C'est précisément ce que nous allons examiner toujours à propos de leur perception du H.L.M.

Si les autres n'ont guère d'idée sur ce que peut être une H.L.M., ces derniers ont les idées plus claires et surtout manifestent un désir très réel de changement.

Pour eux, c'est-à-dire pour ce ménage déjà cité, (cf. page 63) ainsi que pour ce jeune couple profondément engagé dans l'action sociale et probablement politique (cf. p.66) le H.L.M., tel qu'ils se l'imaginent, tel qu'ils le désirent et, par delà, toute habitation collective pour ne pas dire la Cité toute entière, doit, avant toute chose, être un lieu d'échange social, un espace social de rencontre et non, comme c'est trop souvent le cas, d'affrontement, de méfiance et de conflits.

3.3.1. "Dans les yeux des enfants je vois le vague"

Pour le premier tourné vers l'action sociale à un niveau très concret, le H.L.M. devrait être un lieu de dialogue.

Mais pour que s'établissent ces communications profitables à tous, il faut que la cellule-logement soit repensée de même que l'environnement immédiat de l'immeuble.

"Dans les H.L.M. faut pas juste voir, dire on loge des gens... Faut leur donner des possibilités secondaires... des contacts... pas juste dire: on vous met là. Vous êtes bien logés, d'accord. Non, faut autre chose : ne serait-ce qu'un parc par exemple.

Et de se mettre à énumérer toutes les réalisations souhaitables pour améliorer la qualité sociale de l'espace environnant : un parc, des arbres, un petit boudrome, des espaces pour que les gosses jouent au foot, des bancs disposés le long de petites allées. Bref, "la nature opposée au ciment" selon sa propre expression : de la verdure, des jets d'eau, tout ce qui est naturel : du gazon, des fleurs...etc...

On croirait rêver ! Et pourtant ! N'est-ce pas, sorti de la bouche d'un simple habitant, la description de ce qu'à réalisé ou tenté d'effectuer à la Grande Borne, l'architecte M. Aillaud ?

Ces structures, étant posées il est indispensable, à son avis, de donner aux enfants le sens d'une vie commune :

"Mais rien ne vaut la vie commune avec des enfants. Créer des cercles de philatélie par exemple, des bibliothèques que les enfants puissent fréquenter : ça me plairait de m'occuper de ça... Les jeunes il faut qu'ils soient intéressés... Créer des équipes de foot... jouer aux boules etc..."

Mais le sort qui, trop souvent, leur est réservé dans ces cités de banlieue lui arrache ce cri :

"ça me fait mal au coeur de voir ces blocs de béton... C'est ça, dans les yeux des enfants je vois le vague. Je ne sais même pas s'ils rêvent ces petits. Je sais pas. Ils doivent pas penser à l'avenir, personne s'en occupe..."

Nous sommes donc bien au centre même de cette volonté, de ce désir profond de changement social que nous n'avons pas un seul instant rencontré chez les autres mal-logés ces asociaux ou ces anormaux puisqu'il faut bien leur donner un qualificatif ! On mesure tout le chemin parcouru !

3.3.2. "Se retrouver : que ce soit le truc de la vie"

Alors que la personne citée ci-dessus était essentiellement préoccupée du sort des enfants dans les H.L.M., ce ménage beaucoup plus jeune, (25 ans environ) va nettement plus loin dans la prise de conscience de cette attitude contestatrice. Pour eux la critique des conceptions architecturales et urbanistiques prévalant à la construction des H.L.M. en particulier est indissociable de l'analyse et de la remise en cause du système social dans son ensemble. Comme le soulignait le fils d'une interviewée : "entrer dans le H.L.M., c'est entrer dans le système".

La description qu'ils donnent de ce que devrait être un immeuble d'habitation collectif, en particulier une H.L.M., révèle bien leur vision sociale.

D'abord il doit y avoir la cellule logement constituée, à peu de choses près, par ses éléments actuels. C'est la partie strictement privée.

Ensuite il y aurait les parties collectives auxquelles ils attachent une grande valeur :

"Il faudrait quelque chose de commun pour les enfants, quelque chose de commun pour la fête, quelque chose de commun pour se retrouver, en plus du jardin indispensable. Or le H.L.M. n'est pas le lieu pour se retrouver..."

"... On est contre l'isolement : le petit ménage enfermé entre ses murs... Il n'y a pas moyen de se retrouver... sans jamais en sortir.. sans jamais retrouver d'autres gens... C'est le coup de l'ascenseur pair et de l'ascenseur impair. Se retrouver "que ce soit le truc principal de la vie".

Leur description se fait encore plus précise et suggestive :

"Un immeuble doit avoir des espaces communs à tous les niveaux : des crèches, des ateliers, des salles de bricolage, du ping-pong, des cuisines communes... où l'on pourrait préparer des repas en commun. Le truc de la cuisine, c'est vachement important".

De l'imaginaire on passe à la pratique. Ce sont des jeunes vivant en 1972 : ils se veulent concrets, précis, efficaces :

"Il faudrait faire des expériences limitées... Par exemple, des bals, des loisirs qui ne coûteraient pas chers : Il n'y a plus de fête... Avoir des activités communes... Regarder la télé ensemble et en discuter après..."

*

*

*

Nous voilà donc au terme de notre périple qui nous a conduit des plus mal logés, prisonniers d'une réalité sociale très dure et très angoissante, à d'autres mal-logés qui, parce qu'ils se trouvent dans des conditions socio-économiques meilleures sont moins soumis à ce déterminisme implacable. Ils peuvent, en quelque sorte, décoder leur propre situation sociale et, par ce biais, découvrir des possibilités réelles de transformation de la société. C'est précisément ce que nous avons constaté à travers les deux derniers exemples qui, très certainement, auraient eu beaucoup plus de difficultés pour émerger à la surface de la vie sociale si, par hasard, ils avaient appartenus au groupe des mal-logés "sous-prolétaires".

Mais pour mieux saisir cette évolution, il nous faut maintenant passer du stade analytique qui a été le nôtre dans ce troisième chapitre à une étape plus synthétique où nous pourrions cerner avec davantage de rigueur ce qui les différencie des mal-logés aux tendances asociales.

Après avoir décrit de façon détaillée les principaux traits de leurs comportements : niveau socio-économique légèrement supérieur à celui de la première catégorie de mal-logés, aptitude à s'affirmer socialement à travers la recherche d'un logement meilleur, représentations sociales du H.L.M. particulièrement typiques de leur désir profond de préserver cette "petite différence", volonté de changement de la société par le biais de l'amélioration et de la transformation des structures des habitations, il est nécessaire de cerner de façon plus synthétique, en quoi et comment ils se différencient des autres mal-logés.

Mais avant d'effectuer ce parallèle il importe de bien se rendre compte de la différence de composition et de structuration de ces deux groupes. Dans le premier cas nous sommes en présence d'une catégorie sociale relativement homogène. Habitants de bidonvilles, de cités de transit, des taudis très misérables et très dégradés partagent une misère certaine (revenus faibles et irréguliers, précarité d'emploi, sous-qualification, instabilité, mésentente familiale etc...) qui, forcément, modèle leur conduite. A l'inverse, les autres mal-logés, ceux étudiés dans le présent chapitre, constituent très certainement un groupe très hétérogène tant du point de vue des revenus que de la composition socio-professionnelle. On imagine aisément différents types de mal-logés pouvant appartenir à cette dernière catégorie. Cela peut aller du salarié, cadre moyen par exemple, bien payé mais versant un loyer proportionnellement élevé, au petit salarié : ouvrier, employé, ou au petit travailleur indépendant disposant de faibles ressources, disons, pour fixer les idées autour de 1 000 F par mois et contraint, comme le précédent, de verser des loyers et des charges élevées. Evidemment entre ces deux extrêmes on peut rencontrer une gamme assez variée de types de mal-logés. C'est dire que leur comportement à l'égard du logement ne présentera sûrement pas la même homogénéité que celui de la catégorie précédente. Mais ceci ne représente que l'aspect négatif du groupe des mal-logés non-marginaux. Comme on l'examinera ci-après, la différence essentielle réside dans l'aptitude de ce dernier groupe à se fixer les buts et les moyens appropriés pour les atteindre ce dont ne sont pas capables - ou en tout cas très difficilement - les marginaux mal-logés.

Par ailleurs, il faut noter le risque de "vulnérabilité sociale" que peut entraîner un mauvais logement pour des familles non-marginales qui se révéleraient fragiles sur d'autres points : difficultés professionnelles (instabilité, chômage), situations familiales difficiles (mésententes conjugales, divorces etc...) santé précaire etc... Pour peu que ces familles payent des loyers élevés, comme certaines de celles que nous avons rencontrées, cela risque d'accentuer leur déséquilibre et - peut-être - les faire "basculer" dans une certaine marginalité. Certains des cas rencontrés (cf. cas de Madame J. page 21) sembleraient être sur le point de "glisser" dans la marginalité s'ils n'y sont déjà comme nous en avons fait l'hypothèse. Le logement - l'habitat plus généralement - occupe une place si vaste dans la vie quotidienne de chaque homme qu'il est effectivement un des principaux facteurs contribuant à la promotion de l'individu ou, comme c'est le cas dans cette étude, à la paupérisation de certaines familles. (1)

Ces remarques étant faites n'est-il pas surprenant de constater que, partis de la même consigne d'interview⁽²⁾ les mal-logés non-marginaux aient débouchés d'abord sur une prise de conscience réelle de leur situation en société, et parfois - pour certains cas seulement - sur une réflexion proprement politique au sens propre du mot c'est-à-dire concernant l'organisation de la cité par l'intermédiaire de l'habitat. Or, nous n'avons pas du tout rencontré une évolution analogue chez les marginaux. Et c'est précisément ce contraste qui fait question et sur lequel nous allons, dans la conclusion de ce chapitre, nous expliquer.

Qu'est-ce qui, en définitive, différencie nettement ces deux catégories de mal-logés : marginaux et non marginaux ? Comme nous l'avons indiqué, à titre d'hypothèse, la ligne de partage entre ces deux groupes passe par la notion de "cécité culturelle".

Les mal-logés non-marginaux sont effectivement capables d'avoir une "relation instrumentale" et non pas "une relation de consommation à autrui". Cela veut dire qu'aussi bien en ce qui concerne la recherche d'un logement meilleur, que l'attitude envers les H.L.M., ils sont à même de se fixer des buts et, corrélativement, de trouver les moyens adéquats pour atteindre les fins qu'ils se sont fixés.

Ainsi le ménage martiniquais (cf. chapitre 2 paragraphe 2.1.2.) comme la famille portugaise (cf. 3.2.1. chapitre 2), comme aussi la plupart des cas signalés dans ce chapitre ont une conception du temps (3) différente des précédents. Alors que les mal-logés marginaux sont pris dans ce que Vercauteren appelle la "temporalité de l'immédiateté", les ménages étudiés dans ce second chapitre, sont capables de maîtriser cet avenir c'est-à-dire de se fixer des buts et les moyens de les atteindre. Qu'ils cherchent une H.L.M. ou tout autre logement susceptible de les aider à sortir de l'impasse actuelle, ceux-ci savent prendre les moyens pour parvenir à leurs fins. Ils n'attendent pas

(1) Cf. étude du C.S.U.

(2) Cette consigne était : "Voulez-vous que nous parlions ensemble de votre logement" ?

(3) La représentation du temps étant une composante essentielle de "la relation instrumentale".

l'annonce d'un deuxième enfant - alors qu'ils habitent depuis trois ans un logement très insalubre - pour s'inscrire sur une liste d'attente d'H.L.M. car ils savent trop bien, comparativement aux marginaux, quelle en est la durée. Au surplus, la recherche d'un logement s'inscrit dans le cadre d'un désir profond de reconnaissance sociale, d'une volonté d'émerger, qui est précisément tout le contraire de cette "fascination du désir" déjà évoquée. S'ils crient leur indignation face aux injustices dont - à travers leurs situations de mal-logés - ils se savent les victimes, ce n'est pas le signe d'une fuite hors de la réalité, mais bien l'expression d'une volonté personnelle et sociale, sinon de changer quelque chose à la société, du moins de ne pas se laisser enfermer dans le cercle vicieux de la marginalisation ou du sous-développement.

D'une manière plus précise leur situation économique est telle que, contrairement aux marginaux, ils ne sont pas "obnubilés, fascinés" par les objets que leur offre la civilisation industrielle. Evoquer l'achat de meubles, d'une salle de séjour en acajou, style empire et recouverte d'un vernis brillant, n'a pas la même signification pour le mal-logé marginalisé que pour le mal-logé inséré dans son groupe social ou capable de s'y maintenir. Pour le premier, décrire de tels objets : salle de séjour, chambre à coucher et aussi télévision, alors qu'on est dans une misère noire, révèle une fuite dans le rêve qui précisément se substitue à la démarche rationnelle des non-marginaux.

Pour ces derniers, le fait de décrire ce genre de meubles s'intègre parfaitement dans une conduite anticipatrice. Ce sera, pour eux, un moyen d'être reconnu socialement, de se poser face aux autres, bref, d'atteindre des fins sociales définies. Tandis que pour les marginaux ce sera le "piège" où ils risquent de s'enfermer irrémédiablement. parce que précisément la possession des objets de consommation est vécue sur le mode illusoire, fantasmatique et non réel.

C O N C L U S I O N S

"Les hommes de masse ont leurs épreuves, mais ils n'en savent pas l'origine ni la signification ; les hommes de collectivité se mesurent à des enjeux, et ils prennent généralement conscience de leur dimension collective".

C. WRIGHT MILLS

Dès les premières interviews et analyses, il est apparu que les mal-logés, objets ou plutôt supports de notre réflexion, pouvaient être assez facilement classés en deux sous-groupes : d'un côté, les plus mal-logés des mal-logés, que nous avons dénommés "mal-logés marginaux", et de l'autre, les mal-logés un peu moins dépourvus parce qu'ils jouissent de revenus légèrement supérieurs et qu'ils sont mieux intégrés socialement. Nous avons appelé ces derniers "mal-logés non-marginaux". Pour qui voudrait replacer cette classification dans un cadre plus général, on peut dire que les premiers se rapprocheraient davantage des conditions de vie réservées au sous-prolétariat des sociétés industrielles (irrégularité des revenus, très faible qualification professionnelle, sous-scolarisation, instabilité familiale, etc... (cf. les populations habitant les bidonvilles) (1), tandis que les seconds se situeraient dans la mouvance du prolétariat proprement dit où les manques indiqués ci-dessus sont moins fréquents et l'état de paupérisme beaucoup moins prégnant.

Outre ces différences fondamentales concernant leur niveau de vie et leur statut social, nous nous sommes demandé quelles pouvaient être les autres raisons opposant ces deux catégories. A notre avis, et en première approximation, nous avons pensé qu'il s'agissait de certaines formes d'inertie, de passivité, d'apathie, bref d'un phénomène de nature essentiellement psychologique affectant le premier groupe de mal-logés marginaux. A l'inverse, les seconds, c'est-à-dire les non-marginaux, faisaient preuve d'une volonté davantage affirmée dans la recherche d'un logement meilleur correspondant mieux à leurs aspirations individuelles et sociales. Telle étaient du moins la première appréciation que nous portions sur ces ménages. Or, comme nous l'avons amplement indiqué au fil de ces pages, c'était de bien autre choses qu'il s'agissait.

En fait, nous nous trouvions en présence d'une réalité économique et sociologique dépassant - et de loin - la simple analyse psychologique qu'on serait tenté d'élaborer au premier abord. Il s'agissait plutôt d'une situation socio-économique dont la prégnance s'impose avec force à tout un groupe social: sous-prolétaires et mal-logés par exemple.

Dans un cas, nous étions en face d'une soumission plus ou moins aveugle à la fatalité, au destin, à la "force des choses", pouvant aller jusqu'à la négation même de la réalité sociale ambiante (cf. chapitre 2 les deux formes de refus de reconnaître la réalité : l'identification-refuge dans le milieu et l'identification-refuge dans le rêve). Dans l'autre situation, nous rencontrions une opposition plus vigoureuse à la résignation, c'est-à-dire la possibilité, variable selon les circonstances, d'émergence d'un vouloir-être individuel et social pratiquement inexistant chez les mal-logés marginaux.

Mais comment un pareil état de choses se traduisait-il concrètement au niveau des entretiens que nous avons eu avec ces mal-logés ? C'est très simple. Quand on demandait à un père ou à une mère de famille ou parfois les deux, de nous parler de son logement et, plus généralement de son habitat, il ou elle nous répondait en évoquant presque immédiatement sa place dans la société, c'est-à-dire sa situation par rapport à son groupe social d'appartenance et à son groupe de référence. Certains, comme nous l'avons vu au cours du troisième chapitre, allaient même jusqu'à se situer rapidement au niveau du politique, etc... à partir d'une consigne d'interview apparemment anodine qui était : "voulez-vous me parler de

(1) Cf. J. Labbens. Le Quart Monde. La condition sous-prolétarienne.

votre logement actuel et des divers logements dans lesquels vous avez vécu jusqu'à présent". C'est dire toutes les perspectives que leur propre réflexion personnelle pouvait leur faire découvrir au cours de l'interview.

Cette première analyse de la relation individu-logement nous renvoyait inévitablement à la situation sociale d'ensemble propre à chacune des deux catégories mentionnées ci-dessus. Cela prouve, si c'était encore nécessaire, combien tout ce qui concerne l'habitation touche au coeur même de la personnalité (cf. G. Bachelard : *La poétique de l'espace*) et de la position sociale occupée par l'individu au sein de la société (cf. H. Lefebvre : "L'habitat est la projection au sol de certains rapports sociaux").

Face à cette inégalité devant l'accès au logement et, plus généralement, à de meilleures conditions de vie, nous nous sommes interrogés sur les processus économiques et surtout socio-culturels qui ont poussé ces mal-logés marginaux dans une situation sociale aussi lamentable que celle dans laquelle nous les avons trouvés au moment de l'enquête. Concrètement nous voulons dire ceci : comment ont-ils pu vivre des années durant, dix, vingt, trente ans et parfois davantage, dans un logement notoirement insalubre quand il n'était pas, en plus, surpeuplé ? Par quels mécanismes sont-ils parvenus à s'accomoder d'une situation qui n'avait, la plupart du temps, de logement que le nom et encore pas toujours (cf. le cas de cet ouvrier italien vivant dans un local commercial désaffecté).

En examinant la réalité sous cet angle, nous ne faisons pas autre chose que de privilégier l'aspect sociologique des processus de paupérisation. Notre démarche est donc en quelque sorte, parallèle à l'esquisse économique tracée par d'autres auteurs du présent rapport (1) ainsi que par d'autres équipes de recherche étudiant les problèmes du logement.

Pour répondre à la question fondamentale citée plus haut, nous nous sommes largement inspiré des analyses effectuées par P. Vercauteren sur les sous-prolétaires vivant aussi bien dans les pays développés que sous-développés. Cet auteur posait à leurs propos différentes questions. Pourquoi ces pauvres ne se révoltent-ils pas plus souvent ? Pourquoi leurs révoltes ne sont-elles dans la plupart des cas qu'un feu de paille ? ou encore qu'est-ce qui peut expliquer leur état "d'arévolutionnarité" ?

Malgré de très profondes différences, notamment en ce qui concerne le degré de prégnance de leur situation socio-économique, la similarité des situations est très frappante. Dans les deux cas, en effet, nous sommes bien en présence de familles qui ne font que s'enfoncer dans une situation souvent inextricable. N'est-ce pas la difficulté essentielle rencontrée par les travailleurs sociaux aux prises avec toutes ces "familles-problèmes", ces cas pour lesquels il est très difficile de trouver une solution efficace tellement sont enchevêtrés les facteurs concourant à l'amélioration de leur sort.

Telle est, très brièvement rappelée notre interrogation fondamentale. Au terme de ce rapport, quelles réponses pouvons-nous apporter et quelles perspectives de travail, notamment sur le plan de la recherche et des enquêtes à réaliser, pouvons-nous dégager ? C'est à ces deux questions que nous tenterons de répondre en conclusion de cette étude.

(1) cf. les autres volumes de ce rapport.

Il est évident, comme nous l'avons indiqué dès l'introduction de ce rapport, que nous n'apportons pas de réponse définitive à la question essentielle posée par la présente recherche. Nous n'avons fait que préciser une problématique. La recherche reste à poursuivre dans diverses directions, à notre avis prometteuses, comme nous l'indiquerons après avoir donné un bilan de ce travail.

Qu'un ménage logé dans de très mauvaises conditions se plaigne de sa condition, rien de plus conforme à notre façon de juger des êtres et des choses. Mais qu'une famille semblable par bien des points à la précédente et tout aussi mal-logée, ne manifeste pratiquement aucune plainte, plus encore, qu'elle se prétende "satisfaite" de son sort, voilà bien qui dépasse les bornes de notre entendement ! Et pourtant, c'est bien là que se trouve le problème.

En effet, dans la première situation, nous sommes en présence de familles qui, en raison de conditions socio-économiques bien précises, sont capables de formuler une demande sociale et, en l'occurrence, de chercher par elles-mêmes et, de préférence, avec l'appui de la collectivité, une solution efficace et durable à leurs conditions de mal-logés. Telle est la situation particulière des mal-logés non-marginaux.

Dans le second état de choses, nous sommes en face de ménages qui, à l'inverse des précédents, ne sont pas parvenus ou ne parviennent pas à formuler une demande de reconnaissance sociale, donc n'arrivent pas à abandonner leurs mauvais logements et, d'une façon plus générale, à améliorer ne fût-ce qu'un peu, leurs conditions de vie. On a deviné que nous parlions des mal-logés marginaux proches par beaucoup de points des sous-prolétaires.

Nous en venons donc à poser la question primordiale. Comment peut-on expliquer cette non-apparition d'un désir de reconnaissance sociale ? Comment comprendre cette absence apparente d'effort pour transformer sa propre condition sociale ?

A cela, il y a deux raisons principales : d'une part, la prégnance du contexte économique et sociologique particulièrement dur, marquant profondément les conduites des individus ; d'autre part - et ce sera le point sur lequel nous nous attarderons le plus - la présence d'un environnement culturel, d'une ambiance quotidienne du milieu de vie, qui empêche, qui bloque toute émergence d'aspirations sociales. C'est ce que nous avons appelé, après Vercauteren, la "cécité culturelle".

Sur chacun de ces points de vue, nous comparerons les réactions des deux catégories de mal-logés, en commençant d'abord par les mal-logés marginaux.

1.- DE LA PLUS OU MOINS GRANDE PREGNANCE (1) DU CONTEXTE SOCIO-ECONOMIQUE

Avant d'examiner les processus culturels, en particulier tout ce qui a trait à la "cécité culturelle", il est indispensable de résumer très brièvement quelques unes des principales caractéristiques du contexte socio-économique dans lequel baignent quotidiennement chacun des deux groupes analysés.

(1) Le terme "prégnance" est à prendre dans un sens analogue à celui utilisé par la psychologie de la forme (Gestaltheorie) : "Force, et par suite stabilité et fréquence d'une organisation psychologique privilégiée, parmi toutes celles qui sont possibles".

Les mal-logés marginaux. C'est pour eux que le mot de "prégnance" prend tout son sens.

Sur le plan professionnel; nous avons affaire à des ménages qui exercent des petits métiers ne nécessitant qu'une très faible qualification professionnelle et parfois aucune. On note fréquemment une certaine instabilité professionnelle, souvent des périodes de chômage plus ou moins longues, quand ce n'est pas un travail très irrégulier qui, à la limite, serait à rapprocher de celui de certains clochards : faire les poubelles par exemple. Certes, nous n'avons pas rencontré de cas semblables dans notre échantillon en raison même de sa petite taille. Il n'empêche que ces cas existent comme le mentionne J. Labbens dans son ouvrage sur le Quart Monde (1).

A ces difficultés professionnelles s'ajoutent des problèmes d'ordre familial et conjugal : enfants délinquants, retards dans leur scolarisation, etc... De plus, les parents vivent souvent en concubinage ce qui entraîne de multiples complications.

Les logements où habitent ces familles sont généralement insalubres. Evidemment, ils sont dépourvus de tout confort sanitaire : pas d'eau courant ou très rarement, et par conséquent pas d'eau chaude et, encore moins de salle d'eau et de W.C. Parfois, on va chercher l'eau à l'extérieur dans un poste d'eau installé dans la cour par le propriétaire par exemple ou dans un puits. (Même dans la Région Parisienne, il en existe encore). Souvent, les murs sont humides en raison notamment de l'absence de vide sanitaire et, parfois, de la mauvaise qualité des matériaux constituant le gros oeuvre. D'où un froid plus ou moins intense qui nécessite un chauffage puissant et, malheureusement, pas toujours efficace en raison de la disposition des pièces et de la mauvaise isolation.

Généralement, la surface est très restreinte. D'où la fréquente coïncidence du surpeuplement et de l'insalubrité.

Nous ne parlerons pas des prix des loyers n'ayant pas de données suffisamment étoffées sur ce point. On voit donc que ces ménages cumulent un certain nombre de handicaps de tous ordres qui les rend très vulnérables.

Par contre, les mal-logés non marginaux ne partagent pas une condition aussi déplorable. Exerçant des métiers mieux qualifiés, ils sont davantage à l'abri de l'instabilité professionnelle et du chômage. Chez eux, l'irrégularité du travail telle qu'on la rencontre chez les précédents, et bien sûr, chez les sous-prolétaires est pratiquement inexistante. De là découlent des revenus supérieurs à ceux de la première catégorie.

Dans l'ensemble, leur situation familiale est bien meilleure, les enfants sont moins sujets à des troubles caractériels, mentaux, etc...

Inévitablement, leurs conditions de logement reflètent la situation ci-dessus. Leurs habitations sont plus confortables. Ils disposent de l'eau courante, souvent, ils possèdent un chauffe-eau, mais rarement une salle d'eau et des W.C. à l'intérieur du logement. Leurs habitations ne sont pas insalubres, mais par contre, elles sont souvent surpeuplées.

(1) ouvrage cité.

Il leur arrive de payer des loyers assez chers pouvant aller jusqu'à 500 F et parfois davantage. Compte tenu des frais annexes auxquels ils doivent faire face, pour le chauffage notamment, ils estiment que le rapport qualité/prix n'est pas satisfaisant. Mais il ne s'agit là que d'indications très sommaires destinées uniquement à situer économiquement et socialement cette population.

Comparée aux mal-logés marginaux, leur situation, bien que difficile, et parfois douloureuse est nettement meilleure. On ne s'étonnera donc pas de les voir manifester plus d'ardeur à défendre leurs droits et, en pratique, davantage de combativité pour sortir des conditions de logement relativement précaires qui est leur lot.

Comme on l'a souligné (cf. chapitre 3) si leurs conditions de vie sont relativement bonnes, il n'en demeure pas moins vrai que certains se trouvent dans une situation économique et sociale fragile qui peut, si une aide au logement ne leur est pas attribuée, les faire basculer dans une certaine marginalisation.

Le contexte socio-économique que nous venons de décrire nous intéresse surtout en tant que facteur déterminant de la conduite des mal-logés et, en particulier, de leurs comportements culturels. De même que l'irrégularité des revenus et de l'emploi entraînait chez les sous-prolétaires la recherche de substituts : "combine", "temporalité de l'immédiateté", "réduction du cadre spatial" et, englobant tout ceci, "cécité culturelle" de même, des conditions de vie et de logement particulièrement médiocres engendrent une impossibilité d'envisager la réalité vécue dans toute sa vérité comme nous allons le rappeler brièvement dans le paragraphe ci-dessous.

1.1. La pratique du logement, facteur de "cécité culturelle"

Nous voudrions à présent, préciser, en les résumant, aussi brièvement que possible, le rôle des mauvaises conditions de logement en tant qu'elles favorisent, entre autres causes, l'apparition de la "cécité culturelle". C'est pourquoi, nous envisagerons successivement le mauvais logement en tant que lieu de prise de conscience de "l'isolement ou d'absence de bargaining power" puis, nous analyserons les deux façons qu'ont ces mal-logés de nier la réalité de leur propre logement.

1.1.1. Le mauvais logement, lieu de prise de conscience de l'isolement des mal-logés

De même que le sous-prolétaire vit dans l'immédiat, le mal-logé et, tout particulièrement le mal-logé marginal vit, ressent son logement comme un des principaux lieux où se déploie cette immédiateté de l'existence.

Quand on vit depuis trente ans dans un logement surpeuplé (9 personnes dont sept enfants dans 30 à 40 m²) insalubre, c'est-à-dire humide, exposé aux intempéries (fuites d'eau à travers le toit, inondations du couloir et de la cuisine les jours d'orage et de fortes pluies), sans le moindre confort (un poste d'eau dans la cour, des W.C. communs à plusieurs ménages et toujours sales), avec un propriétaire hargneux, méfiant et autoritaire, (interdiction de profiter de la pelouse qui est sous leur fenêtre et de goûter aux cerises), un mari guetté par l'alcoolisme, des enfants trop nombreux, dont un a cru bon de "faire un gosse" à la fille du propriétaire,

avec un petit métier de femme de ménage, comment peut-on faire autre chose que de vivre au jour le jour, dans l'instant présent, dans une continuelle immédiateté.

L'existence des mal-logés, les contacts quotidiens avec les multiples difficultés suscitées par une habitation du type de celle que nous venons de décrire, devraient logiquement, normalement, entraîner chez tous ces mal-logés marginaux une prise de conscience commune de leur stricte condition puisqu'ils savent tout de même bien les conditions de confort dans lesquels vivent d'autres catégories sociales. Cela devrait stimuler la cohésion du groupe des mal-logés surtout lorsqu'ils vivent groupés : îlots insalubres, bidonvilles petits ou grands, etc... Ainsi, dans le cas du ménage que nous venons de citer, on pourrait s'attendre à ce qu'il fasse preuve d'une certaine capacité critique. Or, ce n'est pas cela qui s'est produit puisqu'il a fallu attendre l'année 1972 pour qu'ils songent à quitter leur taudis. (Ils vont habiter dans la villa, d'un de leurs fils avec lequel ils ne s'entendent pas très bien).

Du fait de la densité d'occupation, des problèmes occasionnés par l'insalubrité, du manque de confort, de la méchanceté du propriétaire, etc... tout ceci étant à replacer dans l'ensemble de leurs conditions de vie : le logement n'étant qu'un relai, un amplificateur, ou encore une sorte de milieu réfrigérant, il y a apparition de mécanismes de défense individuels et collectifs se traduisant notamment par le développement d'un "circuit d'échange généralisé" (accroissement important des relations interpersonnelles, des échanges de service entre voisins dans le cadre d'un bidonville par exemple comme le signale J. Labbens).

Or, contrairement à ce que nous suggère notre référence de pensée imprégnée d'une certaine rationalité, ces services mutuels : repas partagés en commun, tantôt chez l'un, tantôt chez l'autre, discussions fréquentes entre individus, entre familles, etc... n'aboutissent pas forcément à resserrer les liens et à créer une conscience collective. Bien au contraire, comme on va le voir, ils ne font qu'accroître la dépendance du mal-logé marginal à son milieu.

Dans un milieu "normal", chez les mal-logés non-marginaux par exemple, ou encore chez les salariés réguliers opposés par P. Vercauteren aux sous-prolétaires, de semblables comportements seraient l'indice, sinon la preuve irréfutable, de la naissance prochaine d'une conscience commune. Ainsi, on peut faire l'hypothèse que le célibataire cité page 50 qui a ouvert sa "maison" aux jeunes adolescents du quartier, témoigne bien de l'existence d'un embryon d'une conscience collective. Mais, comme on l'a déjà signalé on peut se demander s'il s'agit d'un mécanisme de défense, d'un repliement sur le milieu lui-même, ou au contraire, s'il y a là l'amarce d'une prise de conscience de tout ou partie, du milieu environnant (HLM, pavillons menacés d'expulsion, etc..) face à leurs conditions de vie. Pour notre part, nous pencherions en faveur de cette seconde solution. Quoi qu'il en soit, cette extension d'une conscience commune à l'ensemble du milieu ambiant ne pourra se réaliser qu'à la condition sine qua non que la société organisée : administrations, municipalités, habitants du quartier, autres groupes sociaux, modifie profondément les rapports qu'elle entretient présentement avec ces marginaux mal-logés ou pas. Mais laissons de côté ce dernier point fort important pour revenir à l'analyse de ces mal-logés marginaux.

Dans ce milieu où la dégradation des conditions de vie et de logement est tellement forte, l'existence d'un tel "circuit d'échanges généralisés"

provoque l'effet inverse de celui qu'elle aurait dans un autre milieu comme nous venons de l'indiquer. En effet, si ces individus se retrouvent entre eux, s'ils développent considérablement leurs relations interpersonnelles, c'est parce qu'ils trouvent là une protection, un refuge devant leurs difficultés. En pratiquant de tels échanges, ils se sentent davantage protégés, sécurisés, parce qu'ils se disent, qu'au fond, ils sont tous deux dans la même situation.

Mais il y a plus. L'extension de ces "échanges" et de ces relations interpersonnelles empêche le développement de toute vie privée, et inhibe l'apparition d'un modèle individualiste de comportement.

"Il en résulte une intervention constante des "autres" dans la vie personnelle". Pour les salariés réguliers, "ce qui est privé" c'est d'abord un espace, un appartement, une maison où il est possible de se retrouver. On parlera de la barrière de la vie privée ; les clefs seraient le signe de ce retranchement. Tandis que pour les sous-prolétaires, ce qui est privé "n'a pas le même sens" : "Il s'agit d'une vie privée de dimension publique (cf. chapitre 2), d'une vie dans laquelle l'adaptation au monde du travail social est un problème continu." (P. Vercauteren p. 73). Nous assistons donc à une invasion réciproque dans la vie privée de chacun.

Lorsque la mère de sept enfants, dont nous avons décrit les déplorable conditions de logement, raconte comment elle a pris "sous son aile" une de ses voisines, une jeune femme portugaise vivant séparée de ses enfants, comment elle l'aide, ou prétend l'aider, en discutant avec elle d'un certain nombre de points concernant ses enfants, son mari, son logement, les relations avec les voisins portugais, etc... ("tu devrais faire ceci, si j'étais à ta place". etc...) elle n'est pas loin de cette ingérence dans sa vie privée, évoquée à l'instant. Elle adopte, en quelque sorte, une attitude "maternante", c'est-à-dire protectrice et non libératrice qui, au lieu de contribuer au développement d'un comportement autonome, individualiste, provoque, en fait, un repli sur le milieu. Si cette mère de famille nombreuse arrivait à élucider son discours, elle dirait quelque chose comme ceci : "Au fond, tu vois bien, nous sommes tous pareils, tu es malheureuse comme moi je l'ai été, fais donc comme moi pour t'en sortir..." Nous assistons donc à une sorte de reproduction, de reconduction des conditions de vie, des schèmes de pensée empêchant le déblocage de la situation du mal-logé marginal.

Nous avons bien conscience, en citant de tels exemples, du danger d'interprétation psychologique que nous courons. Ce qu'il faut bien voir dans de semblables comportements, ce n'est pas l'aspect individuel, propre à une personne, mais au contraire, le caractère social, le fait qu'il est l'expression de la vie sociale d'un groupe. Cette conduite maternante ne serait pas simplement le propre de cette personne, mais celui de toute la couche sociale des mal-logés.

Cette remarque achevée, revenons à ce phénomène de reproduction évoqué ci-dessus. C'est là, comme le souligne dans sa conclusion P. Vercauteren, qu'il faut aller chercher la cause de la situation des sous-prolétaires, et, en ce qui nous concerne, des mal-logés marginaux. S'appuyant sur Marx et Durkheim, cet auteur déclare : "En somme, ces deux "pères" de la sociologie nous avertissent, et cela, quelles que soient leurs divergences, que dans le passé un jeu de possibilités se sont liées,

un tissu de significations s'est constitué et qui, depuis lors, ne fait que se reproduire. (c'est nous qui soulignons). Ils nous invitent à retourner à ce moment-là pour comprendre ce qui se fait aujourd'hui" (p. 188).

Dans ces conditions, nul ne s'étonnera du sentiment de fatalité et de l'esprit de démission qu'on rencontre fréquemment dans ces couches sociales et qui s'exprime par des phrases de ce type : "On est bien obligé d'en passer par là, c'est comme ça ; que voulez-vous y faire ; on n'y peut rien, c'est la crise du logement, etc..." Le mauvais logement est donc bien, avec l'absence de travail ou les difficultés d'en trouver un correctement et régulièrement rémunéré, une des pièces maîtresses du processus de paupérisation expliquant le caractère arévolonnaire, ou plus simplement fataliste de leurs réactions.

1.1.2. Deux manières complémentaires de nier la réalité persistante du mauvais logement.

Si les mal-logés non-marginaux sont capables, comme on l'a vu, de réagir parce qu'ils peuvent reconnaître et, par tant, supporter certaines mauvaises conditions de logement, il n'en est pratiquement pas question pour les mal-logés marginaux. Quand on vit à quatre personnes - deux parents plus deux enfants en bas âge - dans deux minuscules pièces, humides, froides, envahies de temps à autre par les souris, avec des enfants malades dès qu'arrive l'hiver (rhumes, bronchites, asthme, otites, etc...) un mari professionnellement instable, en butte à l'indifférence, puis aux vexations du propriétaire (les enfants ne peuvent plus jouer ensemble ni se parler depuis que le locataire a alerté les services municipaux de l'hygiène), menacé d'expulsion, il est bien difficile de ne pas être choqué, de retenir ses larmes quand on a discuté pendant deux heures avec l'enquêteur et remué, consciemment et inconsciemment, tant de problèmes, tant de peines sans voir l'espoir apparaître.

L'angoisse est donc là toute proche, si proche qu'elle provoque résignation et, peut-être, désespoir. De même que les sous-prolétaires disent : "j'étouffe, je suis pris à la gorge, ce n'est pas ma faute, je suis incapable de trouver du travail", de même, les mal-logés expriment une attitude analogue mais moins tragique. "Nous sommes des bons à rien, on va passer pour des fainéants, on se laisse toujours marcher sur les pieds, nous ne savons pas nous défendre, nous ne sommes pas débrouillards, etc...").

La prise en considération de si mauvaises conditions de logement et de vie n'est pas soutenable. Aussi, le mal-logé cherche-t-il, par tous les moyens, à nier la réalité, à expulser de sa conscience une situation insoutenable qui le ferait - mais il n'en est absolument pas capable - devenir révolutionnaire. Comment cela se peut-il ?

Alors que le mal-logé mieux inséré socialement, est capable d'analyser l'enchaînement causal - à sa façon bien entendu - à l'origine de ses mauvaises conditions de logement, le mal-logé marginal ne l'est pas. Sa situation est trop dégradée pour qu'il puisse prendre suffisamment de recul, de "distanciation" à son égard. Aussi va-t-il tenter de nier, de refuser cet échec. Et cela, de deux façons.

Tout d'abord, il va projeter tantôt sur autrui, sur des "prégnances hostiles" la responsabilité de sa faillite, tantôt sur lui-même, mais en niant qu'il en soit le responsable. "Si mes vêtements sont sales, dit l'auteur du Dépotoir, c'est à cause des volte-faces de la vie d'un favelado", et non par ma faute. Si je suis réduit à une misérable retraite, à une fin de vie professionnelle si difficile et que j'estime déshonorante, dit le petit commerçant, ce n'est pas moi qui en suis le responsable, mais le "Tout-Etat", les "grandes surfaces", les "gros", bref, les autres, tous les autres. Et le mal-logé marginalisé ne tient pas d'autre langage. Si je suis obligé de refuser le deuxième H.L.M. qui m'est offert (réalité de l'échec), ce n'est pas parce que je n'ai pas d'argent, mais c'est parce que ces logements sont bruyants, sales, peu esthétiques, de qualité "dégueulasse", etc... alors qu'il habite dans une cité de transit, présentant les mêmes inconvénients, que sa femme aimerait bien quitter. Il lui faut donc se justifier pour éviter d'avoir à penser, quelques années encore, au fait qu'il est un "raté" et qu'il n'arrive pas à "déloger" sa femme et ses enfants de la triste et sale cité de transit dans laquelle ils vivent depuis plus de dix ans.

A côté de cette première manière visant à "expulser une expérience trop angoissante", il en existe une seconde qui consiste à refuser ce constat de faillite en se projetant dans le rêve. "La fonction du rêve, dit P. Vercauteren, vise à faire croire (c'est nous qui soulignons) à l'appartenance au monde duquel le sous-prolétaire est rejeté". De même que le sous-prolétaire d'Algérie rêve d'envoyer ses enfants à l'école, d'en faire des docteurs et des avocats alors qu'il n'a pas le moindre sou devant lui, de même le mal-logé rêve aux beaux meubles qu'il pourrait acheter, aux beaux éléments de cuisine, à la salle à manger en acajou brillant, à la chambre à coucher recouverte de tentures", etc... alors qu'il vient de refuser une fois encore le H.L.M., ou qu'il a attendu deux ans avant de s'y inscrire malgré l'insalubrité notoire de son logis. Ou encore, il rêve au métier qu'il pourrait trouver en Bretagne alors qu'il a déjà été licencié au moins une fois et qu'il ne connaît que trop bien les difficultés pour obtenir un emploi dans une région sous-développée.

On trouverait très certainement des situations analogues dans le monde du petit commerce auquel nous avons déjà fait allusion.

En résumé, pour cette catégorie de mal-logés, l'habitation représente en quelque sorte le tremplin permettant à la cécité culturelle de s'étendre et de s'incruster davantage. Si on voulait prendre d'autres comparaisons, on pourrait encore dire que le logement constitue une sorte de lieu de résonance qui répercute et amplifie les différents aspects de la condition sociale de ces travailleurs : vie de travail, vie de quartier, etc...

Leur situation est intenable. Neuf personnes dans trois pièces toutes petites, le froid, l'humidité, les souris, les maladies des enfants, l'opprobre qu'on jette sur vous parce que "vous êtes de la cité de transit, les vilénies et les vexations du propriétaire, sans compter les soucis de la vie professionnelle : la peur d'être licencié, la paye trop maigre, les horaires de travail, etc... Voilà bien de quoi alimenter, jour après jour, une angoisse tenace dont on n'arrive pas à se débarrasser. Et pourtant, ce qu'on veut, au fond, c'est être

comme les autres. Avoir sa télé, une belle télé, comme les autres ; sa cuisine, avec de beaux éléments comme ceux qu'on a vu dans le dernier magazine féminin, pour être comme les autres.

Mais retenu par des pesanteurs économiques, englué dans les substituts de son angoisse, le mal-logé marginal ne peut adopter à l'égard de ces objets qu'il poursuit, et en particulier de son logement, une "relation instrumentale". Il est confiné uniquement dans une "relation de consommation". C'est-à-dire que, fasciné par ce qu'il désire - le paquet de tabac pour le sous-prolétaire (cf. chapitre 2 : la notion de "bombine"), le logement H.L.M. ou P.S.R., ou n'importe lequel autre pour le mal-logé - mais n'ayant, ni l'un ni l'autre, les moyens financiers pour y parvenir (1), ils vont "escamoter l'objet à transformer et mettre en place des moyens imaginaires" : la télé, le tout petit bout de jardin, etc... Fascinés par ce qu'ils désirent, ils ne sont plus capables d'adopter une démarche instrumentale qui pourrait leur permettre d'obtenir le logement désiré par exemple. Cette démarche consisterait à se fixer des objectifs, à prendre les moyens adéquats pour les atteindre : faire des économies, s'assurer un travail plus régulier, etc... toutes choses dont ils ne sont capables parce qu'ils vivent en permanence dans le désiré, dans l'imaginaire.

Or, telle n'est pas la situation des mal-logés non-marginaux comme nous allons le rappeler brièvement.

1.2. La pratique du logement moyen de reconnaissance sociale.

Ce qui différencie les mal-logés non-marginaux par rapport aux précédents réside principalement dans leur capacité d'élaboration d'une "relation instrumentale". Ils ne restent pas "fascinés" par les objets de consommation offerts par la société organisée. Plusieurs indices vont nous permettre d'étayer cette hypothèse.

Cela tient, tout d'abord, comme nous l'avons déjà dit, à l'existence de conditions de vie tant économiques que sociologiques moins dégradantes. Ensuite, il y a leur aptitude à maîtriser le temps. A l'inverse des autres mal-logés, ils ne sont pas pris par cette "temporalité de l'immédiateté". Ils ont le sens de la prévision et font davantage preuve de prévoyance dans la gestion de leur budget et leurs recherches de logement par exemple.

Mais il y a bien davantage que cela. Ce qui les oppose le plus aux marginaux, c'est essentiellement le fait qu'ils ne nient pas, qu'ils ne refusent pas de voir la réalité telle qu'elle se présente à eux. A l'inverse des précédents, ils ne se réfugient pas dans l'imaginaire, leurs représentations de la société organisée, des H.L.M. notamment, ne viennent pas se superposer au rapport réel établi avec le monde objectif au point de leur cacher la réalité même du mauvais logement.

(1) Il serait intéressant de pouvoir approfondir davantage que nous ne l'avons fait ici l'attitude et le comportement des mal-logés à l'égard des logements qu'ils désirent : H.L.M., P.S.R. ou autres.

Au lieu de dire à l'instar des très mal-logés ; "Je ne suis pas capable de trouver un logement, mais ce n'est pas ma faute"... il affirme être effectivement mal-logé et, parfois, autant que les autres, il reconnaît les faits, et sait prendre les moyens pour transformer sa condition de mal-logé. Ce qui ne veut pas dire qu'il y réussisse toujours. Quelques exemples nous feront saisir cette absence de "cécité culturelle".

Ainsi, ce ménage d'immigrés portugais ne veut pas aller habiter dans un H.L.M. à n'importe quel prix parce qu'il entend bien sauvegarder son autonomie sociale. Ainsi encore ce ménage s'appêtant à quitter un pavillon de banlieue pour aller vivre dans un H.L.M., ne tient pas à y aller à n'importe quelles conditions. Il pressent trop bien toutes les difficultés qui l'attendent et tous les risques encourus.

Ces cas-là, comme tous les autres analysés au chapitre troisième, nous montrent bien que ces mal-logés reconnaissent la réalité de leur mauvais logement. Pour l'un, il est humide, froid, pour d'autres encore, il faut subir la présence de voisins jaloux ou d'un propriétaire mesquin, tracassier, et souvent imposant des loyers disproportionnés par rapport à la qualité du logement. Mais ils ont la volonté "d'en sortir", savent se fixer des objectifs et prendre les moyens adéquats pour y parvenir parce qu'ils ne sont pas "piégés" par l'imaginaire. Leurs rêves ont quelque rapport à la réalité, à l'inverse de ceux des mal-logés marginaux qui ne sont qu'évasion et camouflage d'une réalité sordide. Ils s'insèrent dans un projet et concourent, de ce fait, à stimuler leur entreprise.

De cet ensemble de faits, d'hypothèses, d'interprétations, il nous faut à présent tirer la leçon au plan de la recherche d'abord et au plan des perspectives de changement social de ces catégories défavorisées, tout particulièrement de la transformation de leurs conditions de logement. C'est à cela que nous allons nous attacher dans la seconde partie de cette conclusion.

2. PERSPECTIVES DE RECHERCHES ET REFLEXIONS SUR LE SORT DES MAL-LOGES.

Comme on l'a déjà indiqué, ce travail ne prétend pas à l'exhaustivité. Son intérêt est surtout méthodologique. Il nous montre en effet dans quelles voies il y aurait lieu de s'engager.

A notre avis, il faudrait approfondir dans tous ces détails la pratique de logement propre aux deux catégories de mal-logés dégagées dans ce travail. La relation individu-logement devrait faire l'objet d'analyses très détaillées établies à partir d'entretiens non-directifs, de documents autobiographiques, ou de tout autre matériau du même type (dessins d'enfants, d'adultes, etc...). L'examen de la perception sociale du logement à travers ces différentes composantes de l'environnement immédiat (voisinage de l'immeuble, du quartier...) devrait être entrepris. Toutes ces données présentées de façon volontairement sommaire, seraient interprétées à l'aide des concepts fournis par la psychosociologie et la psychanalyse, comme l'a fait P. Vercauteren. D'ailleurs, l'application du schéma de cet auteur à d'autres classes ou couches sociales exigerait un certain nombre d'approfondissements théoriques. Cette démarche faciliterait l'explication du rôle du logement dans la pratique sociale des mal-logés. Nous obtiendrions ainsi des informations permettant d'étayer les résultats auxquels nous sommes parvenus.

L'emploi des notions de satisfaction et d'insatisfaction telles qu'elles sont utilisées dans les enquêtes statistiques demanderait un réexamen. Comme on l'a vu, la satisfaction est un phénomène éminemment subjectif et, de plus, variable dans le temps. Pour savoir si un individu est satisfait de son logement, il faut donc se référer à sa perception de son logement, mais aussi à toute son histoire individuelle et sociale.

De plus, il ressort de ce travail et de bien d'autres enquêtes conduites sur les mal-logés que le monde des personnes vivant dans des habitations insalubres et vétustes, constitue un milieu particulier en marge de la société urbaine et organisée. Pour appréhender avec quelques chances de succès, il nous semble préférable de privilégier systématiquement des enquêtes partant sur des groupes bien précis ou des sujets bien déterminés. La complexité des problèmes, l'intrication des variables en jeu, sont telles que seules des enquêtes bien délimitées peuvent permettre de décrire et d'expliquer les conditions de vie des mal-logés.

A ces directions de recherches nouvelles et ces infléchissements concernant les études passées, il y aurait lieu d'ajouter des enquêtes touchant des populations qui sont en relation plus ou moins étroites avec les mal-logés : administration, travailleurs sociaux et même propriétaires, habitants mieux logés) vivant dans le voisinage des maisons insalubres, etc... Mais pour bien comprendre les motifs qui nous poussent à envisager ce type d'enquête, il faut d'abord indiquer quelques unes des réflexions que nous suggère ce travail.

Point 1 :

Pour donner toute sa portée aux aspects culturels mis en relief dans ce travail, il ne faut pas oublier de les réinsérer dans le processus général de paupérisation, dont ils ne constituent qu'une face du problème, l'autre étant le côté plus spécifiquement économique.

Point 2 :

On ne peut, à l'issue de ce travail, éviter de se poser l'irritante et difficile question : que faire ? Nous n'avons pas la prétention d'apporter de réponses inédites, mais nous voudrions simplement faire part de quelques unes de nos réflexions inspirées par ce travail et par les comportements et attitudes de certains mal-logés. L'essentiel de ce que nous pouvons dire, après bien d'autres comme J. Labbens, P. Vercauteren, pour ne citer que ces deux-là, a trait à ce que J. Berque appelle "le droit à la différence", c'est-à-dire "l'affirmation des êtres, des choses, des classes, des peuples et des cultures contre l'uniformité envahissante du monde, bref, une forme de résistance contre la fausse histoire".

Après les psychiatres tenants de l'antipsychiatrie, les ethnologues riches de leurs expériences et de leurs échecs, nous invitent à tenir un langage analogue.

Si nous laissons aller notre pensée, nous serions prêts à reprendre, à notre façon, certaines des conclusions d'ethnologues comme R. Jaulin (1) à propos des peuplades indiennes d'Amérique du Sud. Si l'on veut éviter leur disparition définitive, disent ces ethnologues, il ne faut pas du tout chercher à les acculturer à notre civilisation, mais au contraire, il est indispensable de les laisser

(1) R. Jaulin. La Paix blanche - Introduction à l'ethnocide.

faire, de les laisser là où ils sont. Certes, il ne s'agit là que d'une analogie, car on ne voit pas qui oserait laisser les mal-logés dans le déplorable état qu'on connaît ou qu'on croit connaître. Ce rapprochement se situe à un autre niveau qui est celui de l'attitude de la société globale à l'égard des mal-logés et, plus généralement, des pauvres de toutes sortes engendrés par notre société.

Cette société, dont fait partie le chercheur, est-elle capable d'accepter que les autres soient différents, c'est-à-dire que ces mal-logés, ces pauvres, jouissent d'une personnalité originale qu'on ne saurait leur enlever sans risque de les réduire à néant ?

A cet égard, le cas de ce célibataire analysé au chapitre 2 est particulièrement éclairant. Des jeunes adolescents habitant les H.L.M. avoisinants s'ennuient. Ne pouvant réaliser chez eux ce dont ils ont envie : se réunir dans un coin tranquille pour bavarder, réparer leurs bicyclettes, chanter, jouer de la guitare, etc..., ils se trouvent chez cet homme d'une cinquantaine d'années menacé d'expulsion pour la seconde fois en quelques années. Inquiet de l'avenir, écarté de la société qui ne le laisse pas vivre comme il l'entend, ce jardinier est tout content de les accueillir dans de modestes cabanes de bois et de tôle, et de créer, avec eux, une sorte de maison de jeunes spontanée. Il y a entre eux identification réciproque. Menacé par la société, il se retrouve dans ces jeunes qui, précisément, sont comme lui, en marge de la société. Et réciproquement pour les jeunes. Ne pouvant s'exprimer dans le cadre d'un urbanisme contraignant, ils voient dans leur hôte bonasse et parfois râleur, quelqu'un qui, en fait, est dans une situation comparable à la leur. Les deux parties "communient" dans une même incertitude et, peut-être, dans une même désespérance.

Considérer l'autre comme différent, qu'est-ce que ça signifie, concrètement, dans le cas présent ? Cela implique, à notre avis, que, dans le cadre d'une opération d'urbanisation, on respecte cet équilibre et, qu'au lieu d'enfermer ce célibataire - et le mot n'est pas trop fort - dans un H.L.M. par exemple, on lui attribue une habitation où il pourra continuer à vivre comme il l'a toujours fait.

Quelle que soit la solution concrète adoptée, le principe, guide de l'action, doit toujours être centré sur le respect de ces équilibres sociologiques, ce qui ne veut pas dire le statu quo.

Mais en examinant de tels cas, notre intention n'est pas de présenter un cours de sociologie morale pas plus que de préconiser des solutions pratiques. Il s'agit avant tout d'une analyse scientifique qui permet une meilleure appréhension de la réalité sociale parce qu'elle dévoile des éléments trop souvent méconnus et parfois ignorés de ceux qui prennent les décisions. Il y a là, à notre avis, une base plus solide qui permet d'éviter d'agir à l'aveuglette (1).

(1) Dans cette perspective, il serait intéressant, et peut-être utile, de réaliser des enquêtes auprès des personnes ou organismes qui, de près ou de loin, ont partie liée avec ces populations mal-logées : administrations, offices H.L.M., responsables d'organismes locaux en rapport avec eux, populations environnantes, leaders locaux, etc... Cela permettrait de mieux connaître les processus de décision, et de pénétrer davantage la mentalité de toutes ces personnes. Comme nous le faisait remarquer un jour une assistance sociale : "C'est peut-être nous, organismes sociaux, qui créons les problèmes". Quoiqu'il en soit de la pertinence de cette remarque, c'est bien ce genre d'attitudes et de représentations qu'il conviendrait d'éclaircir.

Mais il y a plus. Généralement, la société ne prête guère attention à de tels faits, parce que précisément, elle agit en fonction de modes de pensées et d'être visant, consciemment ou inconsciemment, à nier la spécificité socio-culturelle d'autrui. Trop souvent, elle a tendance à considérer les individus, et en l'occurrence les candidats au logement, comme semblables, mus par des besoins identiques.

Et s'il en est ainsi, c'est parce que nous vivons dans un univers clos, fermé, et pour tout dire, cartésien, dans le monde de l'achevé, du définitivement étiqueté. Or, comme le montre de façon on ne peut plus claire, l'exemple de ce célibataire comme bien d'autres cités au cours de ce travail, l'homme et, en l'occurrence, les mal-logés, ne baignent pas dans cet univers. La relation qu'entretiennent ces esseulés se situe, au contraire, dans le monde de l'inachevé, du sans cesse remis en cause, de la relation éminemment évolutive, fragile, entre le moi et l'autre. Et c'est précisément parce qu'elle est animée d'idées et de sentiments contraires que la société risque de rayer d'un trait de plume de semblables équilibres et cela, sans s'en rendre compte.

Point 3 :

A replacer les problèmes des mal-logés parmi ceux d'autres populations pauvres ou marginales : sous-prolétaires, professions indépendantes menacées de disparition : petits commerçants, artisans et agriculteurs, immigrés : portugais, nord-africains (1) etc..., habitants des bidonvilles de la région parisienne (cf. travaux de J. Labbens), et à lire les auteurs qui ne se sont penchés sur leurs conditions de vie, on s'aperçoit des convergences de leurs diagnostics et du nôtre.

P. Vercauteren a mis à jour "une forme de conscience mélancolique qui exprimait l'incapacité du sous-prolétariat de se définir et partant la nécessité dans laquelle il se trouvait d'accepter l'idéologie dominante présente dans son environnement". Il s'ensuit que "si le champ des rapports sociaux change, si par exemple une fraction importante du prolétariat apparaît sur la scène des rapports sociaux, comme menaçant le pouvoir en place et se pose, de ce fait, comme présentant une contre-idéologie dominante, une émeute sous-prolétarienne peut se glisser dans cette organisation contestatrice existante, et provoquer ainsi l'occasion qui permettra à celle-ci de renverser le pouvoir" (p.182-183).

Après s'être demandé avec R. Aron si "les désespérés apportent une "espérance", J. Labbens note que "la pauvreté moderne ne porte pas la promesse des lendemains qui chantent ; elle n'est pas grosse d'une révolution", il en déduit qu'il faut "permettre que les pauvres participent davantage aux institutions et aux activités de la société". Donc, il se situe dans une optique nettement participative au sens sociologique du terme. Il va même jusqu'à proposer comme remède à leur isolement l'introduction dans "ces cités de personnes d'un autre milieu".

L'écrivain et psychosociologue marocain Tahar Ben Jelloun (2) pense qu'une méthode de guérison susceptible de faire disparaître la misère affective et sexuelle des travailleurs nord-africains vivant en France "apparaîtra le jour où on s'intéressera vraiment à leur vie en dehors de l'usine et de la rentabilité. Peut-être même deviendra-t-elle utile, car les conditions de vie et de travail seront plus humaines, dégagées de la répression et de l'exploitation".

(1) cf. article de l'écrivain marocain Tahar Ben Jelloun dans *Le Monde* des 18-19 Février 1973. "La grande misère des travailleurs nord-africains en France".

(2) cf. article cité.

Nous aboutissions à des conclusions analogues à propos des petits commerçants jouissant de faibles revenus. Pour eux, la solution à leurs problèmes passe inévitablement par le chemin d'une solidarité accrue du groupe des petits commerçants à l'instar des paysans.

Or, il en va de même pour les mal-logés et, tout particulièrement, les mal-logés marginaux. Si, pour les mal-logés non-marginaux, l'octroi d'un logement social peut permettre d'enrayer le processus de dégradation sociale, cela est loin de suffire pour les marginaux. Certes, une amélioration profonde et radicale de leurs conditions matérielles d'existence est plus que nécessaire, mais cela est insuffisant pour stimuler le désir, la volonté des mal-logés de s'intégrer davantage à la société.

Etant donné qu'ils sont incapables de "sortir" par eux-mêmes de l'impasse dans laquelle ils sont à l'instar des vieux pauvres et isolés et des sous-prolétaires, pour ne citer que deux exemples, l'amélioration de leur sort ne peut résulter que de transformations corrélatives de la société et notamment du changement de l'idéologie dominante. S'il est vrai qu'ils sont en quelque sorte "piégés" par cette idéologie au point qu'elle bloque toute évolution possible, c'est à cette dernière qu'il faut s'en prendre.

Une démarche de la société vers ces mal-logés apparaît indispensable. Mais s'ils ne peuvent rien effectuer sans appui extérieur, on ne pourra rien changer non plus à leur situation sans qu'ils apportent eux-mêmes leur concours. Ce qui suppose qu'on cherche dans toute la mesure du possible à s'appuyer sur les virtualités existantes afin de briser leur isolement social, comme nous l'avons vu à propos de tel ou tel cas.

Mais tout ceci suppose des enquêtes sur mesure, auprès de populations bien délimitées, et, au niveau de l'action, une large décentralisation des décisions.

ANNEXE 1

BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE

VERCAUTEREN (P.), Les sous-prolétaires (Essai sur une forme de paupérisme contemporain)
Les Editions Vie Ouvrière - Bruxelles.

LABBENS (J.) , Le Quart-Monde (la condition sous-prolétarienne)
Editions Science et Service.

MANNONI (M.), Le psychiatre, son fou et la psychanalyse.
Editions du Seuil.

LAING(Ronald D.), Le moi divisé, Essai.
Editions Stock.

JAULIN (R.), La Paix blanche. Introduction à l'Ethnocide.
Editions du Seuil.

DUVIGNAUD (J.) et collaborateurs, la Sociologie, guide alphabétique . Articles : Diversité,
Habitat.

LEDRUT (R.), Fonctions et pouvoirs dans les collectivités urbaines.
Cahiers internationaux de sociologie - Volume XLV - 1968.

PETONNET (C.) Réflexions sur la ville vue par en-dessous.
L'Année sociologique. 1971.

ILLICH (I.) Inverser les institutions in Esprit - (Illich en débat) Mars 1972.

NUTTIN (J.) L'Adaptation psychologique, in Encyclopaedia Universalis.

MENDEL (G.) Psychosociologie..... Psychomanipulation ? N° 1 de la Revue de sociopsychanalyse.
Petite bibliothèque Payot.

Tahar Ben Jelloun - La grande misère des travailleurs nord-africains en France. Le Monde.
18-19 février 1973

CERAU, Société Nouvelle, Rapport pour le compte du Ministère de L'Equipement et du Logement.
(Direction de la Construction). Les MAL-LOGES par J.R. CARRE, R. BERCOFF, F. EL AYED .
2 volumes Décembre 1971.

CREDOC. Les petits commerçants âgés face à la cessation d'activité
(Essai d'analyse psycho-sociologique) 1972 - P. Reynaud.

- 9 JUIL. 1973

2er: n°1

